

INFORMATIONS

Correspondance

OUVRIERES

LUTTES

le Numéro : 2 F

- MENSUEL

N° 115-116

Mars-Avril 1972

SOMMAIRE

Etats-Unis	1
Grande-Bretagne	10
Autour des prisons	13
Vie des travailleurs	16
L'école des cadres	23
La crise de la Presse	26
La révolte espagnole	26
Cuba	37
Nouvelles de l'étranger	43
A propos d'I.C.O.	44
Notes de lecture	46
Publications	49

Directeur de la Publication : P. BLACHIER

Imprimerie Coop. l'Abeille - 34 Montpellier

ETATS-UNIS

LE CONTRE-PLANNING DANS L'ATELIER

La classe ouvrière dans sa pratique au niveau de la production a appris, en résolvant elle-même ses propres problèmes, à dépasser les structures syndicales en leur substituant, d'une façon fragmentée, une nouvelle forme d'organisation. Il est difficile de déterminer quand, exactement a eu lieu ce tournant dans les luttes. Pendant l'année 1968 où j'ai travaillé dans une usine automobile près de Détroit, il m'est apparu clairement que c'était un processus de longue date. Tout d'abord je voudrais mettre l'accent sur un fait primordial : tandis que le sabotage et les autres formes d'activité autonome de la classe ouvrière sont déjà apparus dans le passé (fin du XIX^e siècle et période Wobbly), ce qui se passe aujourd'hui est unique dans la mesure où c'est un phénomène qui vient après le syndicalisme de

masse et où c'est une réponse directe à cette forme sociale dépassée. La construction par les ouvriers de nouvelles formes d'organisation est, aujourd'hui, le résultat de tentatives faites ici et là pour contrôler les différents aspects de la production. Ces formes vont bien au-delà du syndicalisme. Le processus de négociations y tient une place très secondaire, alors que le syndicalisme en fait une question centrale. Tout comme la C.I.O. fut créée par les ouvriers comme un moyen de lutte, cette forme est maintenant dépassée et détruite par nécessité, et une nouvelle forme organisationnelle se développe à sa place. Ce qui suit est par conséquent une discussion sur le rejet par les ouvriers des formes de luttes qu'ils avaient eux-mêmes créées jadis. Les activités et les nouveaux rapports qui sont décrits ne sont qu'un

rapide aperçu sur une nouvelle forme d'organisation sociale encore à l'état embryonnaire, qui donnera peut-être des conseils ouvriers américains (1).

Planning et contre-planning sont des termes qui découlent d'exemples réels. L'expérience la plus frappante fut le sabotage d'un modèle de moteur 6 cylindres. L'étude du modèle, destiné à être un gros « six » rapide, fut bâclée à la hâte par la compagnie, sans aucune préoccupation de la précision ou de la robustesse du moteur. Il tournait très dur, avec des cammes foutues n'importe comment. Le moteur devint un motif central de revendications, d'abord avec les protestations venant de l'atelier des essais accompagnées de dizaines de suggestions pour améliorer le moteur et en modifier les plans, dont aucune ne fut retenue. A ce stade, une certaine activité se développa pour contrer les plans de production du moteur.

Ce moteur avait attiré l'attention et l'intérêt de toute l'usine. D'une façon générale les ouvriers pensaient que certaines modifications stratégiques pouvaient être apportées dans l'assemblage et ils avaient des suggestions qui pouvaient bien être utilisées. Cet intérêt grandit, et les contradictions dans les plans et la production de mauvaise qualité, qui étaient au début des sujets de plaisanteries, donnèrent lieu à des attitudes plus agressives. On commença à voir dans certaines parties de l'usine des actes de sabotage organisé. Au début, c'étaient des fautes d'assemblage ou même des omissions de

(1) Dans cette usine, plus de la moitié (peut-être même 75 %) des ouvriers étaient soit noirs, soit blancs du Sud émigrés récemment. Le reste était mélangé : des blancs du Nord, beaucoup d'Italiens et de Mexicains, quelques Hongrois et Polonais. 5 à 10 % des travailleurs étaient des femmes, généralement noires ou blanches du Sud. Pendant toute la durée du mouvement, il y eut de très bons rapports entre noirs et blancs du Sud. En dépit de la prévalence d'attitudes racistes, qui furent d'ailleurs une source inépuisable de discussions et de plaisanteries, ces deux groupes fonctionnèrent avec de meilleurs rapports que n'importe quel autre groupe dans l'usine. Les femmes furent aussi actives que les hommes au cours de ces événements. Enfin, il y avait un rapport évident entre l'âge des ouvriers et leur militantisme. Les jeunes ouvriers étaient, beaucoup plus que les plus âgés, prêts à se battre et à risquer de perdre leur boulot. Ce furent les ouvriers entre 18 et 35 ans qui combattirent le plus farouchement les syndicats, et qui cherchèrent toujours à dépasser les méthodes de lutte traditionnelles.

pièces à une échelle bien plus grande que la normale, si bien que de nombreux moteurs étaient rejetés à la première inspection. L'organisation de l'action entraîna différents accords entre les vérificateurs et quelques ateliers d'assemblage, avec des sentiments et des motivations mélangés chez les ouvriers concernés — certains déterminés, d'autres cherchant une sorte de vengeance, d'autres encore participant seulement pour se marrer. Toujours est-il que le mouvement se développa rapidement dans une ambiance très enthousiaste.

Des accords temporaires se formèrent entre les essais et l'assemblage, et entre l'assemblage et l'ajustage, qui étaient tous en fait du sabotage organisé. Voici quelques exemples des choses qui se passaient : certains oubliaient de mettre les points de soudure sur le chapeau du moteur, d'autres oubliaient de fixer les soupapes pour créer une perte de compression, d'autres mettaient des bougies en mauvais état ou du mauvais modèle, ou laissaient les boulons mal vissés dans l'assemblage, ou encore assemblaient les contacts des bougies dans le mauvais ordre d'allumage, si bien que le moteur pendant les essais avait l'air d'être mal équilibré. Et les moteurs rejetés s'accumulaient.

A la vérification et aux essais, au cas où le moteur aurait passé la chaîne sans que des défauts de fabrication s'y glissent, un bon coup de clef à molette sur le filtre à huile, (sur une couverture de bielle ou sur le distributeur, arrangeait toujours les choses. Parfois même les moteurs étaient simplement rejetés parce qu'ils ne tournaient pas assez silencieusement.

Pendant plusieurs semaines, dans toute l'usine, il y eut des engueulades et des prises de mains entre ouvriers et contre-maîtres à propos de ces moteurs. La situation était tendue, avec d'une part les ouvriers qui niaient toute tentative de sabotage, et la direction et les cadres, très prudents, qui craignaient une escalade de la lutte.

Ces conflits se poursuivirent pendant plusieurs mois, avec des degrés d'intensité variés. Quelques semaines avant un changement de production, une lutte contre des moteurs V-8 (dont on discutera plus tard) s'ajouta à celle contre les V-6

pour créer une grave pénurie de moteurs. Au même moment, les cauchemards de la direction furent aggravés par le comble des désastres dans une usine automobile : la découverte de toute une série de moteurs qui durent être démontés à grand peine des voitures pour que les fautes qui s'y étaient glissées puissent être réparées.

De retour à l'usine, après six semaines de mise à pied pour le changement de production, les ouvriers découvrirent un produit intéressant de leur lutte précédente. La chaîne toute entière des six cylindres — assemblage et essais — avait été déplacée, sans aucun doute à très grands frais, loin des V-8, complètement à l'autre bout de l'usine où de nouveaux ouvriers furent embauchés pour la faire fonctionner. Il apparaissait clairement à tous que ces mesures dramatiques furent prises pour contrer la tentative des ouvriers de prendre en mains eux-mêmes l'organisation de la production. Cela ne laissa aucun doute dans l'esprit des ouvriers au cours des nombreuses réunions et discussions qui suivirent le déplacement.

Une situation parallèle apparut dans les semaines qui précédèrent le changement de production, lorsque la compagnie voulut construire les derniers V-8 en utilisant les pièces qui avaient été rejetés pendant l'année. La direction espérait ainsi pouvoir fermer la fonderie plus tôt, et faire un maximum d'économies. Mais le fait est que les moteurs tournaient extrêmement mal. Les vilbrequins étaient particulièrement pourris, et tous les pistons avaient été rejetés auparavant surtout à cause de trous d'huile inexistantes ou de surfaces trop irrégulières.

Les premières protestations vinrent de l'atelier d'essai des moteurs où les moteurs étaient continuellement rejetés. Mais elles furent rapidement étouffées par la direction qui envoya du personnel pour surveiller sans cesse les vérificateurs et insister pour que les moteurs soient acceptés. Ce fut après cela qu'une série de contacts, à l'initiative des ouvriers des essais, eut lieu entre les différentes parties de l'usine pendant les pauses et le déjeuner. Les projets conçus lors de ces réunions innombrables conduisirent finalement au sabotage à l'échelle de toute l'usine des moteurs V-8. Com-

me les six cylindres, les V-8 étaient assemblés de façon défectueuse ou endommagés en cours de route pour qu'ils soient rejetés. En plus de cela, les vérificateurs, à l'essai, se mirent d'accord pour rejeter quelque chose comme trois moteurs sur quatre ou cinq qu'ils testaient.

Le résultat fut un empilement fantastique de moteurs en attente de réparation, et l'usine ne tarda pas à être couverte d'énormes tas de moteurs. Ce processus continua d'une façon accélérée jusqu'à une nuit où l'usine fut forcée de fermer, en perdant ainsi dix heures de production. A ce stade il y avait tant de moteurs défectueux empilés dans toute l'usine qu'il était pratiquement impossible de se rendre à pied d'une partie à une autre même d'un atelier. Les ouvriers furent envoyés chez eux — lockout plutôt inusuel — tandis que ceux des essais étaient priés de se rendre au bureau du chef de la production où un long interrogatoire commença. Sans aucun aveu de sabotage de la part des gars, le chef fut forcé de se lancer dans un exposé tortueux, qui lui troubla même un peu les sens, en essayant d'expliquer aux gars qu'ils ne devaient pas rejeter des moteurs qui étaient de toute évidence de très mauvaise qualité, mais sans pouvoir leur dire carrément. Toutes ces tentatives furent vaines car les gars y allèrent au toupet : ils lui affirmèrent sans relâche que leurs intérêts et ceux de la compagnie ne faisant qu'un, c'était leur devoir d'assurer la fabrication de produits de première qualité.

Dans le cas des six cylindres comme dans le cas des V-8, il y eut une lutte organisée pour tenter de contrôler l'organisation de la production ; sa manifestation sous forme de sabotage ne fut que d'importance secondaire. Ce qui fut important dans cette lutte, c'est qu'elle n'était pas tournée vers des négociations pour une augmentation du prix d'achat de la force de travail, mais elle visait à rendre la journée de travail plus vivable. L'utilisation du sabotage dans les exemples cités n'était qu'un moyen de contrôle sur son propre travail. Dans l'exemple qui suit, on va voir comment il peut être utilisé pour contrôler les horaires de travail.

La fermeture d'une usine est radicalement différente d'une grève car elle met en lumière la nature même du jour de travail. Ce genre de conflit n'est pas, com-

me on le pense souvent, rarissime : il réapparaît régulièrement, et même selon l'époque de l'année très fréquemment. Les heures perdues pendant ces fermetures constituent une menace réelle, pour le capital, à la fois de par leur coût et de par la perte de production. La plupart de ces fermetures sont la conséquence du sabotage organisé dans certains ateliers et souvent dans l'usine toute entière.

La fermeture d'une usine n'est rien d'autre qu'un système conçu par la direction pour contrôler la rationalisation des cadences en coupant les heures supplémentaires. Elle est d'un recours assez courant pendant les mois chauds de l'été. Le sabotage est aussi utilisé pour arrêter la production pour gagner du temps avant le déjeuner, et dans certains ateliers pour allonger les pauses des groupes, ou permettre à des copains de faire les pauses en même temps. Pendant les mois particulièrement chauds de Juin et Juillet, quand la température monte jusqu'à 45° dans l'usine pendant des heures d'affilée, le sabotage est utilisé pour avoir du temps de libre et aller s'asseoir avec des copains devant un ventilateur, ou simplement s'éloigner un moment de la machine.

Un programme de sabotage rotatif au niveau de toute l'usine fut élaboré pendant l'été pour gagner du temps de libre. Lors d'une réunion, les ouvriers prirent des numéros de 1 à 50 ou plus. Il y eut des réunions similaires dans d'autres parties de l'usine. Chaque ouvrier était responsable d'une certaine période d'environ 20 minutes pendant les deux semaines à suivre, et lorsque sa période arrivait, il faisait quelque chose pour saboter la production dans son atelier, si possible quelque chose d'assez grave pour arrêter toute la chaîne. Dès que le chef envoyait une équipe pour réparer la « faute », la même chose recommençait dans un autre endroit-clé. De cette manière l'usine entière se reposait entre 5 et 20 minutes par heure pendant un bon nombre de semaines, à cause soit d'un arrêt de la chaîne, soit de l'absence de moteurs sur ladite chaîne. Les techniques mêmes employées pour le sabotage sont très nombreuses et variées, et j'ignore celles qui furent employées dans la plupart des ateliers.

Saboter « la rationalisation du temps » ne veut pas dire faire l'idiot pendant le travail.

Tel qu'il apparaît dans son contexte, le sabotage n'est rien d'autre qu'un moyen d'extorquer un peu plus de temps libre. N'importe quel ouvrier le dira. Ce genre d'activité s'oppose radicalement au privilège quasi exclusif du capital de disposer du temps de travail, et par là c'est un effort profond et organisé des travailleurs pour se débarrasser de leur statut de « force de travail abstraite ». La libération de quantités d'heures pour se retrouver entre copains, l'échelle des activités allant depuis le jeu de cartes jusqu'à la lecture ou ballade à travers l'usine pour voir ce que les gars font dans les autres ateliers, tout cela est de très grande importance pour les ouvriers. Non seulement cela met en valeur le sentiment que les horaires devraient être organisés par les ouvriers eux-mêmes, mais cela montre aussi qu'ils en ont vraiment marre de constamment retarder la satisfaction de leurs désirs simplement pour que le processus rationnel de production ne soit pas interrompu. La fréquence de ces « lock outs » augmente à cause d'une opposition croissante des ouvriers envers cette rationalisation du temps.

Ce qui est remarquable dans tout cela, c'est le niveau de coopération et d'organisation des ouvriers à l'intérieur d'un même atelier et aussi entre les différents ateliers. Tout en étant une réaction au besoin d'action commune, cette organisation est aussi un moyen de faire fonctionner le sabotage, de faire des collectes, ou même d'organiser des jeux et des compétitions qui servent à transformer la journée de travail en une activité plaisante. Ce fut ce qui se produisit à l'atelier d'essai des moteurs.

Les contrôleurs, au banc d'essai des moteurs, organisèrent un concours avec les bielles qui nécessitait que vigies soient postées aux entrées de l'atelier et que des accords soient conclus avec les ouvriers de la chaîne de montage des moteurs, par exemple pour qu'ils ne fixent pas entièrement les bielles de certains moteurs pris au hasard. Quand un vérificateur sentait des vibrations douteuses, il criait à tous de dégager l'atelier et les ouvriers abandonnaient aussitôt leur travail pour se mettre à l'abri derrière les caisses et les étagères. Ensuite, il lançait le moteur à 4 ou 5.000 tours minute. Celui-ci faisait toutes sortes de bruits et de coups de ferraille pour finalement s'arrêter ; dans

un grand claquement sec, la bielle baladeuse crevant le carter était projetée d'un seul coup à l'autre bout de l'atelier. Les gars sortaient alors de leurs abris en poussant des hurrahs et on marquait à la craie sur le mur un autre point pour ce vérificateur. Cette compétition là se prolongea pendant plusieurs mois, entraînant l'éclatement de plus de 150 moteurs. Et les paris allaient bon train.

Dans un autre cas tout commença par deux gars qui s'arrosaient par un jour de chaleur avec les jets d'eau utilisés dans l'atelier des essais. Cela se développa en une bataille rangée de jets d'eau dans tout l'atelier qui dura plusieurs jours. La plupart des moteurs étaient soit ignorés, soit simplement approuvés en vitesse pour que les gars soient libres pour la bataille, et dans de nombreux cas les moteurs étaient détruits ou endommagés pour s'en débarrasser rapidement. Il y avait en général 10 ou 15 jets d'eau en action dans la bataille, tous avec une pression d'eau comparable à celle d'une lance à incendie. Des jets d'eau giclaient de partout, les gars riaient, criaient et couraient dans tous les sens : dans cette atmosphère, il y en avait bien peu qui étaient d'humeur à faire leur travail. L'atelier était régulièrement inondé jusqu'au plafond et tous les gars complètement trempés. Bientôt, ils apportèrent toutes sortes de pistolets à eau, tuyaux d'arrosage et seaux, et le jeu prit les proportions d'une foire énorme pendant des heures durant. Un gars se promenait avec le bonnet de bain de sa femme sur la tête, au grand amusement du reste de l'usine qui n'était pas au courant de ce qui se passait dans l'atelier des essais.

La transformation du jour de travail en une activité plaisante et réjouissante devient d'autant plus une nécessité que la solitude et la dureté des cadences de la production deviennent plus opprimentes. Dans la réalité concrète de la lutte, l'ouvrier voit de moins en moins son travail comme un moyen abstrait pour atteindre une fin quelconque, mais il tend de plus en plus à penser que pendant le temps de travail d'inter-action des hommes entre eux devrait être quelque chose de fructueux et d'intéressant, et dont on devrait tirer un certain plaisir. Dans ce contexte la lutte contre les moteurs six cylindres n'est pas différente du concours à l'atelier des essais ni de la bataille de jets

d'eau. Chaque action est l'expression des hommes qui voient leur travail comme un processus objectif et concret, et leurs rapports entre eux comme des rapports humains simples et spontanés, qu'ils organisent selon leurs propres décisions. La décision pour savoir s'ils devraient travailler tous ensemble à pleine cadence, ou avec des périodes intermittentes de diversité — ou même cesser tout à fait de travailler — réside de plus en plus entre leurs mains. C'est le développement de ces attitudes qui est la cible constante des contre-attaques de la bureaucratie (2)

Le conflit constant avec la rationalisation bureaucratique s'exprime tous les jours d'une façon dramatique à la sortie. La plupart des ouvriers qui ne travaillent pas à la chaîne principale d'assemblage, ont fini leur travail, se sont lavés et sont prêts à partir cinq bonnes minutes avant la sirène. Et avec 30 ou 40 contremaîtres en chemise blanche d'un côté, et 300 ou 400 gars de l'autre, les gars commencent tous ensemble à imiter le bruit de la sirène en hurlant, et se précipitent vers les pointeuses en écrasant littéralement les contremaîtres, pointent en vitesse et sont déjà sortis de l'usine lorsque la sirène, la vraie cette fois, se mêle à leurs cris.

Avec une sensation de libération après des heures de travail monotone, des bandes d'ouvriers sortent des ateliers et se dirigent vers les grandes portes de l'usine, se poussent, parlent fort, rient, se

(2) Ce que les ouvriers eux-mêmes disent de leur propre activité est étroitement lié à leur expérience de travailleur. Presque personne ne fit le rapport entre la lutte quotidienne à l'usine et l'Etat ou la société dans son ensemble. Ils voyaient leur lutte comme un combat dirigé contre une bureaucratie immobile dans la compagnie pour améliorer les conditions de travail. Il y avait une sorte de mentalité populiste très forte, surtout chez les blancs du Sud qui ont montré très vite une méfiance envers toute autorité organisationnelle et croient, comme une religion, que le seul moyen d'obtenir quelque chose c'est de se servir soi-même. Tandis que les ouvriers s'organisent clairement pour contrôler la durée du jour de travail par exemple, ces mêmes ouvriers ne se rendent pas compte que cette organisation pourrait aussi servir à planifier et contrôler leur propre production. Toutefois le fait que les ouvriers ne voient pas la signification sociale et la portée de leurs actions, n'est pas d'une importance cruciale. Le problème central n'est pas le niveau de leur conscience, mais ce qu'ils font en pratique. Leurs actions explosent entre les contradictions des rapports de production et génèrent l'évolution des contre-structures dans l'entreprise.

donnent des coups amicaux, se ruent vers l'air frais du dehors. Parfois les femmes jettent leurs bras au cou des gardes et flirtent avec eux pour distraire leur attention des hommes qui se faufilent par les portes avec des distributeurs, des bougies, des carburateurs et même des culasses de temps en temps sous leur manteau, éclatant de rire en avançant dans la nuit fraîche. Surtout l'été, les nuits s'animent à l'heure de la sortie avec l'énergie d'une complète libération. Les pneus crissent à la sortie du parking et les gars font la course à toute allure dans les rues. Les bouteilles de bière fraîche donnent lieu à des petites orgies improvisées, à des querelles, des jeux de mains, et à des éclats de rire qui retentissent dans les parcs et les rues autour de l'usine. On goûte alors cette joie simple d'entendre sa propre voix claire et haute pour la première fois, en dix ou douze heures.

On peut parler de planning et contre-planning dans l'usine parce qu'il existe clairement une situation de double pouvoir. On la remarque dans la réalité quotidienne comme un phénomène très fréquent, à savoir la substitution de plans entièrement différents pour l'exécution d'une tâche précise, à la place des plans rationnels établis par la direction.

A un niveau très concret, ces substitutions consistent par exemple en un système de rythme de pauses complètement différent, résultant en de longs moments de temps de libre pour chacun à des intervalles réguliers. Cela implique une rotation volontaire alternant de longues périodes de travail à de longues périodes de repos. Il y a une sorte de marché parallèle des différents boulots, et les gars se relaient et se remplacent pendant de longues périodes. Des hommes se faufilent régulièrement en douce dans d'autres ateliers que le leur pour pouvoir travailler avec leurs copains, ce qui signifie déjà un certain degré d'organisation.

Le fait que les ouvriers aient adopté leur propre système d'exécution du travail entraîne l'existence d'îlots paradisiaques entièrement réservés aux ouvriers de l'atelier et où les règlements extérieurs ne pénètrent jamais. Ce sont généralement les salles de bains, presque toujours au dernier étage, avec des ouvertures sur les toits. Toutes sortes de chaises longues, lits de camp, hamacs y ont été apportés

en douce. Les balayeurs qui se déplacent dans l'usine, sont souvent choisis pour tenir un compte des heures de chaises longues. Les gars font littéralement la queue pour avoir à leur tour droit à une heure à l'air frais sur le toit ou dans un hamac. Le caractère « réservé » de ces endroits est profondément ancré chez les ouvriers et ils le démontrent lorsqu'un contremaître, en cherchant un ouvrier qui avait arrangé illégalement de quitter son poste, entra dans une des salles de bains. Il monta dûment l'escalier qui y conduisait, entra, et quelques secondes plus tard un magistral coup de pied lui fit dévaler les marches la tête la première et atterrir en bas sur le dos. Il y avait deux contremaîtres et plusieurs ouvriers impliqués dans l'incident qui se termina par l'hospitalisation de deux des participants pour contusions multiples et côtes brisées.

La coexistence de deux types distinctes de relations, de deux modes de travail, et en fait de deux types de pouvoir dans l'entreprise est évidente à l'ouvrier qui travaille dans l'usine. Cette coexistence est la cause d'accrochages constants, et si on la considère sur une certaine période, elle apparaît en équilibre très précaire. Ces luttes sont faites de victoires et de revers. Mais la tentative des ouvriers de former leurs propres méthodes d'organisation est une menace constante pour la direction.

Pendant le changement de production mentionné plus haut, la direction avait prévu un inventaire qui devait durer six semaines. Elle fit travailler plus de cinquante hommes qui autrement auraient été mis à pied avec 90 % de leur paie. La réaction immédiate des ouvriers fut de s'organiser et d'essayer de prendre les choses en main pour finir l'inventaire en trois ou quatre jours et avoir le reste du temps libre. Plusieurs hommes reçurent les rudiments de l'emploi des échelles à calculer, tandis que les conducteurs de camions improvisèrent une école pour apprendre à d'autres à utiliser leurs véhicules. D'autres ouvriers travaillèrent directement avec les magasiniers professionnels et bientôt on les vit aussi faire l'inventaire du stock des pièces. Bien d'autres moyens furent employés pour court-circuiter la hiérarchie et la division des classifications et du travail, et ainsi gagner sur le temps de travail.

Mais la réaction fut particulièrement dure. La direction ordonna l'arrêt de ces actions, en disant que les voies légitimes de l'autorité, des méthodes d'apprentissage et des communications avaient été bafouées. Par exemple, pour pouvoir être conducteur d'un camion, il fallait qu'un ouvrier ait un certain degré d'ancienneté et qu'il ait complété une période d'apprentissage. Il y eut de nombreuses tensions et conflits brûlants, mais sans résultat. La direction était vraiment déterminée à empêcher les ouvriers d'organiser leur propre travail, même si cela signifiait que le travail serait fini plus tôt, donc les hommes mis à pied plus tôt, donc moins de salaires à payer.

La menace créée par ce mouvement d'action autonome pour l'autorité de la bureaucratie était évidemment très grande. La direction fit face et réussit à conserver son pouvoir et à imposer ses méthodes d'organisation. Et pendant six semaines cette organisation « rationnelle » du travail fut appliquée. C'est à dire que les ouvriers furent surveillés et dirigés d'une façon bien ordonnée par les contremaîtres et autres agents de l'ordre social. Le travail que les hommes avaient eux-mêmes décidé de faire ensemble demandait quatre jours — au plus une semaine de six jours — le travail qu'on leur imposait par force s'est traîné pendant six mois monotones, avec toutes les pauses rationnelles et périodes de repas qui sont jugées nécessaires pour les travailleurs.

Nous terminons donc plus ou moins sur la même note qu'au début, en mettant l'accent sur une nouvelle forme sociale de la lutte de la classe ouvrière. Les quelques exemples cités ne sont qu'un bref coup d'œil sur ces nouvelles méthodes, et nous permettent à peine de les comprendre pleinement. On a pu voir qu'elles sont appliquées à la journée même de travail et aux problèmes de planification et de contrôle de la production, ce qui prouve à mon avis, le caractère post-syndicaliste de ces pratiques. L'utilisation du sabotage comme moyen de lutte va se répandre au fur et à mesure que ces pratiques se développeront, mais ceci est seulement le côté technique du mouvement. Il y a un point fondamental qui différencie cette nouvelle forme de lutte des précédentes : le syndicalisme de masse. Cette forme autonome d'organisation de la classe ouvrière repose sur de nouveaux rapports sociaux au niveau de la production et ces rapports peuvent se développer à l'échelle de toute la société dans une situation de crise et lui donner une direction toute nouvelle. Je voudrais finir en soulignant qu'il est nécessaire de se concentrer sur l'émergence de ces nouvelles formes d'organisation de la production. « Comme un voleur dans la nuit », elles avancent sans qu'on les remarque.

Bill Watson (traduit de *Radical America*, vol. 5, n° 3, réimprimé à Londres par A. Press - 95 West Green Road, London, N. 15, G.-B.).

Comme le contre-planning dans l'atelier,

les travailleurs désorganisent une usine clef de la General Motors

L'article qui suit est tiré du « New York Times. D'après des camarades américains, il semble significatif de ce qui se passe là-bas dans les usines et des difficultés qui rencontre le capitalisme américain.

La production a été sérieusement désorganisée sur la chaîne de montage la plus rapide du monde. C'est sur cette usine que G.M. avait misé pour enrayer la concurrence étrangère. Cela a été essentiellement le fait de jeunes travailleurs qui disent qu'on ne peut leur demander à la fois de travailler aussi dur et aussi vite, et de produire des automobiles de qualité.

L'issue de ce conflit où s'affrontent la plus

jeune section locale de l'United Automobile Workers (syndicat des travailleurs de l'automobile) et l'une des équipes directoriales les plus coriaces de la G.M. pourrait avoir des répercussions importantes sur l'ensemble de l'industrie U.S.

A un niveau plus général, la lutte a posé le problème de ce que peut faire une direction confrontée à un jeune travailleur résolu à dire son

mot sur la façon dont une tâche doit être accomplie, et qui ne se laisse guère émouvoir lorsqu'on lui signifie qu'il ne sera pas difficile de lui trouver un remplaçant si le travail ne lui convient pas.

Ce conflit survient également au moment où l'administration Nixon met l'accent sur l'accroissement de la productivité présenté comme le moyen de combattre l'inflation et d'arrêter le flux des importations.

La question est de savoir si, en supprimant des emplois, la direction a redistribué le travail aux hommes restants, au point qu'ils sont incapables de suivre le rythme de la chaîne à l'usine de Lordstown.

G.M. estime que la perte de production s'élève à douze mille voitures Véga et à quelques 4.000 camions Chevrolet, pour une valeur d'environ 45 millions de \$. La direction a dû fermer l'usine à plusieurs reprises depuis le mois dernier après que les ouvriers eurent ralenti les cadences et laisser passer des voitures sur la chaîne sans effectuer toutes les opérations.

A.B. Anderson, le directeur de l'usine a déclaré : « Il y a des blocs moteurs qui sont passés devant 40 hommes sans qu'aucun d'eux ne fasse son travail ». La direction a également accusé les ouvriers d'actes de sabotage, d'avoir cassé des pare-brise, des lunettes arrières, d'avoir lacéré des garnitures, tordu des bras d'indicateurs de di-

Plus la peine de se pencher

Sur la chaîne de montage, on a facilité l'accès aux voitures et on a évité aux ouvriers d'avoir autant à se pencher et à ramper que dans les usines plus anciennes de Détroit. La Véga a également un nombre de pièces inférieur de 43 % à celui d'une voiture ordinaire, ce qui en rend le montage plus simple.

Les salaires sont élevés. Les ouvriers commencent à 4,37 \$ de l'heure, sont augmentés de 10 c. de l'heure au bout de 30 jours et à nouveau de 10 c. après 90 jours. Les primes s'élèvent à 2,50 \$ ou plus de l'heure.

L'usine est implantée pratiquement au centre d'un triangle d'industries lourdes qui va de Youngstown avec ses aciéries à Akron (industrie du caoutchouc) et Cleveland, centre important de mécanique lourde.

rection, mis des rondelles dans les carburateurs et cassé des clés de contact.

Au cours des 4 dernières semaines, une aire de stationnement d'une capacité de 2.000 voitures a fréquemment été remplie de Végas qui avaient dû être retournées à l'usine pour des réparations avant même d'avoir été expédiées aux concessionnaires. Ces deux dernières semaines, les ventes de Végas sont tombées de moitié.

Le syndicat, qui admet qu'il a pu y avoir du sabotage de la part de quelques ouvriers en colère, soutient que l'essentiel du problème vient des suppressions d'emplois et de la volonté de la direction d'accroître le rendement et de réduire les coûts.

Selon le syndicat, les ouvriers restants ont dû effectuer le surplus de travail et ne peuvent plus suivre le rythme de la chaîne. Pour les syndicalistes, il en résulte des voitures mal montées.

Ce conflit touche une des usines les plus modernes et les plus perfectionnées du monde, construite en 1966 sur des terres agricoles près de Lordstown. La plupart des manutentions d'objets lourds et des tâches demandant un gros effort physique ont été éliminées par une meilleure conception, et l'emploi de toute une gamme d'outils électriques et d'autres machines automatiques. Les stationnements eux-mêmes ont été conçus de telle sorte que les distances à parcourir à pied ont été pratiquement éliminées.

L'usine, qui produit toutes les Végas fabriquées par G.M., recrute ses 7.700 travailleurs, dont l'âge moyen est de 24 ans, sur des secteurs géographiques qui ont fortement ressenti la concurrence étrangère et où le chômage et les mises à pied ont été importants.

Dans beaucoup de cas, les pères des jeunes ouvriers de l'automobile travaillent dans les industries de l'acier et du caoutchouc, et ont vu leurs emplois menacés par les difficultés causées à leurs usines par la concurrence étrangère. Mais la menace du chômage et les pressions exercées par les parents, la presse et les élus locaux, n'ont eu à ce jour que peu d'effet sur les jeunes ouvriers « gauchistes » (1) qui ont engagé la lutte contre G.M. en octobre dernier.

(1) En anglais : militant.

C'est à cette époque que l'équipe de direction du département montage de G.M., qui jouissait d'une réputation de champions de la réduction des prix de revient et de l'amélioration de la productivité, fut chargée de diriger à Lordstown l'usine de carrosserie Fisher et l'usine de montage Chevrolet, et se mit en devoir d'assainir leur fonctionnement. Selon la direction, ces deux usines ne tournaient pas au maximum de leur capacité de production.

Une importante réorganisation du travail commença. Aux dires de la direction, il s'agissait simplement de changer les postes de façon à accroître leur efficacité, mais elle dû admettre que quelques 300 emplois avaient été supprimés et que des ouvriers avaient reçu une surcharge de travail.

M. Anderson expliqua que ces changements avaient été effectués pour que la chaîne, qui

peut sortir 100 Végas à l'heure, atteigne le niveau de production pour lequel elle avait été conçue. « Si nous voulons rester concurrentiels, a-t-il déclaré, nous devons utiliser les articles du contrat de travail qui permettent de rendre le travail plus productif ».

Mais de l'autre côté de l'autoroute de l'Ohio, Gary Bryner, 29 ans, président de la section syndicale 1112 déclarait au cours d'une interview recueillie à son bureau, dans une bourse du travail toute neuve, qu'environ 700 emplois avaient été supprimés et que le plus gros du surplus de travail avait été redistribué à des hommes qui n'avaient pas le temps de le faire. « C'est la chaîne la plus rapide du monde, dit M. Bryner. Un type a à peu près 40 secondes pour faire son boulot. La compagnie fait ses calculs et dit : « On n'a ajouté qu'un truc à son boulot, d'après les calculs, on pense qu'il peut y arriver ».

Augmentation du nombre des griefs (2)

« On vous donne 40 secondes et il faut vous arranger avec, continue-t-il. Seulement on ajoute une seule chose et c'est plus possible. Le type n'a plus le temps de faire son boulot et il laisse passer une voiture. Alors la Compagnie nous accuse de faire du sabotage et du mauvais travail ».

Il dit qu'avant que la nouvelle équipe de direction ne prenne la relève, il y avait environ une centaine de griefs en cours dans l'usine. Depuis, leur nombre s'est élevé à 5.000 — dont un millier contre une surcharge d'opérations sur les postes.

M. Bryner, qui a sur son bureau un signe « Paix » et un petit livre de « Citations révolutionnaires d'Américains célèbres » dit que la décision des travailleurs de revenir à leurs anciennes cadences a été prise à la base et non par l'appareil. « Ces types sont de vrais lions, dit-il. Ils en ont dans le ventre. Avant, on ne les voyait jamais aux réunions syndicales. Maintenant, ils chantent « Solidarity » au réfectoire ».

Le syndicat, comme la direction, reconnaissent qu'ils sont surpris par la profondeur du mouvement de résistance des travailleurs dont l'âge moyen, sur certaines chaînes, est de 22 ans.

La direction a essayé de négocier et a organisé des séances de « sensibilisation » avec des groupes d'ouvriers pour découvrir quelles étaient leurs plaintes. Mais la stratégie patronale a surtout consisté à faire preuve de fermeté en attendant les résultats que devraient donner les payes réduites versées aux travailleurs renvoyés dans

la journée à la suite de ralentissement, ou les mises au pas effectuées par les contremaîtres lorsqu'ils renvoient les ouvriers chez eux sans paye.

Hier, en arrivant au travail, les ouvriers ont trouvé sur le panneau d'affichage un avis disant que non seulement on appliquerait des sanctions disciplinaires en cas de ralentissement, mais que des ouvriers pourraient être licenciés pour ces faits.

De nombreux jeunes travailleurs ont déclaré au cours d'interviews que plus la Compagnie deviendrait dure, plus leur résistance se durcirait, même si les possibilités d'emploi étaient rares et même si nombre d'entre eux s'étaient mariés récemment et avaient des charges de famille.

Nick Schecodonic Jr, 27 ans, soudeur, dit : « Dans un certain nombre d'usines où ils ont fait la même chose, les travailleurs étaient plus âgés. Ils se sont fait une raison, mais moi, j'ai encore 25 ans à faire dans cette boîte ».

M. Schecodonic, qui est marié et a des enfants, ajoute : « Dans cette usine, j'ai vu une femme courir le long de la chaîne pour suivre la cadence. Moi, je ne courrai jamais pour personne. Et il n'y a personne dans l'usine qui me donnera l'ordre de courir ».

(2) Grief : procédure légale engagée par les ouvriers lorsqu'un des termes de la convention collective n'est pas respecté par la direction.

Un autre ouvrier, soucieux de conserver son emploi, dit qu'il avait décidé de soutenir la base du syndicat quand, remarquant un espace entre la carrosserie et le tableau de bord d'une voiture, il le signale au contremaître. Cet ouvrier, qui travaille comme contrôleur dit que le contremaître lui répondit : « On s'en fout. Envoie la au concessionnaire ». Il dit qu'après cela, il refusa de signer le bon de sortie, mais que le contremaître le signa lui-même.

M. Bryner dit qu'au cours d'une rencontre avec la Compagnie, un responsable de la direction avait déclaré qu'en novembre, il y avait eu 6.000 plaintes de concessionnaires Chevrolet sur la qualité des Végas qui leur avaient été expédiées, soit plus que pour toutes les autres chaînes de montage mises ensemble.

Andrew O'Keefe, directeur des relations publiques de l'usine, nia que des voitures défectueuses aient pu être expédiées et affirma qu'un contremaître qui laisserait passer une telle voiture serait « renvoyé sur le champ ».

M. Anderson expliqua que le conflit venait en partie de l'attitude des jeunes travailleurs. Mais il parla aussi beaucoup de la résistance aux modifications des postes de travail. « Nous avons aussi des problèmes dans des secteurs où rien n'a été changé » dit-il. Il ajouta que la direction

se heurtait à des difficultés croissantes pour amener les travailleurs « à être fiers de nos produits. Si un homme laisse tomber un écrou, et ne le ramasse pas pour le poser, il devient plus susceptible de recommencer ».

Mais de nombreux ingénieurs se sont demandé ces derniers temps si la politique de la direction en matière de chaînes de montage peut être poursuivie.

L'essentiel des recherches, poussées au maximum à l'usine de Lordstown, a visé à simplifier et à faciliter le travail mais souvent il en est résulté la disparition des derniers vestiges de qualification.

Au fur et à mesure que les opérations deviennent plus faciles et plus simples, la cadence à laquelle elles peuvent être effectuées peut être augmentée. Ainsi les ouvriers de l'usine de Lordstown mettent 40 secondes à faire ce que les ouvriers d'une usine traditionnelle font en une minute. La plupart des chaînes produisent 55 voitures à l'heure.

Pour certains ingénieurs, ce n'est pas tant l'aspect physique du travail que son caractère continu, répétitif et spécialisé qui est insupportable aux ouvriers à la chaîne, surtout depuis qu'ils reçoivent une éducation plus poussée et qu'ils ont des ambitions plus grandes.

Grande-Bretagne

Il aura fallu le massacre de DERRY pour que « l'opinion publique » internationale découvre le vrai visage du pouvoir britannique. Mais si la situation irlandaise est spectaculaire, il ne faut pas oublier qu'elle ne forme qu'un des éléments constitutifs de la situation britannique.

Le mouvement des occupations d'usines prend de l'ampleur (la lutte aux chantiers navals de la CLYDE-U.C.S. en est l'exemple le plus connu). Actuellement la combativité de la classe ouvrière se manifeste de la façon la plus éclatante par la grève des mineurs. Au moment où l'industrie anglaise est au bord de la paralysie, le gouvernement est prêt à utiliser l'armée pour transporter le charbon et briser la grève — cette armée qu'il emploie pour réprimer le peuple irlandais — Déjà certains commentateurs n'hésitent pas à comparer la crise actuelle à celle de 1911-1913 quand la guerre civile menaçait en IRLANDE, et la grève générale en ANGLETERRE.

C'est que face à une crise sans précédent depuis plus d'une génération (plus d'un million de chômeurs) qui va en s'aggravant, la classe dirigeante anglaise se prépare à l'épreuve de force, et le gouvernement semble incapable de concevoir une autre stratégie que celle de se raidir dans l'attente de l'assaut frontal. Depuis le retour au pouvoir des conservateurs en 1970, la répression s'est accentuée sous toutes ses formes dans l'ensemble du Royaume-Uni. Nous avons déjà évoqué le projet de forces régionales anti-émeutes, basées sur l'Armée Territoriale, et l'apparition du gaz C.S. dans l'équipement de la police anglaise. A cela vient s'ajouter tout un arsenal juridique que les conservateurs ont eu pour premier souci de renforcer et de compléter : Industrial Relations Act, loi sur l'immigration, etc... (qui d'ailleurs ne font que reprendre des projets déjà présentés par les travaillistes), en même temps que l'on ressort de vieilles lois sclérantes comme celles sur

les émeutes ou la conspiration (qui n'était plus utilisée depuis longtemps dans un contexte politique).

La bourgeoisie se prépare à une extension au reste du Royaume-Uni. La nouvelle des attentats du 3 février contre des bâtiments de l'armée à LEEDS et à HUDDERSFIELD est significative à cet égard, ainsi que la vigueur des manifestations qui se sont déroulées le samedi 5 février à LONDRES et dans huit autres villes anglaises pour protester contre la politique irlandaise du gouvernement. A LONDRES, en plus de la centaine d'arrestations pendant la manifestation, la police procédait pendant la nuit à l'arrestation de trois militants liés à l'Anti-Internment League. Ils étaient inculpés de conspiration en vue de contrevenir à l'article 5 du Public Order Act de 1936 (passé à l'époque pour lutter contre les fascistes d'OSWALD MOSLEY). Ils ont obtenu la mise en liberté sous caution. Rappelons que près de deux millions d'Irlandais vivent en ANGLETERRE et en ECOSSE. Plus d'un demi-million sont des immigrants de première génération et leurs familles.

LA BRIGADE DE LA COLERE

Le lundi 3 janvier 1972 se sont ouverts les *committal proceedings* (procédure publique d'instruction) de dix militants anarchistes accusés de participation à une « conspiration en vue de provoquer des explosions », c'est-à-dire à la Brigade de la Colère, ainsi que de diverses infractions annexes (port d'armes, vols de voitures, etc...). Il s'agit de JIM GREENFIELD, ANNA MENDELSON, JOHN BARLSEY (alias George BUCHANAN) et HILARY GREEK, qui vivaient en communauté dans un appartement de Stolse Newington, à LONDRES, où la police aurait découvert « l'arsenal » de la Brigade de la Colère ; STUART CHRISTIE et CHRIST BOTT (tous deux arrêtés alors qu'ils venaient en visite à l'appartement) ; et ANGELA WEIR, CHRIS ALLEN, PAULINE CONROY et KATE MC LEAN, arrêtés entretemps. Tous étaient en détention préventive, sauf PAULINE CONROY qui, aidée par une famille « respectable » était en liberté sous caution de 20.200 livres sterling.

Au début de l'instruction, le procès annonçait que l'Attorney-General (Procureur Général) avait décidé de ne plus porter d'accusations « pour l'instant » contre PAULINE CONROY et CHRIS ALLEN ; le magistrat ordonnait donc leur relâche. Il s'agit en effet d'éviter un procès où l'absence de preuves contre certains des inculpés serait par trop flagrante, ce qui risquerait d'introduire un doute néfaste dans l'esprit du public. Il ne restait donc plus que huit inculpés.

L'essentiel des preuves de la police se réduit donc au matériel trouvé dans l'appartement d'AMHURST ROAD. Outre des armes et des explosifs, ce matériel comprenait une imprimante du type « John Bull » qui sert à fabriquer des tampons : la police aurait trouvé le tampon utilisé pour signer les communiqués de la Brigade de la Colère. De toute façon, le degré de responsabilité de chacun sera difficile à établir. A noter que HILARY GREEK et ANNA MENDELSON n'ont pu être inculpés de conspiration que... parce qu'elles n'étaient pas mariées à JOHN BARKER et JIM GREENFIELD. En effet, la loi prévoit qu'il ne peut y avoir conspiration entre mari et femme. Quant aux autres inculpés, les preuves contre eux sont essentiellement indirectes.

Pour emporter la conviction, le parquet a déclaré qu'à son avis la conspiration pour falsification de chèques, où quatorze personnes sont inculpées parmi lesquelles JALSE PRESCOTT, IAN PURDIE, CHRIS ALLEN et les quatre d'Amhurst Road, aurait servi à financer la Brigade de la Colère. Pour sa participation à cette conspiration (huit chèques, valeur moyenne 20 livres), JALSE PRESCOTT a déjà été condamné à huit peines confondues de cinq ans chaque ! On voit que les autres inculpés, même s'ils sont acquittés de conspiration en vue de provoquer des explosions, ne perdent rien pour attendre...

Le 25 janvier, le magistrat décidait de maintenir la plupart des inculpations et confiait le procès à la Cour Centrale Criminelle, l'OLD BAILEY. KATE MC LEAN était déjà en liberté sous une caution de 20.000 livres depuis le 10 janvier, ainsi qu'ANGELA WEIR, depuis le 13 janvier, également sous une caution de 20.000 livres. La défense demande la liberté sous caution pour ANNA MENDELSON, HILARY GREEK, CHRIS BOTT et JIM GREENFIELD. Au nom de la police, le Detective Chief Superintendent HABERSKON (qui a mené l'enquête avec le commandant BOND) s'y opposa.

Finalement, HILARY GREEK était la seule à obtenir la liberté sous caution ; mais à condition qu'elle vive dans la maison de campagne de son père, au Pays de Galles. KATE MC LEAN doit continuer à vivre chez ses parents dans le KENT, à 50 km au sud-est de LONDRES, où elle ne peut pas trouver de travail ; et ANGELA WEIR dans le HAMPSHIRE, à 90 km à l'ouest de LONDRES. Enfin, aucune des trois ne peut approcher à moins de 30 km de LONDRES avant le procès : voilà une liberté qui rappelle singulièrement l'assignation à résidence (avec obligation de se présenter chaque jour au commissariat) et qui interdit efficacement toute rencontre pour l'élaboration d'une défense collective.

Le 15 février, Michelle Marie O'CALLAGHAN a été inculpée à LONDRES. D'après la police, elle était en possession d'une bombe artisanale. De plus comme « elle est connue pour avoir fréquenté des personnes inculpées en vue de participation à une conspiration en vue de provoquer des explosions », la liberté sous caution n'était accordée qu'à condition qu'elle vive chez son père, près de LIVERPOOL. Comme elle refusait, elle reste en détention préventive.

Le jeudi 27 janvier, le *GUARDIAN* (quotidien libéral, diffusion 300.000 exemplaires) a publié un encart d'une demie-page, portant une pétition en faveur de JALSE PRESCOTT, organisée par le groupe « People Seeking Justice for PURDIE AND PRESCOTT » (« gens réclamant justice pour PURDIE et PRESCOTT) et signée par plus de 150 personnalités ou organisations du monde des lettres, des arts, du journalisme et du spectacle, ainsi que des milieux universitaires et politiques. La plupart sont fort connus en GRANDE BRETAGNE, sans que leur nom signifie souvent grand'chose en FRANCE. Citons cependant : le compositeur et chef d'orchestre PIERRE BOULEZ, BERNADETTE DELVIN, GERMAINE GREER (auteur de « *La femme eunuque* ») le député travailliste WILLIAM HAMLING, le comité exécutif du groupe International Socialism ; JOHN et YOKO LENNON ; l'auteur de théâtre ARNOLD WESKER, et des dirigeants du Conseil National pour les Libertés Civiques, ainsi que de son homologue écossais (rappelons que la législation écossaise est distincte de celle en vigueur en ANGLETERRE et au PAYS DE GALLES).

Solidarité Informations :

Anti Internment League, The Basement Flat - 138 Holland Road - London - W-14.

Stolse Newington 8 Fund, Box 359, Compendium Books - 240 Camden High Street - London - N.W. 1.

People Seeking Justice for Purdie and Precott (P.S.J.P.P.) c/o Time out - 374 Grays Inn Road - London - W.C.I X 8 B B.

HISTOIRES D'ECOSSAIS

La Brigade de la Colère n'est pas l'aberration isolée que décrivent les média. Il serait fatal d'oublier que si les autorités entendent se servir de cette affaire pour obtenir des condamnations « pour l'exemple », la violence sous toutes ses formes, depuis le sabotage (dont la grève des mineurs est sans doute l'exemple le plus monumental) jusqu'à l'attentat, marque la lutte des classes en GRANDE BRETAGNE autant qu'ailleurs. Quelques affaires qui n'ont pas bénéficié de cette publicité sont révélatrices de cet état de choses. En voici un exemple.

GLASGOW est la capitale industrielle de l'ECOSSE. En tant que telle, elle connaît le chômage massif des régions sous-développées de la GRANDE-BRETAGNE ce qui a permis à l'armée de fêter récemment le 1000^{me} enrôlé en un an dans la région (GLASGOW et côté Ouest), chiffre inégalé depuis 1962 (42 % de mieux par rapport à 1970). L'heureux gagnant, TOM WEAVER, un camionneur en chômage (« le chiffre record des recrues n'est pas dû au chômage » — lieutenant général Sir HENRY LEASK, commandant de la région militaire d'ECOSSE), ira grossir les rangs des forces de répression en IRLANDE. Juste retour des choses, puisque nombre de travailleurs à GLASGOW sont des Irlandais, poussé à l'émigration par la situation encore plus catastrophique de leur province. L'opposition entre immigrés catholiques et immigrés protestants est vieille et souvent violente et s'exprime traditionnellement par le soutien fanatique aux équipes de foot-ball des Celtics (catholiques) et des Rangers (protestants). Depuis quelque temps l'explosion de la situation Irlandaise, s'ajoutant au chômage, a permis au pasteur JACK GLASS, en s'appuyant sur la grande extrémiste protestante, de s'ériger en disciple du Pasteur PAISLEY, avec son Mouvement de Réforme du XX^e siècle comme pendant du Parti Démocratique (?) Unioniste que mène PAISLEY à BELFAST.

Rappelons que le chômage n'a pas entamé la combativité d'une classe ouvrière qui a de solides traditions de lutte : c'est aux portes de GLASGOW que se trouvent les chantiers navals de la CLYDE (U.C.S.) occupés depuis le mois d'août. A cette tension sociale et politique accrue est venue s'ajouter un nombre nettement en hausse d'attaques de banques. Récemment, quatre hommes ont été inculpés après la découverte d'une somme d'argent (plusieurs milliers de livres) ainsi que d'armes et de munitions dans une maison de PAISLEY Road (mais oui !). La maison abrite une librairie Vanguard Books, et le local du Parti Ouvrier d'Ecosse un groupe maoïste qui publie les œuvres du marxiste écossais JOHN MC LEAN. Les inculpés sont tous membres du Parti Ouvrier d'Ecosse, et l'un d'entre eux s'est même présenté aux élections comme candidat de ce parti dans les CORBALS, le quartier le plus pauvre de GLASGOW. La presse, la radio et la télévision n'ont rien dit de cette affaire. La crainte du feu qui couve ?

Nous pensons être en mesure de publier rapidement deux textes sur les grèves anglaises : un sur les *occupations d'usines*, un autre sur la *grève des mineurs*.

Autour des prisons

Jeudi 16 décembre avait lieu, à Toulouse, la première réunion du G.I.P. (Groupe d'Information sur les Prisons). Après avoir présenté un film sur les prisons aux Etats-Unis, dont le principal intérêt était une interview de Jackson (leader des Black Panthers assassiné cet été dans sa prison), les organisateurs annoncèrent des témoignages de certains proches de prisonniers (femmes ou mères le plus souvent). Peut-être était-ce l'effet de la tribune, mais ces témoigna-

ges ne brillaient pas par leur spontanéité. On y retrouvait le style stéréotypé de certain groupuscule. Il semblait même que l'on soufflait, comme au théâtre. Un tract fut distribué, ou plutôt faillit être distribué car le G.I.P. ne souffre pas la contestation et empêcha, manu militari, cette distribution. Nous reproduisons ici le texte de ce tract suivi de quelques réflexions sur les problèmes soulevés.

*Nous aimons bien Sacco et Vanzetti,
Mais nous préférons Landru.*

EN ATTENDANT LE GENOCIDE

*Le flic : Au nom de la loi, je t'arrête !
Le voleur : Au nom de la liberté, je te supprime.*

Nixon à Pékin, Brejnev à Paris, le capital resserre ses liens. A l'aube de l'ultime affrontement du prolétariat, bientôt visible, il tente, par traités et marchés interposés, de maîtriser sa peur. C'est qu'invisiblement, en dehors des lois et des besoins, l'autre, multitude bafouée et muette, creuse sa tombe.

A preuve depuis une année, et le périple le long de la vallée du Rhône du « maniaque à la boîte piégée » et la ruée vers le sud des « tueurs fous des Yvelines » et « la démence criminelle » de Buffet et Bontemps à Clairvaux.

Reprenons dans l'ordre :

1) « Le maniaque à la boîte piégée ». On sait que les journaux (et plus particulièrement France-Soir qui en a tracé le relevé topographique) qu'à intervalles réguliers et en des lieux imprévisibles un homme, à l'identité inconnue, pose de minces et brillantes boîtes piégées qui par quatre fois explosèrent à la gueule des curieux. Psychiatres et flics (pléonasme), avouant leur échec, attribuent pareils agissements à un « dangereux déséquilibré ». Car il est « dangereux » de se tenir à l'écart du cirque production-consommation qui certes assassine ses acteurs mais avec un sanglot humaniste (sécurité sociale), alors que dans le Rhône, l'anonyme, mutilé afin de stopper net le jeu. Il critique en actes le travail (« L'Homme, le capital le plus précieux », selon la formule de Staline) et ajoute du « déséquilibre » là où n'existait qu'ordre ou pour le moins envie d'ordre. L'invariance de sa méthode est mille fois plus dangereuse que n'importe quelle menée politique qui ne tend qu'à améliorer et conséquemment maintenir le rapport capital-salariat.

2) « Les tueurs fous des Yvelines ». Cet été encore, les souffleurs de la scène bourgeoise se sont époumonnés à rendre compte de l'épopée sanglante de deux jeunes révoltés de 16 et 17 ans. Après avoir affronté la morale dominante par une pratique homosexuelle du plaisir, insuffisante puisque contrôlable, ces fils d'ouvriers décidèrent de tuer n'importe qui mais pas n'importe où. Un ajusteur, un grade-chasse, un pompiste, selon

un itinéraire connu de tous puisque nommé « route du soleil ». Ici, à la destruction radicale de la force de travail, se superpose l'élément nouveau : l'impossible neutralité. Quiconque accepte son rôle dans le capitalisme est soumis à la mort !

3) « La démente criminelle » de Clairvaux. Les circonstances sont notoires. Inutile de les remuer, mieux vaut au plus vite épiloguer.

a) En liquidant le gardien et l'infirmière, BUFFET et BONTEMPS reprennent in vivo la citation de Marx (« Les armes de la critique ne sauraient remplacer la critique par les armes ») qui permet à tout un chacun de briller dans une conversation mondaine et politique (autre pléonasme). A la contre-violence des gauchistes, réformiste parce que limitée dans ses effets, ils opposent la violence du désespoir. Ils ne sélectionnent plus les victimes. Ou plutôt si, en égorgeant l'infirmière, ils anticipent de ce que sera le génocide prolétarien : aucune pitié pour les traitres.

b) Désormais, nul n'est censé ignorer la loi des réfractaires. Où que vous soyez, vous tomberez sous le coup de cette loi. Avec le temps des assassins vient celui des otages.

c) Par ricochet, BUFFET et BONTEMPS illustrent l'abjection de la politique dominée et conduite, ici et maintenant, par la canaille bourgeoise et bureaucratique.

Ainsi, les misérables animateurs du Groupe d'Information sur les Prisons qui se délectent du récit de la non-révolte d'Attica (à la manière des spectateurs d'un film de gauche hollywoodien : les bons meurent sans résister, que c'est triste !) n'osent pas publier un manifeste en faveur des héros de Clairvaux. Cloportes qui avez nom Deleuze, Foucault, mot et chose de la classe au pouvoir, ce qui est intolérable, c'est votre existence. Clairvaux a dévoilé le caractère collaborationniste du G.I.P. et ses profondes attaches avec le système en place (« ils ne sont que deux ! », « ce sont des bandits ! », « la majorité des prisonniers désavoue ! » « ça n'était pas une révolte politique ! ». Un jour viendra où vous devrez rendre des comptes à BUFFET et BONTEMPS !

Camarades ! La messe gipiste de ce soir ne doit pas être l'Amen des basses manœuvres d'aumôniers de service, après les prisons, le G.I.P. est devenu intolérable !

Ce soir le G.I.P. doit être jugé !

Après l'échec relatif du Secours Rouge, déchiré par des luttes intestines en vue de la prise du pouvoir, après l'emprisonnement de nombreux militants et les destructions politiques — droit commun dans lesquelles se sont empêtrés groupuscules et partis (voir à ce propos l'affaire Raton et Munch, les katangais, etc...) le besoin s'est fait sentir chez certains intellectuels d'en savoir plus sur les prisons — Juristes, médecins, journalistes, techniciens, écrivains ne veulent plus être les garants d'une réalité « devenue » intolérable. Pourquoi ? Le G.I.P. le dit lui-même : le pouvoir leur demande « aide et complicité sans tenir compte désormais de leurs intérêts, ni surtout de leur idéologie » (enquête dans 20 prisons, p. 3). Ils se rendent compte que leur rôle objectif était et est bien le maintien de l'ordre existant et que celui-ci leur retire peu à peu tous les pouvoirs

tirés de cette complicité. Autrement dit, la réalité institutionnelle ne correspond plus à la place de cette couche sociale dans l'économie moderne. Ce phénomène qu'on pourrait qualifier de « prolétarianisation des intellectuels » est grandissant et touche peu à peu tous les secteurs de la vie sociale : enseignement à tous les niveaux (voir Problèmes Universitaires, I.C.O. n° 110), justice, informations, etc... Sans lui prêter une conscience machiavélique, on peut penser que la « rencontre » des intérêts de cette couche sociale avec ceux de la classe ouvrière correspond à long terme à une tentative de prise de pouvoir. On comprend mieux alors que malgré des positions de principes telles que : « le G.I.P. n'est pas réformiste » ou « nous ne rêvons pas d'une prison idéale », elle défend des critères ambigus annonciateurs d'une future idéologie dominante.

Prenons l'exemple des mutinés de Clairvaux. Que la tentative de Buffet et Bontemps pour s'en sortir ait été complètement suicidaire soit ; mais les condamner, c'est déjà en faire les parias et les forcenés d'un nouveau système. Car le G.I.P., de fait, les condamne parce que leur révolte n'est qu'individuelle et qu'elle n'a pas donné lieu à un plus large mouvement. Esquivant l'indignation humaniste (« Ah tuer les otages c'est affreux ») avec un opportunisme habile, il s'arrange par ce moyen pour rejoindre l'indignation des « masses ». Le G.I.P. a bien appris les conseils de Mao Tré Toung dans « de la pratique » : « La vérité d'une connaissance ou d'une théorie est déterminée non par une appréciation subjective, mais par les résultats objectifs de la politique sociale. Le critère de la vérité ne peut-être que la pratique sociale » (De la pratique, éditions de Pékin, p. 4). Cf. le national socialisme, etc...

N'en déplaise au G.I.P., ce ne sont pas seulement les conditions de vie insupportables dans les prisons qui motivent les diverses mutineries. Recenser à l'infini l'état de crasse du régime pénitentiaire avec ses aberrations (comme si celles-ci ne faisaient pas partie de la logique du système) ne nous fait pas comprendre pourquoi tel jour les prisonniers montent sur les toits, brûlent et saccagent tout ce qui leur tombe sous la main. Il est des concordances qui ne devraient tout de même pas passer inaperçues.

Au moment où la répression s'abat sur les jeunes, où le chômage va s'accroissant, où l'inflation devient angoissante, la neutralité change dans les prisons, on n'y entre plus comme coupable mais comme la victime d'un système. Ce changement, les employeurs sont les premiers à s'en rendre compte. Comme dit M. Grabont, concessionnaire à Fresne : « Le travail n'est plus ce qu'il était, demain on me demandera peut-être de payer la Sécurité Sociale à ces types » (G.I.P. : Prison Modèle Fleury-Merogis, p. 21).

A Toul, les jeunes étaient les plus durs et ont spécialement mis à sac leur atelier de travail.

Le chômage et l'inflation drainent vers les prisons un nombre de plus en plus important d'ouvriers et de jeunes prolétaires qui y introduisent la conscience de classe opprimée. La mystique du travail salvateur s'en trouve... ébranlée.

Certains vont jusqu'à affirmer que là se trouve la nouvelle avant-garde révolutionnaire. Cette vision est aussi opportuniste (tactique de relance de groupuscules toujours à la recherche de « masses » à diriger) qu'idéaliste ; ce n'est pas sur des enquêtes empiriques et partielles (voire so-

ciologiques) qu'on peut faire une analyse matérialiste de la situation.

Le problème des prisons n'est pas un problème interne, la lutte des classes ne cesse pas d'y exister, les crises sociales y trouvent un écho (Italie 69, au moment des grèves, les prisonniers aussi se sont insurgés ; U.S.A. 71 ; etc...). En ce qui concerne les Etats-Unis, la révolte d'Attica, dans ses composantes, reflète bien le climat et la réalité sociale de la cité New-Yorkaise.

Attica, 85 % des prisonniers sont noirs ou portoricains, d'origine urbaine, et le processus va se « noicissant », tandis qu'à New-York la ville se vide de ses riches (généralement blancs) pour ne devenir qu'un immense ghetto (Harlem, le Broux, Chinatown, et certains îlots de blancs pauvres) où les différents groupes s'entrevoient et s'entre-tuent dans un climat de violence et de misère. Les allocations chômage et le welface (allocation accordée par l'Etat aux « sans ressources ») qui soutiennent plus de la moitié de la ville ne suffisent plus à résorber un mécontentement qui va grandissant au rythme de la dégradation économique et idéologique des Etats-Unis (crise monétaire ; compagnies refusant de combattre et meurtres d'officiers au Viet-Nam ; refus de travailler, etc...). A Attica les « droits communs » se considéraient comme « Politiques ». Leurs revendications allaient de l'amélioration des conditions de survie (fruits au dessert, moins de viande de porc...) à des prises de position beaucoup plus radicales en la circonstance (salaires minimums, liberté politique, fin de la censure du courrier et des journaux) pour en arriver à la demande d'amnistie totale et transport dans un pays non impérialiste (... ?). Il n'y avait pourtant pas de Jackson ou de Cleaver à l'intérieur de cette prison. Cette mutinerie est à l'image des rapports sociaux avec ses conditions et sa violence. Ce n'est pas les dix otages tués qui donnent son caractère subversif à la mutinerie, mais la conscience de leur action et de leur réalité qu'ont pu avoir les mutins.

Ceci introduit la critique qu'on peut faire au texte reproduit ci-dessus. Les « tueurs fous des Yvelines » décidèrent de tuer n'importe qui au hasard de leurs pulsions. Destruction radicale de la force de travail, acte qui ne laisse place à aucun compromis ; il en est de même pour le « maniaque à la boîte piégée » : telle est l'explication des rédacteurs du tract. Analysée sur ce mode, toute violence serait l'expression radicale d'une critique en acte de la société, y compris la roulette russe. L'alternative ne se situe plus entre une classe opprimée et une classe dirigeante, mais passe par une gratuité morbide. L'autre

dans son anonymat est insupportable parce que « *traître* ». Là se concentre toute la *Paranoïa* secrétée par notre société qui écartèle toujours davantage l'individu. Le lien entre l'état du capitalisme avancé et ce genre de manifestation existe. On a vu, avec l'analyse de Reich sur le fascisme, la liaison entre certaines périodes historiques et des changements dans l'inconscient collectif.

De là à dire que toute manifestation engendrée par le capital produit une arme contre ce même capital, appliquant schématiquement une célèbre phrase historique, il y a un pas. Les contradictions du capital ne s'orchestrent pas selon un rapport mécaniste de cause à effet. Dans ce tract nous trouvons en fait un *renversement*, appliqué à la lutte des classes, du rapport sado-masochiste. Il était acquis que « l'ouvrier masochiste » était

exploité par « le patron sadique ». Dans ce qu'ils appellent le génocide prolétarien, l'ouvrier devient sadique (comme il peut devenir patron).

Décidément, dans la dialectique du maître et de l'esclave il n'y a pas de place pour la révolution.

Le mouvement des prisons exerce bien des fascinations. Quand ce n'est pas pour des questions de stratégie politique, de relance groupusculaire, c'est le romantisme qui s'en mêle et qui sert d'écran à l'analyse. Il serait intéressant peut-être de poursuivre un travail sur le lien entre crise socio-économique et mutineries dans les prisons, en Italie en 1969, par exemple, ou en France en Mai 1968.

La vie quotidienne des travailleurs

LES FOYERS-CASERNES - FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS A SARCELLES

(d'un copain de Sarcelles - 2-72)

« Déjà avant les vacances d'été, des accrochages avaient eu lieu entre certains résidents et le directeur, lequel a le triste privilège de censurer toutes les initiatives et les activités des résidents. Comme « il applique le règlement », il s'efforce de faire de nous des « forteresses vides » dans un foyer sans vie. Pour la télé, pas de problème. Le baby-foot, un pour 300 gars, est à peu près le seul loisir mis à notre disposition. Mais surtout pas de vie personnelle, et à 22 heures, il faut mettre sa compagne dehors ; sans doute parce que nous devons apprendre la vie à la manière des moines évidemment.

Eh bien, cette année, ça a démarré. Le vendredi 22 janvier, la goutte a fait déborder le vase, à propos de la qualité des repas. En août dernier, la pension était passée de 360 F à 380 F, pour la chambre, les petits déjeuners et 25 repas. Mais les repas n'ont cessé de devenir de plus en plus infects. Les protestations individuelles contre la minceur des portions de viande ou la multitude des plats de pommes de terre n'y faisaient rien. Alors une action collective a été entamée. Une pétition a rassemblé 206 signatures sur 208 gars contactés. Puis le mardi 25 janvier, une assemblée générale a été organisée, 80 résidents environ y étaient présents. Un comité d'action, sous le nom « comité de contrôle des repas », a été élu. L'assemblée a décidé de convoquer la direction générale de l'A.L.J.T. au Foyer pour s'expliquer. 50

gars se sont proposés pour une délégation au cas où ces messieurs ne voudraient pas venir. Un cahier de revendications a été constitué.

Jeudi 27 janvier, une affiche a été apposée dans le restaurant, la sous-directrice l'a déchirée. Le lendemain, nous avons imposé une nouvelle affiche qui resta d'ailleurs toute la soirée sur place. Assemblée, comité, affiches, tracts, tout cela était bien nouveau au Foyer et personne ne s'en plaignait (sauf la direction, naturellement). Un tract fut diffusé à 3.500 exemplaires à la population de SARCELLES.

Tout le monde attendait la soirée du lundi 31 janvier, jour de la rentrée du Directeur, absent entre temps pour raisons de vacances. 50 camarades l'entourent. Les questions fusèrent. Le directeur se présenta, visiblement ému, tour à tour comme le représentant de l'ordre (il refuse de signer la pétition, il n'accorde pas le droit d'affichage) et comme le soi-disant représentant des résidents au Conseil d'administration... où parait-il, il ne cessait de demander une nourriture meilleure. Les rires allaient bon train, car depuis longtemps personne ne se souvient d'avoir vu les repas s'améliorer.

Comme le dialogue avec le directeur ne donnait rien, les résidents décidèrent de se réunir en

assemblée générale (50 présents) pour décider de la suite à donner à l'action.

Un tract était diffusé le lendemain mardi pour tenir au courant les autres résidents (certains travaillent en équipe, d'autres n'étaient pas là). Des contacts ont été pris avec les autres foyers (Clichy, Epinay, St-Denis, etc.) pour tenter d'étendre au maximum notre action, car nos problèmes sont aussi ceux de tous les jeunes travailleurs résidant dans les foyers.

Notons cependant que notre mouvement a failli trouver un obstacle de choix en la personne du parti communiste français. Car celui-ci profita de notre action pour prendre le train en marche, se déclarant solidaire et appelant tous les résidents à... une réunion publique à SARCELLES portant sur le programme de gouvernement du P.C.F. Certains camarades n'apprécièrent pas cette ma-

nière de procéder. Et ce n'est que grâce à l'opposition des délégués au comité de contrôle des repas que le tract du mardi 1^{er} février ne porta pas une mention spéciale de protestation contre les agissements du P.C.F. Car la liberté ne se divise pas. Les résidents s'en sont bien rendus compte. Protester contre la mauvaise qualité des repas entraîne inévitablement une lutte contre le règlement intérieur du Foyer. Et c'est d'ailleurs ce que nous continuons à faire en vue :

- 1) d'une amélioration durable de la nourriture,
- 2) d'un droit de visite 24 h sur 24 sans contrôle policier,
- 3) d'une liberté d'affichage syndicale et politique.

Cet article ne comprend que la première partie de notre action au Foyer, et si les copains d'I.C.O. n'y voient pas d'inconvénients, je leur soumettrai la deuxième partie prochainement ».

A UGECO - NANTES

Dans « Le torchon brûle » n° 3, (journal du M.L.F.) deux pages d'exposé et de discussion avec les ouvrières d'UGECO (confection) qui ont fait

5 semaines de grève, du 15 septembre au 20 octobre. Reprise avec quelques améliorations de salaire, sur mot d'ordre, sans consultation des grévistes, par le permanent C.F.D.T.

D'UN CAMARADE AMERICAIN (2-72)

« La grève des dockers de la côte Ouest semble s'acheminer vers une solution. Les deux parties ont jeté du lest. Un article assez fameux (Sam Kagel, il a solutionné notre grève il y a quelques années) est à l'œuvre. Jusqu'ici le gouvernement s'est dégonflé et n'a pas demandé au Congrès la législation extraordinaire pour briser la grève. Le vieux renard Bridges s'est enfin résolu à l'offensive. Tu dois comprendre la situation : pendant la première période de grève, avant l'ordre de reprise du travail (application de la loi TAFT-HARTLEY) les ports canadiens et celui d'ENSENADA au MEXIQUE, travaillaient à plein tube. De plus, Bridges n'a pas voulu entraver le trafic militaire — ce qui fait qu'un tiers des dockers (par roulement) ont toujours travaillé sur les bateaux de la guerre. De plus, malgré les salaires décents des dockers et les nombreux avantages arrachés aux armateurs, l'Union n'a pas de fonds de grève. Incroyable ! (L'Union a investi une partie de ses fonds — pensions je suppose — dans des immeubles de rapport).

J'ai pu parler avec quelques copains dockers et la température est assez haute contre Bridges, particulièrement chez les jeunes. Les vieux cadres

du P.C. lui sont toujours fidèles, mais les autres grognent. Il y a de quoi. En conséquence, Bridges s'est décidé à agir. Les ports de Colombie britannique sont fermés pour les marchandises américaines et les teamsters à San Diego bloquent la route pour empêcher les marchandises d'être chargées à Ensenada, de l'autre côté de la frontière.

Au moment où j'écris, un accord semble imminent. Bien entendu, la base fera les frais de l'opération. Toute l'action du syndicat tend à protéger les privilégiés qui auront encore du boulot par une amélioration des retraites et aussi par l'octroi d'un salaire garanti aux « réguliers » qu'ils travaillent à plein temps ou pas. A noter aussi que des désaccords subsistent avec les teamsters, notamment au sujet des « containers », ces immenses caisses chargées à l'usine et transférées directement sur un wagon ou un camion, et ensuite dans la cale du bateau. Le travail des dockers est grandement éliminé et c'est la bataille pour savoir qui aura le travail de les remplir à l'occasion entre teamsters ou dockers ».

D'UN CAMARADE PARLY II (2-72)

« Nous tenons à vous faire connaître notre action qui a abouti. Cette action fut lancée par les syndicats très minoritaires chez les employés de PARLY II et qui pour cette raison doivent travailler ensemble.

Malgré cela, tous les travailleurs sont solidaires à 80 % et plus. Le trust BOREL a dû lâcher prise. Les directions nous remboursent à 3 F par repas (sur un repas de 6 à 7 F), c'est déjà pas mal. Nos conditions de travail ne sont pas terribles et

nos salaires encore trop bas (800 F par mois à la base).

PARLY II, symbole de la société de consommation, possède aussi un bon noyau de contestataires. Nous ne signerons pas cette lettre car nous avons peur de la répression. Notre contrat est résiliable à tout moment par la direction. Nous avons un dossier qui nous causerait beaucoup d'ennuis pour rechercher un autre boulot si nous étions vidés pour agitation. Mais ce que nous disons est vérifiable ».

TRAVAILLEZ A PARLY

Depuis le mois de mai, les directions des magasins et entreprises de PARLY II, sont informés de la rupture de Contrat liant la S.F.D. gérante de la Cafétéria et les entreprises du Centre Commercial.

Contractuellement, cette société doit assurer le fonctionnement de la cafétéria, jusqu'à ce qu'un nouveau gérant soit trouvé.

Actuellement, à notre connaissance, aucune proposition n'a été retenue. Une décision devrait intervenir début octobre.

Que va-t-il se passer ?

Les directions des entreprises ont créé une commission chargée de résoudre uniquement ce problème. Depuis lundi, sans consultation préalable, une augmentation de 7 % en moyenne du prix des repas est appliquée. Ce n'est qu'un début.

Nous savons qu'une autre société susceptible de reprendre la cafétéria augmenterait selon sa proposition, les prix d'environ 30 %.

Qui paye ?

Temple de la société de consommation et chantre de la publicité, le centre commercial de PARLY II occupe environ 2.000 salariés pour lesquels rien n'a été prévu. Certains salaires comptent parmi les plus bas de la Région Parisienne.

Les travailleurs ne doivent pas supporter seuls les augmentations de la cafétéria. C'est aux directions qui ont choisi de s'implanter à PARLY II de prendre à leurs comptes les charges financières supplémentaires occasionnées par un manque total d'intérêt pour les salariés qui y travaillent.

On se moque de nous. Les travailleurs de PARLY en ont assez. Que fait-on pour eux ? RIEN.

Nous demandons :

1) Cafétéria :

a) que le prix de revient du repas pour les travailleurs soit de l'ordre de 4 F (base juillet 1970).
b) que les directions supportent la différence entre le coût réel du repas et les 4 F payés par les travailleurs.

c) Que soit créé un comité (intersyndical et interentreprise) chargé du contrôle de ce restaurant.

2) Problèmes communs à PARLY :

Qu'une salle de réunion soit mise à la disposition des organisations syndicales pour étudier les problèmes qui nous sont communs. Cela a déjà été refusé. Ce qui laisse supposer que les responsables du centre de PARLY craignent de voir s'organiser les employés. Pour quelles raisons ? A-t-on quelque chose à cacher ? Où est la participation « claironnée » par les élus ? Que serait PARLY II sans les travailleurs ?

Exemple : Où trouve-t-on un horaire et un plan des transports en dehors des heures d'ouverture commerciale ? Existe-t-il un bureau de poste ? une infirmerie ? une ambulance ? etc...

PEUT-ON RESTER INDIFFERENT ? Nous vous demandons d'être vigilants et solidaires, de vous organiser. Préparons nous à réagir si nous n'obtenons pas satisfaction pour nos justes revendications, même si notre lutte risque d'être difficile.

SERI
C.F.D.T.
C.G.T.
C.G.C.

B.H.V.
C.G.T.

PRINTEMPS
C.F.D.T.
C.G.T.
C.F.T.C.

B.P.
C.G.T.

SPECIAL « CAFETERIA »

...Du Bo ...Du Bon ...Du Borel ! ! !

Les prestations de la Cafétéria se dégradent de jour en jour. Le 1er Février, la Société Borel, une fois de plus, a démontré par sa gestion, sa désinvolture vis à vis de sa clientèle.

Depuis plusieurs mois, des réunions se sont tenues avec les responsables de la Cafétéria, où les mêmes réclamations : « Qualité », « Présentation », « Propreté », « Attente prologée en chaîne » ont été formulées sans satisfaction ! ! !

Aujourd'hui, on peut facilement conclure en disant que la concertation avec les responsables J. Borel ne mène à rien et que seule une action énergique nous permettra de faire aboutir nos réclamations.

Nous vous demandons donc, à partir d'aujourd'hui vendredi de ne plus manger à la cafétéria, ainsi que dans les Bars Rond, Croque Vite, Drugstore, Café West, La Grange qui sont gérés eux-aussi par la même société ! ! !

Pour donner plus d'ampleur à notre action, et prouver le mécontentement des travailleurs de PARLY II, nous vous demandons de venir déjeuner (midi et soir) avec un casse-croute au rez-de-chaussée de la galerie marchande.

Parly II, le 4 février 1972.

Les organisations syndicales du Centre Commercial de PARLY II.

C.G.T.

C.F.D.T.

D'UN CAMARADE DE LA HTE-SAONE

« Je voudrais soulever un point « théorique » qui m'ennuie beaucoup. Par moment, je suis de plus en plus susceptible quant à la « spontanéité des masses ». Je m'explique. Toute ma famille est composée de prolos et quand on discute un peu, c'est vraiment décourageant : soit un pessimisme apparemment incurable, « rien ne changera jamais » ...soit une méconnaissance totale des vrais problèmes, on croirait entendre un mec du P.C. : quelques miettes pour vivre un peu mieux et c'est tout, en résumé : T.V., boulot, dodo. La grisaille quoi. Cela me fout dans une perplexité incroyable, je sais que nous avons raison : l'émancipation des travailleurs... mais bon dieu, comme cela me paraît utopique parfois. Comment arriver à être persuadé de cela, et qui plus est, comment faire part de cette « vérité » à ceux là mêmes qui en ont le plus besoin. J'avoue que je ne m'y retrouve pas. Aussi essaie, dans la mesure de tes moyens matériels, de m'aider et surtout de préciser toutes ces choses. La lecture du livre d'Y. BOURDET ne m'a pas apporté grand'chose. Pourrais-tu être plus précis et plus détaillé que ce livre ? ».

REPONSE D'UN CAMARADE DE PARIS

En ce qui concerne le problème de fond que tu abordes dans ta lettre sur la « spontanéité des masses », c'est un problème que beaucoup de camarades ont souvent posé. Il touche ce que l'on appelle « la conscience de classe ».

Ce que tu dis des prolos de ta famille est juste et on peut pratiquement en dire autant de la quasi-totalité des travailleurs, mais ces réactions individuelles que tu constates s'expliquent parfaitement par l'emprise que le capitalisme exerce sur tous les aspects de la vie d'un travailleur et sur la quasi impossibilité d'échapper à cette emprise par une simple réflexion personnelle (les esprits étant d'ailleurs conditionnés par l'éducation et la propagande à considérer cette emprise comme normale). Ce n'est qu'un événement extérieur à cette routine quotidienne qui peut ouvrir les yeux sur autre chose et cela précisément parce que cet événement extérieur rompt, à l'insu du travailleur lui-même, l'emprise de tout le système.

Bien sûr ce processus d'accession à la conscience n'est pas conforme à tous les schémas qui

parlent soit d'éducation, soit d'une pratique conforme à la théorie, c'est-à-dire d'individu « conscients » en permanence et qui essaieraient constamment de conformer leurs actes à leurs idées ; tout ceci est d'une certaine façon une vue de l'esprit, une vision individualiste qui ne correspond pas à ce qui se produit dans les luttes.

Cela ne veut pas dire que les travailleurs se sentent heureux dans le système ; au contraire, leur mécontentement est quasi permanent, mais aussi longtemps qu'ils se sentent isolés, qu'ils craignent de perdre leur emploi, qu'ils ne savent pas ce que vont faire leurs camarades, ils reculent devant toutes possibilités de changer quoi que ce soit et partant, ils reculent toutes chances de rejeter l'emprise du système.

Mais dans des circonstances qui leur sont extérieures, car elles tiennent de l'évolution du capital lui-même, les travailleurs peuvent se mettre à lutter et alors ils se transforment en des êtres nouveaux (c'est en ce sens que l'on peut dire que le capitalisme est la plus grande force révolutionnaire). A ce moment, le pur égoïste est relégué à l'arrière plan, toutes les fausses préoccupations de routine de la société capitaliste sont oubliées et des forces nouvelles jaillissent. Il en est ainsi tant que dure la lutte et d'une manière d'autant plus précise et d'autant plus profonde que la lutte se développe, s'affirme et entraîne des affrontements avec les organes de pouvoir forçant les travailleurs à prendre eux-mêmes les décisions leur montrant clairement, au moment même où ils agissent la puissance de leur unité et l'ampleur de leur capacité.

C'est à ce moment que l'on peut parler de conscience, même si la lutte retombe, et si les mêmes travailleurs retournent à leur apparente routine de vie antérieure.

L'autre question que tu poses : comment faire part de cette « vérité » à ceux-là mêmes qui en ont le plus besoin, pose le problème même de l'activité d'un groupe, c'est-à-dire des rapports entre des groupes et le mouvement ouvrier, celui-ci étant pris au sens des organisations autonomes de lutte.

D'une certaine façon, on peut diviser ce travail en deux parties :

— d'une part, pour la fraction très réduite de « privilégiés » qui, pour des raisons diverses, peuvent raisonner et discuter en permanence leur propre expérience et l'expérience des autres, c'est un moyen de confrontation qui permet de cerner de plus près la réalité du mouvement ouvrier, de la lutte de classe et du processus d'émancipation des travailleurs.

— d'autre part, ce même travail, et essentiellement le travail de confrontation ainsi décrit, permet au cours d'une lutte, à un moment où les travailleurs sont à même de comprendre beaucoup de choses, de leur apporter les éléments d'une réflexion pour qu'ils en tirent ce dont ils ont besoin au cours de leur lutte. Notre propre tâche est donc de chercher, dans les situations du passé, des principes et des théories, et de voir comment elles peuvent s'appliquer à des situations sans cesse renouvelées, ceci à la fois à l'usage des travailleurs en lutte et pour ceux qui lutteront plus tard. Ceci non pour apporter des vérités toutes faites aux travailleurs, mais pour leur donner les éléments de leur propre auto-émancipation. De même qu'un travail d'information et de liaison peut-être effectué par des camarades ou des groupes au cours de luttes dans la mesure où les travailleurs en lutte ne le font pas, de même le résultat d'une réflexion sur les luttes peut être mis à la disposition des travailleurs pour qu'ils l'utilisent comme bon leur semblera dans leurs luttes. A la limite, on peut dire que lorsqu'ils auront atteint le niveau de leur émancipation totale, les travailleurs n'auront besoin ni d'information ni de liaison parce qu'à ce moment ils assumeront eux-mêmes la totalité de leur combat de classe et qu'ils feront tout cela.

Ces quelques réflexions restent bien sûr à un niveau très général et n'ont pas la prétention d'aborder toutes les questions qui soulève ta lettre. Je crois qu'il serait intéressant de poursuivre ce débat non sur un terrain abstrait où je l'ai volontairement placé, mais sur un terrain concret. Peut-être que d'autres camarades le feront à la lecture de cette réponse.

D'UN CAMARADE DE PROVINCE (2-72)

« Sur le plan boulot, je connais quelques problèmes, d'où la source de mes préoccupations. Cela allait faire bientôt 5 ans que je bossais au labo des services vétérinaires. J'y revendiquais un poste officiel et la paie. Et cela dans un climat irrégulièrement agité au sein des agents contractuels, dont je suis, et dont le sort n'est

pas enviable. Après la constitution de syndicats, après 3 ans de discussion entre ces derniers et le ministère, après 2 jours de grève du personnel non vétérinaire au mois d'octobre dernier avec 90 % de grévistes dans les abattoirs et 75 % chez les contractuels (les syndicats regrettent d'avoir été obligés d'en arriver là) avec comme princi-

pales revendications la titularisation et le respect des attributions énoncées dans les contrats, après tout cela donc, le ministère a vu rouge et sanctionne. Il retire des « agréments » à ceux qui en avaient pour bosser dans les labos, et par suite vire ces mêmes gens des labos... C'est ainsi qu'à partir du 3 janvier je suis exclu du labo et que je me trouve collé dans un bureau ! Seulement, personne ne veut de moi au milieu des gratte-papier, vu qu'au labo certaines actions me rendent indésirable. Alors que j'ai passé tout mon temps de salarié dans un labo depuis que je suis sorti d'une certaine récolte la tête « bien pleine », je me retrouve à 30 ans dans un bureau ! Et tout cela parce qu'on veut marquer le coup face aux contractuels. En même temps, et cela est remarquable, les syndicats, par la voie de leurs bulletins, font savoir qu'ils obtiennent une représentation officielle au niveau régional près des contrôleurs généraux, ce qui leur permettra de défendre les cas particuliers des agents contractuels, mais uniquement des syndicats, est-il précisé, et encore faut-il que ces derniers aient au minimum 6 mois d'ancienneté dans leur adhésion ! ! ! Pour ma part, la mesure qui me frappe concerne également 3 autres collègues d'autres départements. J'ai des contacts avec deux d'entre eux. Je sais très bien qu'au service, je suis emmerdant pour les petits et les grands chefs, et même pour certains collègues que certaines de mes positions obligent à sortir de leur petit train-train pour remettre en question ce qu'ils avaient accepté. On me fait comprendre que je ferais bien de partir, de demander ma mutation... Pour le moment, je demande énergiquement ma réintégration au labo et dans des conditions telles que l'on ne puisse me balancer dans un bureau. Mais je ne peux compter que sur moi-même. Au labo, les collègues se font déjà une raison quant à la reprise en main que s'apprête à faire le petit chef. Les autres collègues contractuels susceptibles d'être appelés à me remplacer parlent de refuser. Les syndiqués en ont parlé à leurs « responsables ». Ces derniers répondent qu'ils n'y sont pour rien, qu'ils n'ont jamais demandé au ministère de virer des gens des labos, et qu'ils pensent qu'on veut les faire déconsidérer... et de rappeler courageusement que seuls les syndiqués les intéressent. La C.G.T. représente 9 à 10 % des gens de ma catégorie. F.O. et C.F.D.T., à elles deux, 20 à 15 %. Présentement, je suis baisé, et ça m'emmerde de repartir à l'aventure avec compagne et mioches.

Aussi suis-je contraint de me contenter de troubler la paix de mes supérieurs ne serait-ce qu'avec ma gueule et mes mains dans les poches. Le patron en est si énervé qu'il m'a dit tenter quelque chose pour obtenir ma réintégration au labo.

« Lundi, je réintègre le labo — on a donc cédé sur ce point — mais les conditions sont insupportables ; toute cette semaine, mon attitude du gars qui n'entravait rien aux paperasses et qui ne pouvait rester en place à un bureau les a passablement énervés. Le ministère a dit au patron qu'il aura des circulaires sur mesure pour me mettre où il voudra. Le chef de labo ne voulait plus de moi après une violente altercation en présence de tous les collègues. Comme il est con, le « grand patron » lui refile la brebis galeuse, non sans lui faire un cours sur les mille et une façons de se dérober à une discussion pressante, d'après ce que l'on m'a rapporté. On n'a pas manqué de me dévoiler ces petits trucs. On va se paillarder au labo dès que le petit chef essaiera d'appliquer sur le tas la théorie du patron. Quant à ce dernier, je me le paiera sur ce terrain de la dérobade à la première occasion.

« Comment est-il possible de trimballer un gars à n'importe quel poste ? On avait même parlé de me coller à la « réception » des visiteurs ce qui implique des horaires rigoureux. Mais comme j'avais parlé de protester en ne me rasant plus et en m'habillant en dégueulasse, ou plus exactement en m'habillant comme un gars dont la paie ne permet que de survivre, on en est revenu. Tout cela est possible parce que je suis contractuel sans statuts ! Ces derniers poireautent dans un tiroir du ministère depuis bientôt 10 ans !

« Je ne pense pas utile de rapporter dans I.C.O. ces quelques lignes décousues. Toutefois je vous laisse libres. Pour ma part, je pense que si la situation évoluait encore, et que quelque chose de valable survienne dans une véritable lutte, je reprendrais la genèse de l'histoire.

« Pour le moment donc, je réintègre le labo, où à partir du mois de mars, on me collera à des machines automatiques de sérologie — le travail con, s'il existe du travail intelligent... Les collègues sont toujours dans l'expectative et se contentent de me rapporter ce qu'ils entendent ou voient ».

DE SUEDE (1-72)

« Nous n'avons pas eu beaucoup de grèves cet automne, quelques grèves sauvages d'un jour, une grève du travail pour la première fois dans les prisons, et récemment une grève sauvage de 180 ouvriers d'une aciérie. Il paraît que c'est

parce que les négociations pour les salaires étaient trop longues... La grève a commencé le 26 novembre. Ils ont élu un comité de grève formé d'un représentant de chaque four. Ils ont repris le travail le mardi 1^{er} décembre ».

LA REPRESSION SYNDICALE EN ALSACE

Le droit syndical a été reconnu par les accords de Grenelles, mais il n'est pas encore admis tout à fait dans certaines entreprises. Et s'il parvient à s'imposer, c'est en général à la suite d'un combat de classe.

Les frères Schlumpf ont été entraînés devant les tribunaux avant de payer à un délégué syndical de la filature d'Erstein les heures passées à une réunion syndicale. Cette réunion avait été organisée après le rachat par Schlumpf des Ets Gluck. Les heures ont été payées après 7 mois.

Chez Controls France de Schimeck, le directeur avait décidé le licenciement d'un délégué du personnel. Devant le refus du Comité d'entreprises (6 voix contre 0) et de l'Inspecteur du travail, le directeur entame une procédure auprès du Ministère. L'Inspection du travail a cependant obtenu que le délégué, mis à pied avant décision définitive, soit réintégré. On l'accuse d'insuffisance de rendement... alors qu'il est chef d'équipe et que la convention collective stipule que les chefs d'équipe ne peuvent être au rendement.

A Eurotransit (Port du Rhin), les élections des délégués du personnel demandées le 16-9, se sont déroulées le 19-1, plus de 4 mois après. Tandis que l'on a tout fait pour entraver les élections au moyen d'un système de bulletins et d'enveloppes de couleur que seul un polytechnicien pouvait comprendre, une procédure est engagée contre le délégué syndical.

Aux filatures et tissages de Villé, c'est une travailleuse qui est virée sans tambours ni couronnes parce qu'elle voulait devenir militante syndicale. Voici son témoignage :

« Depuis le licenciement de M. ALLON ex-délégué syndical à la F.T.V., à maintes reprises l'Union locale C.F.D.T. de Villé (composée d'anciens délégués licenciés de la F.T.V.) m'avait demandé d'accepter ma nomination de déléguée syndicale.

— J'ai refusé plusieurs fois comme d'ailleurs beaucoup d'autres camarades à qui on avait proposé cette nomination. Nous savions très bien que ce serait notre billet de sortie.

— J'ai quand même accepté car mes anciens camarades m'ont dit : que le patron ne pouvait pas me licencier sans l'accord de l'Inspecteur du travail.

— J'ai donc été nommée durant un congé de maladie, mais dès que j'ai travaillé, j'ai déjà trouvé drôle que ma nomination n'était pas affichée au tableau syndical, comme l'avait demandé le secrétaire du syndicat départemental Textile.

A peine avais-je travaillé 5 minutes que le contre-maître-chef m'ordonne d'aller travailler à la filature — Je refuse en lui disant que je suis ouvrière du tissage et non de la filature. Ce contre-maître-chef me répond que si je ne vais pas à la filature, je dois rentrer à la maison (ordre de M. Saussine). Je demande à voir ce dernier. On me répond que M. Saussine n'est pas là. Je lui dis que je suis déléguée syndicale et qu'il doit me recevoir. Ce contre-maître-chef me répond que « ceci, ça ne le regarde pas ».

— J'ai donc dû quitter et rentrer à la maison à pied. (Je n'ai pas accepté de travailler à la filature car j'aurais dû travailler à la tâche, vu mon âge, je ne serai plus arrivé à donner un rendement suffisant pour arriver au salaire que je percevais au tissage. Au tissage j'étais payée à l'heure. J'ajoute qu'il y avait changement d'atelier et que ceci était uniquement pour ne plus avoir les mêmes contacts avec les ouvriers, et pour un délégué syndical ces contacts sont très importants).

— — Rentrée chez moi, je me suis mise en rapport avec un responsable de l'Union locale, nous avons été voir l'Inspecteur du travail. Celui-ci me répond qu'il n'est pas question de licenciement. Ce dernier me dit qu'il va intervenir et de revenir le voir.

— J'écoute donc ses conseils et quelques jours plus tard, je revois M. Granger qui me dit que le patron ne veut plus rien savoir de moi, qu'il conteste ma nomination. Très déçue, M. Granger me dit d'intervenir auprès du Procureur de la République car il y a violation de loi. Ceci je l'ai fait par lettre du 24-2-71. L'Inspecteur me conseille aussi de chercher du travail ailleurs car M. Saussine était formel, il ne voulait plus me voir. Ceci je l'ai fait, et j'ai trouvé du travail comme aide-tisserande à Châtenois.

Ayant travaillé quelque temps à Châtenois, les gendarmes sont venus me voir, ils m'ont demandé si je voulais être réintégré, je leur ai répondu que je ne tenais plus à être réintégré, étant donné que j'avais trouvé du travail, car je subirais toutes sortes de brimades et je serais peut-être de nouveau mise à pied et là je ne pourrais peut-être plus retrouver la place que j'occupais alors à Châtenois. Je leur ai dit que je demandais mes indemnités de licenciement et « c'était tout » car j'en avais vraiment marre de voir comment ce Patron se moque de toutes les lois existantes pour protéger les pauvres ouvriers et ouvrières ».

Aux transports internationaux Helminger, la répression est plus raffinée. Les élections de délégué du personnel annoncées le matin ont eu lieu

le soir même et, pour éviter que le « suspect » ne se présente, on trafique les listes. Le syndicaliste qui avait l'intention de se présenter est employé et ses bulletins de paye l'attestent avant et après les élections. Mais, sur les listes de candidature, il se découvre agent de maîtrise, donc d'un autre collègue.

Toujours chez Helminger, on licencie X sans motif écrit mais notifié verbalement, et sans

indemnité. On lui adresse un certificat de travail où la date d'embauche est le 15-3-1970 alors qu'il l'avait été le 1-12-1969. Par étonnant alors qu'en se présentant à la sécurité sociale, l'intéressé découvrit qu'il n'y était pas inscrit. Et, quand il fait les démarches, le patron déclare qu'il est embauché depuis le 1^{er} décembre 1970. Un an de cotisations patronales de gagné.

(Extrait de Aglasi - 1, rue des Veaux, 67 Strasbourg)

L'école des cadres

Au cours de nos « recherches », nous avons trouvé ces deux petits bijoux et nous nous voudrions beaucoup de priver les camarades de ces exercices « théoriques » d'humour noir. C'est pourquoi nous te demandons de les publier dans I.C.O., avec le commentaire que tu jugeras bon de faire. Nous pensons que ces textes, par leur clarté, se suffisent à eux-mêmes.

Le premier est composé d'extraits d'un cours de l'école supérieure des Arts et Métiers. Le deuxième provient d'une entreprise de la région parisienne (spécialisée dans la fabrication des produits pour nourrissons). C'est un cours destiné aux cadres.

ARBEIT MACHT FREI

(Extraits d'un cours professé aux futurs Ingénieurs de l'Ecole Nationale des Arts et Métiers)

NATURE DE L'ENTREPRISE

Elle comprend deux éléments : le capital, le travail. A l'origine, le travail s'achetait. Mais, actuellement, le travail n'est plus une marchandise ; c'est un moyen de vivre : il est rétribué par l'entreprise. Un troisième élément constitutif important apparaît de nos jours : le groupement dirigeant. De plus en plus, il est l'émanation du groupement capital-travail : d'où l'importance d'une organisation très poussée de l'entreprise.

EVOLUTION DE LA MENTALITE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise commence à prendre conscience de ses obligations éducatives. On distingue 4 phases :

— au début de l'ère industrielle : mentalité lucrative, l'industrie n'est qu'un processus de transformation dans lequel on confond l'homme et la machine.

— au début du siècle : mentalité technique (taylorisme) : il en résulte l'hypertrophie d'une partie de l'homme et l'atrophie du reste.

— à partir de 1925 : mentalité sociale. Apparition de la psychologie du travail : l'homme commence à être entrevu dans sa totalité.

— depuis quelques années : mentalité culturelle. La finalité de l'entreprise est dans l'épanouissement de l'homme tout entier.

L'ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL (O.S.T.)

L'esprit d'organisation implique une remise en question continuelle. C'est une forme de l'esprit scientifique. Le facteur humain intervient dans l'O.S.T. car l'homme exécutant doit trouver une certaine satisfaction et répondre à la demande de l'homme organisateur. L'organisé doit être convaincu du bien fondé de l'organisation. L'organisation constitue l'hygiène et la médecine du travail. Elle accroît l'efficacité des méthodes. Or, il est particulièrement important d'avoir des méthodes de haute efficacité dès leur introduction à l'atelier à cause de la résistance au changement manifestée par l'ouvrier.

LE POINT DE VUE SCIENTIFIQUE SUR LA FATIGUE ET LES FACTEURS D'AMBIANCE

— La fatigue agit sur le système nerveux : diminution de la précision et de la coordination des gestes.

Prophylaxie : par le geste économique — par la cadence optimale de moindre fatigue — par la récupération : elle doit être courte et fréquente, plutôt que longue et espacée (la pause de récupération est une pause de l'organe qui a travaillé, l'ouvrier peut effectuer pendant cette pause un

travail qui ne nécessite pas l'emploi de l'organe fatigué).

— Le bruit : les hauts niveaux sonores provoquent des pertes auditives réversibles d'abord, puis irréversibles, ainsi que l'asthénie et l'amaigrissement. Incidences sur le travail : mauvaise perception des ordres, mauvais effet psychologique

— Les vibrations : elles agissent sur la peau et

sur les muscles ; l'œil ayant tendance à vibrer aussi, il en résulte une baisse de rendement.

— L'éclairage : la fatigue visuelle entraîne une augmentation des erreurs, d'où une baisse de rendement.

L'HOMME NE TRAVAILLE JAMAIS A UN RYTHME REGULIER, IL FAUT DONC LAISSER AU TRAVAILLEUR UN CERTAIN DEGRE DE LIBERTE.

LES BESOINS FONDAMENTAUX DE L'INDIVIDU

Nous sommes tous bâtis sur le même modèle.

1) *Besoin de vie ou de survie*

5 sens *sans* la volonté : respirer, boire, entendre, manger, dormir.

2) *Besoin de satisfactions sensorielles*

5 sens *avec* la volonté.

3) *Besoin d'affection*

Aimer - Etre aimé.

4) *Besoin de sécurité*

Etre sûr de quelqu'un — phénomène de l'anxiété que l'on cherche à « endormir » — mettre derrière (ou de côté) pour l'avoir devant — se rassurer.

5) *Besoin de gain*

Volonté de gagner — phénomène de la stimulation — gagner de l'argent *pour*.

6) *Besoin de sécurité-solidarité*

Besoin de groupe — aimer plus les autres pour les autres.

7) *Besoin d'importance*

MOA, je... égocentrisme.

8) *Besoin de connaissance*

Savoir — vouloir connaître *pour* — être curieux.

9) *Besoin de confort*

Bien-être matériel.

10) *Besoin d'action*

Se réaliser — agir.

Les besoins physiques se voient. Les besoins cérébraux nécessitent de poser des questions. Trois questions suffisent, les besoins étant complémentaires :

Importance — Gain — Confort.

BESOINS DE L'INDIVIDU

SATISFAIT DANS SON TRAVAIL

Plan psychologique : satisfaction du besoin d'action, goût de l'effort et de lutte.

Plan intellectuel : besoin de connaissance — besoin de création — joie de faire.

Plan affectif : instinct de propriété — tendance amoureuse — instinct de domination — fierté — vie en groupe harmonieuse.

Plan éthique : sentiment du devoir accompli.

BESOINS ATTENDUS DE L'ENTREPRISE

Besoins économiques : salaire — sécurité d'emploi

Besoins techniques : personnel — formation — rapporté aux conditions de travail — travail adapté — protection maximum — commandement juste et humain.

Besoin d'une ambiance : susceptible d'apporter le bien-être physique, sensorielle, esthétique, hygiénique — commodité de circulation (logement, transport) — assistance judiciaire, sociale.

BESOINS RELATIFS A LA PERSONNE

Respect — Considération — Justice — Participation à la vie de l'entreprise.

BESOINS DE COMMUNICATION

Parler — Etre dans un groupe.

Soyez réaliste - Demandez l'impossible.

SECURITE

L'entreprise : Garder sa part de marché —
Faire du profit nécessaire à sa survie.

L'Homme : Stabilité de l'emploi — Rémunération intéressante — Garantie pour l'avenir.

ROLE DU CHEF

- 1) Animer — donner la vie — faire faire.
- 2) Les hommes sont la force qui fait avec la FOI
- 3) Rien n'est fait sans ambiance.
- 4) Doit assurer la responsabilité d'un secteur qui lui est confié. Cette responsabilité est une production (objectif). Elle doit être de bonne qualité, au meilleur prix, en respectant les délais.
- 5) Comportement du chef : collaborateur de ses

chefs — camarade de ses égaux — chef des subalternes.

Un chef n'existe que par son équipe.
L'équipe n'existe que par son chef.

Ne rien faire - Laisser faire - Tout faire

Le chef doit être centré davantage sur les hommes que sur les tâches.

Type	Dominante	Comment le commander	Comment lui obéir	Comment l'aider
<i>Colérique</i>	Action	Lui fixer des objectifs au jour le jour Contrôle permanent Appel sans ambition	Etre précis, direct Demander instructions par écrit	Canaliser son activité Eviter qu'il se lance dans toutes les directions
<i>Passionné</i>	Œuvre à accomplir	Prendre son air de temps à autre Lui donner un rôle mais précis	Ne jamais le contrer de front	Lui faire se découvrir un but pour qu'il dépense son énergie
<i>Nerveux</i>	Divertissement	Limiter l'objectif dans le temps Etre patient Attention à la susceptibilité	Très difficile N'aime pas donner d'ordres	Faire équipe
<i>Sentimental</i>	Faire équipe Intimité	Stimuler avec patience Aider devant une difficulté éliciter souvent C'est un affectif	Difficile pas un chef Travaille à l'affectation	Fonction administrative
<i>Sanguin</i>	Succès social	Donner des précisions Ne pas le prendre par les sentiments	Etre précis, efficace	Lui donner de la chaleur humaine
<i>Flegmatique</i>	Sens de la loi	Sens de l'ordre Besoin d'être encadré	Respecter les consignes Faire preuve de loyauté Il n'admet pas les fautes	Essayer de faire appel à d'autres lois que les siennes
<i>Amorphe</i>	Plaisir	Tâches limitées Etre exigeant	— —	Le mettre dans une bonne équipe
<i>Apathique</i>	Tranquillité	Il convient à des tâches ingrates et particulières	—	Lui trouver des petits travaux

La " crise " de la presse

D'UN CAMARADE DE BORDEAUX

Je suis dans un IUT, et il y a un département journalisme. Ci joint leur canard très officiel « Imprimerie », spécial « crise de la presse ».

L'administration de gauche (R. Escarpit) qui s'était inquiétée en début d'année d'un mouvement qui la contestait directement, a cette fois-ci encouragé une grève d'un jour en solidarité des journalistes « victimes du pouvoir ». La mystification démocratique, jouée en chœur par tous les bureaucrates (du P.C.F. aux maos), se cristallise sur « la liberté de la presse ». Il est bien évident qu'en dissimulant sous d'infâmes mots d'ordre démocratiques les véritables problèmes, les bureaucrates espèrent être perçus comme une solution possible de remplacement (les programmes aidant).

Il ne saurait y avoir de presse qui n'ait un contenu de classe, et tout quotidien « d'information » est un quotidien « d'opinion ». Et ce contenu de classe, ce n'est pas seulement le fond des articles, mais leur forme. La simple *information* c'est toujours pour celui qui la reçoit un appel sécurisant à la *contemplation*. L'acte brut ne renvoie qu'à lui-même dans le flou des multiples interprétations possibles. Toute autre est la *communication* des motivations réelles qui ont amené à l'*action*. Chacun, dans cette communication *d'actes vécus* en rupture avec l'ordre établi retrouve ses propres déterminations. Or, le journaliste, spécialiste de l'information, contemple et neutralise l'affect de l'évènement. Toute la différence est là.

Le Capital, en se concentrant, élimine les secteurs attardés. La presse suivant la diffusion (Hachette), l'édition, l'imprimerie, les petits commerçants. Les gros mangent les petits. C'est la loi de la concurrence. Tout ce mouvement est bien sur facilité par la modernisation et *chêreté* (je ne sais pas comment ça s'écrit, ça veut dire qui est cher) du matériel — informatique et audio-visuel — Les anciens corps de métier se trouvent donc menacés et font autant de noyaux de résistance (cf. le métro) dont l'issue dépendra essentiellement des possibilités de recyclage. Le cycle tertiaire est cette remise, ce débaras, dont la moindre contradiction est justement qu'il peut être éliminé par l'automatisation.

Le capital en se concentrant va au moins rendre caduque l'opposition spectaculaire entre pays capitalistes libéraux, fondés sur la libre entreprise, et pays « socialistes », planifiés. L'intervention de plus en plus répétée de l'Etat est significative. Et la presse n'attend plus de sursis que du gouvernement (allègement du prix du papier).

En tout état de cause les campagnes bourgeoises pour une presse libre, reflet de la pluralité des « idées », sont réactionnaires du point de vue même du capital, et sont l'expression d'une petite bourgeoisie qui ne s'en remet pas d'être éliminée. Cette presse *dans son fond et dans sa forme* est une presse bourgeoise. Qu'elle crève.

Et que l'on comprenne que la nôtre doit être différente dans son fond et dans sa forme (cf. plus haut), ce qui n'est pas toujours le cas.

De la révolte espagnole à l'idéologie d'I.C.O.

Lettre ouverte au Directeur D.I.C.O.

(d'un camarade espagnol, 1^{er} juin 1971)

Cette lettre sera-t-elle publiée dans votre revue I.C.O. ? Je vous l'écris et vous l'envoie avec cette intention, mais peut-être que sa forme et son contenu ne sont pas très acceptables pour vous, quoique correctes.

La forme, parce que l'auteur n'a rien d'un intellectuel. Le contenu, parce qu'il essaie d'éclairer des faits que vous avez publiés, et qui sont loin d'être, tels que vous les avez écrits.

Dans le n° 103-104 d'I.C.O., mars-avril 71 (donc le dernier), et sous le titre : « Programme Politique de People's Democracy », page 19, ligne 6, vous dites : « Les bases mêmes d'un capitalisme d'Etat, comme dans la Russie de 1917 avec le léninisme, comme dans l'Espagne révolutionnaire de 1936 avec le même léninisme allié à l'anarchisme du gouvernement... etc... »

Où avez-vous vu que l'anarchisme espagnol, fut l'allié du léninisme en 1936 ? N'est-il pas de notoriété publique, que le plus mortel adversaire de l'anarchisme espagnol fut le parti communiste-léniniste ? N'est-il pas également connu que les collectivités de 1936 en Espagne, furent détruites par les divisions communistes, et cela parce que c'était l'œuvre de la C.N.T. ? Et l'affrontement meurtrier qui eut lieu en mai 1937 en Catalogne, entre forces communistes et militants libertaires, n'est pas assez éloquent pour montrer, qu'entre eux et nous il ne peut rien avoir de commun ?

Une revue qui se dit vouloir informer la classe ouvrière doit dire toute la vérité, mais rien que la vérité, et, en ce qui me concerne (et je ne dois pas être le seul) je trouve que c'est loin d'être ainsi dans ce numéro d'I.C.O.

En page 46, vous faites le commentaire d'un livre de F. Mints (belibaste) « **AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE** ». Vous avez extrait deux passages du livre et vous en faites un commentaire.

Je vous dirai tout de suite que je ne connais pas ce livre, et que par conséquent, je ne me réfère pas à son ensemble, mais simplement à vos extraits ainsi qu'à votre commentaire. Je trouve l'ensemble inexact et tendancieux.

Vous dites ceci : « Des exemples concrets de collectivisation dans différentes régions de l'Espagne sont étudiés dans ce livre. C'est en cela que réside son principal intérêt. Il étudie les conditions qui favorisent le développement de la collectivisation dans une région plus que dans une autre de façon détaillée, et surtout les résultats de ce mouvement (avec les statistiques dont il dispose). La Catalogne fut une des régions où la collectivisation se développa le plus, *en liaison avec une forte tradition anarchiste*. De même en Aragon, le nombre de collectivisations fut important, mais ici, *en liaison avec la pauvreté des paysans qui les incitait plus facilement à s'organiser en collectivités* ; mais aussi ici : « *La collectivisation fut imposée par la force de la part des milices recrutées parmi les anarchistes extérieurs à la région...* ».

Ainsi donc, vous affirmez qu'en Catalogne, les collectivités sont le produit « d'une forte tradition anarchiste », mais en Aragon, c'est « *la pauvreté des paysans qui les incite plus facilement à s'organiser en collectivités* ». Et l'auteur du livre, affirme à son tour que : « *La collectivisation en Aragon fut imposée par la force de la part des milices recrutées parmi les anarchistes extérieurs à la région* ». (C'est moi qui souligne, pour attirer l'attention sur les deux dernières contradictions).

Deux questions : A quoi ou à qui sont dues les collectivités d'Aragon ? A la pauvreté des paysans comme vous affirmez ? Ou furent-elles imposées par la force par les milices anarchistes venues de l'extérieur de la région, comme l'affirme l'auteur du livre ?

La contradiction entre ces deux affirmations ne peut être plus éloquente. Mais elles ont ceci de commun : qu'elles sont fausses toutes les deux.

En ce qui concerne votre vérité, apprenez que la pauvreté du paysan espagnol provient du fait que les terres sont entre les mains de quelques grands propriétaires (Andalousie, Estramadoure et les Castilles) qui laissent leurs terres en friche, comme terrains de chasse ou d'élevage de taureaux. Mais ce n'est pas en Aragon. Ici l'agriculture est encore plus développée qu'en Catalogne, et le genre « petit propriétaire » était le plus courant. Ces petits propriétaires, pour la plupart, adhèrent volontairement aux collectivités que les syndicats formaient, avec les terres expropriées de ceux qui en avaient trop.

Quant aux milices de la C.N.T. et la F.A.I., dans cette région (comme l'indique Gaston Leval dans son livre sur les collectivités anarchistes en Espagne), elles ont servi à empêcher pour longtemps la police, l'administration de l'Etat et les partis politiques s'appuyant sur l'autorité gouvernementale, de faire obstacle au développement des collectivités. Voilà à quoi elles ont servi. Voilà aussi pourquoi les collectivités naquirent avec plus d'élan en Aragon. Elles ont gagné toutes les campagnes, et se sont affirmées partout. Il y eut en Aragon plus de 400 collectivités, mais il faut tenir compte qu'une bonne partie de l'Aragon était restée aux mains des fascistes.

Au Congrès de la Fédération des Paysans, qui comprend cinq provinces, et qui eut lieu le 21-23 novembre 1937, on comptait 430 collectivités organisées, et cinq mois plus tard, il y en avait déjà 500.

Par contre, en Castille, fief du parti socialiste, on ne peut arriver à mettre sur pied que 250 collectivités et ceci malgré l'opposition systématique de ce parti. Ce qui démontre très nettement, que de partout où il y avait cette forte tradition anarchiste, à laquelle vous faites allusion pour la Catalogne, les collectivités se sont affirmées d'elles mêmes, suivant et selon l'ampleur de cette tradition, et toutes basées sur des principes libertaires.

Revenons de nouveau à votre commentaire, car après votre premier extrait, vous continuez : « En même temps que l'étude des collectivisations pro-

prement dites, le livre aborde l'attitude des partis et *syndicats face à ce mouvement d'auto-organisation*. Les partis hostiles à l'organisation autonome (P.C. en tête) manœuvrèrent habilement, semant la confusion en créant des organismes bidons, pour couler ceux mis en place par *les producteurs eux-mêmes*, et n'hésitèrent pas à les réprimer par la force. Il montre comment aussi la C.N.T. en vint à adopter une attitude contre-révolutionnaire, comment les comités soi disant autonomes étaient entre les mains de la C.N.T. qui les freinait « ...la C.N.T. se préoccupa davantage des alliances que des conquêtes sociales en décidant le retour au travail... » (p. 70).

Après ce nouvel extrait, vous continuez : « Dès que la révolution atteint son point culminant, la C.N.T. et la F.A.I. ne peuvent que se retourner contre les ouvriers qui leur échappent ».

Quelques questions auxquelles je serais curieux de connaître vos réponses :

- 1) Qu'entendez-vous par point culminant de la révolution ?
- 2) A quel moment fut atteint ce point culminant, en 1936 en Espagne ?
- 3) Si tous les producteurs étaient syndiqués (entendons-nous bien : tous !), comme c'était le cas en Espagne, la grande majorité à la C.N.T. et le reste à l'U.G.T. et quelques syndicats des Rabaisse en Catalogne (syndicats agricoles), pouvez-vous nous dire qui sont ces autres producteurs qui ont formé des organismes autonomes, et quels sont ces organismes ?
- 4) Pouvez-vous nous dire, entre les mains de qui pouvaient être et devaient être les Comités des Collectivités, sinon entre les mains des militants de ces organisations ?
- 5) Pouvez-vous nous signaler une autre auto-organisation, et une autre auto-gestion qui soient plus valables, et des comités qui soient plus représentatifs que ceux des syndicats, puisque tous les ouvriers sont syndiqués et que dans les syndicats il n'y a que des producteurs ?
- 6) Qui sont ces syndicats qui sont en face de l'auto-organisation ?

Dans ces organismes : syndicats, comités d'auto-gestion ou autres, le cerveau et le muscle allaient de pair. Entre eux, s'était établi, une juste et véritable fraternité puisqu'ils avaient les mêmes devoirs et les mêmes droits.

Pendant et depuis la guerre d'Espagne, nous avons essuyé de nombreux reproches. Les uns nous accusent d'avoir été trop loin, et c'est pourquoi, selon eux, les démocraties ne nous ont pas aidés. Pour d'autres, nous n'avons pas été

assez loin, nous avons trop laissé faire. Aux uns et aux autres, je dirai ceci : C'est très facile et très commode de parler ainsi. Le spectateur a la tâche facile, mais il faut être et avoir été acteur pour parler en connaissance de cause. Si la C.N.T. seule a commis des erreurs (ce qui est peut-être vrai), cela vient du fait qu'elle seule a essayé de construire quelque chose, quelque chose de grandiose. Et en général, il n'y a que celui qui essaie d'élaborer une œuvre qui peut se tromper. Celui qui ne fait jamais rien, ne fait jamais d'erreur. Seulement, le futur sera l'œuvre des premiers et non pas des autres. Je préfère appartenir aux premiers, pour aider à préparer ce futur.

Sur le deuxième extrait du livre, je ne vous dirai que ceci : Dans une révolution, et surtout dans une révolution qui se prolonge, les personnes valides qui ne sont pas les armes à la main, doivent retourner au travail le plus tôt possible. C'est la seule façon de pouvoir servir la révolution. Nous devons produire tout ce dont la révolution a besoin : nourriture, vêtements, et surtout des armes. Et cela ne peut se faire que par le travail. Dans une révolution, tout le monde doit être acteur et non pas révolutionnaire. Une seule qualité de spectateur peut être permise dans une révolution : Celle qui, pour une raison ou pour une autre, empêche de prendre les armes ou produire : infirmes, vieillards, enfants, femmes enceintes, etc... Mais tout être valide doit contribuer à l'œuvre révolutionnaire, d'une façon ou d'une autre si nous ne voulons pas engraisser des corbeaux qui, plus tard, peuvent nous manger les yeux. Voilà pourquoi ceux qui n'étaient pas les armes à la main reprirent le travail, et cela par une décision spontanée, sans que cela leur soit imposé par la force, car eux aussi avaient une conscience révolutionnaire.

Je dois mettre fin à cette lettre, l'espace et le temps l'exigent, quoi qu'il y aurait encore bien de choses à dire. Je tiens cependant, avant de terminer, à vous dire ceci : j'ai lu il y a déjà quelque temps le n° 12 de l'Internationale Situationniste, et en page 91, et sous le titre « Qu'est-ce qui fait mentir I.C.O. » ? je lis : « Nous ne savions alors d'I.C.O. que ce qu'apprenait la lecture de son bulletin : un groupe anti-syndical majoritairement anarchiste ».

Je ne sais pas si vous êtes anarchistes. En tout cas, dans le n° 103-104 d'I.C.O., vous ne montrez pas la moindre sympathie pour l'anarchisme. Tout au moins pour l'anarchisme de la C.N.T. et de la F.A.I. C'est-à-dire pour l'anarchisme espagnol.

Il est possible aussi que votre anti-syndicalisme vous obscurcisse la vue au point de ne pas voir certaines réalités évidentes, comme les réalisations libertaires espagnoles en 1936.

Nous n'avons pas la prétention de dire, et encore moins de croire que tout fut parfait. Nous ne nous sommes jamais considérés comme des Dieux. Nous avons conscience de notre imperfection: Et peut-être que personne, mieux que nous-mêmes, ne peut avoir une vision plus nette, plus précise et plus limpide des faits, et cela justement parce que nous les avons vécus.

Raisonnement, seul celui qui aurait pu nous dépasser en réalisation révolutionnaire pourrait moralement nous faire des reproches. Car celui qui n'a rien fait à ce sujet est, je pense, très mal placé pour pouvoir se le permettre.

En tout cas, on peut dire qu'il choisit le rôle le plus facile.

REPONSE D'UN CAMARADE DE PARIS

(Janvier 1972)

La lettre du camarade espagnol soulève des problèmes de tous ordres qui reviennent à différentes reprises dans le cours de son exposé. C'est pourquoi, nous avons, dans cette réponse, regroupé et développé certains thèmes précis — ceux qui nous semblent les plus intéressants — préfé-

rant renvoyer pour d'autres points soit à des documents existants et accessibles, soit à une discussion ultérieure si des camarades veulent la reprendre.

SUR UNE METHODE D'ANALYSE DES FAITS RELATIFS A LA LUTTE DE CLASSE

I.C.O. n'est ni syndical ni anti-syndical, ni anarchiste ni anti-anarchiste, ni marxiste ni anti-marxiste. Nous nous référons d'abord à notre propre expérience de la lutte de classe quotidienne et des luttes, à ce que nous pouvons savoir d'autres expériences ou luttes ; nous essayons, en référence à ce qui se déroule ainsi dans les faits, d'examiner non seulement quels sont les courants présents du mouvement d'émancipation des travailleurs, mais quelle est la relation de ces faits avec d'autres courants passés ou présents, quelle est leur relation avec le développement et les transformations du capitalisme, c'est-à-dire avec l'état présent des techniques de production, des rapports de production, de l'ensemble des structures de la société capitaliste. Pour nous, le système de pensée, si cohérent et si séduisant soit-il, n'est jamais que l'expression momentanée de cette situation globale, même s'il présente la vision d'une transformation radicale de la société d'exploitation et la reconstruction d'un monde nouveau.

Si nous sommes amenés à aborder des événements du passé, nous appliquons la même méthode de recherche de description des expériences d'analyse des faits, des structures, des idées. Ce faisant, nous essayons d'avoir le moins de tabous possibles. Nous n'avons, à priori, pas plus de sympathie pour l'anarchisme espagnol de la C.N.T. et de la F.A.I. que pour le marxisme du parti social-démocrate allemand, ou celui du parti bolchevik russe, pas plus que pour tout autre courant de pensée anarchiste, marxiste, conseilliste ou autre. Nous essayons de voir ce que ces courants de pensée et les organisations qui s'en réclament, et l'influence qu'ils ont pu avoir, sont

devenus dans leur confrontation avec le réel de la lutte de classe. Personne ne gagne à tenter de préserver par des tabous, une idée, une théorie, une organisation de cette critique impitoyable de la réalité sociale. Nous savons que nous-mêmes n'y échappons pas. Aucune libération n'est concevable si l'on tente de dissimuler, et de se dissimuler (ceci dit sans intention malveillante) les faits qui peuvent ternir une « image de marque ». Une telle attitude signifierait le refus de chercher l'explication réelle qui peut briser le cadre facile d'une pensée préétablie. Cela entraîne le dogmatisme, le développement de l'idéologie, la sclérose bureaucratique. Si les mots « être révolutionnaire » peuvent avoir un sens au niveau des individus ou des regroupements comme I.C.O. et en dehors de l'action organisée de la classe en lutte, nous les mettons précisément dans cette constante remise en question en référence à l'évolution de toute la société.

Avoir vécu des événements ne confère pas forcément une vision plus nette, plus précise et plus lucide des faits, et elle n'autorise en aucune façon à refuser un droit de critique à « celui qui n'a rien fait ». A ce compte, on se refuserait tout droit d'analyse de tous les événements passés ou présents, parce que l'on ne les aurait pas vécus. Il ne s'agit pas de faire des reproches, mais de voir les faits comme ils ont existé et de chercher à expliquer pourquoi ils ont existé ainsi.

Ceci dit, il est un point important que souligne le camarade espagnol à la fin de sa lettre. Ceux qui ne combattent pas doivent, dit-il, retourner au travail. Il ajoute : c'est la seule façon de « servir la révolution ». Nous dirons, c'est la

seule façon de faire la révolution. Lorsqu'il ajoute que « cela ne peut se faire que par le travail », nous sommes d'accord, mais avec toute la divergence profonde qu'esquisse l'utilisation des verbes *servir* ou *faire* la révolution. Servir, c'est se mettre au service de (de l'État, du parti, de quelque chose d'extérieur) ; faire, c'est agir par soi-même.

Ceux qui affrontent les tâches de cette lutte révolutionnaire essaient de les résoudre avec ce qui est à leur portée, avec ce qu'ils ont discuté auparavant, avec ce qui a pu les influencer. En

SUR LE SENS GENERAL DE LA REVOLUTION ESPAGNOLE

Il nous paraît nécessaire de reprendre toute la citation d'I.C.O. du n° 103-104 sur l'Irlande, citation tronquée dans la lettre du camarade espagnol « le système social « socialiste » présenté par People's democracy imagine le monde peuplé de prolétaires d'industries de base et de petits fermiers, tout comme l'Irlande. D'où cette réplique des travailleurs et des petits paysans étatisant l'industrie, le crédit et le commerce tout en préservant la petite propriété. Les bases même du capitalisme d'Etat, comme dans la Russie de 1917 avec le léninisme, comme dans l'Espagne révolutionnaire de 1936 avec le même léninisme allié à l'anarchisme du gouvernement, comme dans la Chine de Mao avec le marxisme léninisme... » Que voulions-nous exprimer ? Qu'une telle situation économique, un même niveau des rapports de production entraînaient une identité de vues, de programmes politiques non seulement parmi la bourgeoisie, mais aussi parmi les courants et organisations révolutionnaires.

Et lorsque ces groupes, ou toutes autres structures issues d'une lutte révolutionnaire, se mettent en place, c'est la tâche et la fonction de ces organismes, dans le contexte national et mondial, qui déterminent leur caractère réel, leur évolution, les conflits avec d'autres structures. Les idées, les intentions, passent alors au second plan ; tout est dominé par la réalité sociale, par la nécessité des tâches. Dans la Russie de 1917, dans l'Espagne de 1936, la « révolution » — limitée à un seul pays, puisqu'elle ne s'étendait pas sur le plan mondial — ne pouvait qu'aboutir à faire passer le pays du stade d'une économie pré-capitaliste (basée sur la propriété foncière) au stade capitaliste (basé sur le développement industriel) ; ceci malgré l'existence de structures industrielles plus importantes en Espagne. C'est précisément à cause de l'existence de ces structures industrielles et au sein des usines que se développeront les

CATALOGNE particulièrement, l'anarchisme propagé essentiellement par la C.N.T. et la F.A.I. avait largement contribué, non seulement à former un réseau dense de militants aguerris et prêts à la riposte (la situation troublée de l'Espagne des années 1930 ne laissait pas de doute sur la nature des affrontements à venir), mais aussi — et surtout — à développer la vision d'une économie gérée par les producteurs dans des organismes communautaires, même si cette vision était celle du syndicat de base d'usine (des discussions fréquentes et poussées avaient lieu sur ces thèmes antérieurement à 36).

conflits entre les organismes de base d'une révolution communiste et les organismes d'Etat d'une révolution bourgeoise (1).

En juillet 1936, dans la cité industrielle de Barcelone, les ouvriers, à la nouvelle de la révolte des généraux, prirent d'assaut les casernes, et décidèrent les soldats à rallier leur camp. Ils tenaient la ville en mains. Leurs groupes armés veillaient au maintien de l'ordre et au ravitaillement. Les usines principales continuaient de tourner sous la direction des syndicats et ils menaient la guerre contre les armées fascistes dans les provinces avoisinantes.

C'est alors que les leaders anarchistes entrèrent au gouvernement de la République démocrate de Catalogne, composée de républicains petits bourgeois coalisés avec des politiciens du parti socialiste (liés aux capitalistes français et anglais) et avec ceux du parti communiste (liés au capitalisme d'Etat russe). Ceci voulait dire que les travailleurs, au lieu de lutter pour leur classe, devaient se battre pour la « cause commune » et s'aligner sur elle. Affaiblie par les illusions démocratiques et les querelles intestines, leur résistance fut écrasée par les troupes du gouvernement catalan. Une fois de plus, la classe ouvrière était vaincue : c'était la première étape vers la chute de la république et l'instauration de la dictature militaire.

Ainsi peut-on dire que la seule « révolution espagnole » fut écrasée non pas par Franco, mais par un gouvernement bourgeois auquel participaient des leaders anarchistes. Tout comme la seule

(1) Voir pour la Russie l'ouvrage « *The Bolchevik and workers control* » dont une traduction française sera prochainement publiée.

« révolution russe » fut écrasée par le parti bolchevik, tout comme la seule « révolution allemande » fut écrasée par le parti social-démocrate (2).

En CATALOGNE, l'anarchisme s'est donc trouvé d'une part la force matérielle organisée et présente ayant conduit à une réplique prompte et efficace au coup d'Etat, d'autre part la force idéologique apportant les schémas immédiats d'organisations d'un monde nouveau. Ce sont ceux-là mêmes qui dans leurs actes réalisaient aujourd'hui ce qui hier ils discutaient comme une utopie, qui ne voyaient pas ou voyaient confusément ce que représentaient leurs actes au niveau de la politique et de l'Etat. Ils créaient des collectivités, des milices, mais, en même temps, ils soutenaient la politique des dirigeants anarchistes de travail au sein de l'Etat bourgeois républicain. L'appareil C.N.T.-F.A.I. ne pouvait collaborer aux gouvernements qu'à cause de ce soutien et de cette adhésion à une politique ; en sens inverse, ces mêmes dirigeants ne pourront jouer le rôle néfaste que nous avons évoqué que parce qu'ils avaient cette influence sur les ouvriers et les paysans. Les ruptures ne se produiront que quelques mois plus tard, alors que les conséquences de cette politique se marqueront dans les faits. Alors se trouvera marquée dans la réalité la cassure entre la base — dont les actes concrétisaient l'idéal anarchiste et l'appareil F.A.I.-C.N.T. transformé par sa participation même au pouvoir d'Etat.

Il est évident que ces partis ou gouvernements contre-révolutionnaires ne furent finalement que les agents en qui se concrétisaient les nécessités d'une situation globale ; celles-ci, à cause d'une part du niveau de développement économique et d'autre part de l'évolution de la situation mondiale, faisaient que ces révolutions restaient enfermées dans leurs limites nationales subissant ainsi le poids du nationalisme mondial ; en temps de crise sociale ou de révolution politique, quand le gouvernement s'effondre, le pouvoir tombe aux mains des masses ouvrières ; et pour la classe possédante, pour le capitalisme, un problème se pose alors : comment faire pour le leur arracher ? Il en fut ainsi dans le passé, il risque d'en être ainsi dans l'avenir. La démocratie est le moyen, l'encadrement, approprié à cette fin.

COMMENT LES LEADERS ANARCHISTES FURENT AMENES A PARTICIPER AU GOUVERNEMENT BOURGEOIS

Le 21 juillet, à la fin des combats de rues à Barcelone, les leaders anarchistes accompagnés d'une escorte de combattants, se rendent à la Généralité de Catalogne où siège Companys, re-

On met en avant l'égalité formelle, l'égalité devant la loi, pour convaincre les travailleurs de renoncer au pouvoir et de consentir à faire insérer leur organe au sein de l'Etat comme des rouages désormais sans importance.

Les organisations anarchistes C.N.T. et F.A.I. furent donc aux côtés des représentants de la bourgeoisie, des socialistes et du parti communiste, les artisans de la défaite de la seule révolution de 1936, celle qui avait donné le pouvoir aux producteurs, c'est-à-dire en même temps un pouvoir économique et politique garantis par les milices ouvrières et paysannes. Pouvait-il se faire que les ouvriers de Barcelone et les collectivités ne soient pas finalement réduits à l'impuissance ? C'est la même question que celle de savoir si les conseils en Russie auraient pu se développer. L'état semi-colonial, semi-féodal de l'Espagne des années 1930 peut être rapproché (avec bien sûr des différences) de celui de la Russie des années 1920. La révolution, limitée à un seul pays, ne pouvait être qu'une révolution bourgeoise, c'est-à-dire assurant le passage d'un état pré-capitaliste à un état capitaliste. Il n'est pas question de refaire l'histoire, mais les orientations démocratiques de la C.N.T. et de la F.A.I., leur soutien à un gouvernement bourgeois, découlaient directement des problèmes, des idées, d'une société où les ouvriers de grandes unités de production étaient minoritaires, mais où les paysans sans terre, les artisans et les petites entreprises artisanales étaient prédominantes, y compris en Catalogne. Ce n'est donc pas un hasard ni une « trahison » si les « ministres anarchistes » acceptèrent cette participation en renforçant ainsi un ordre bourgeois contre leur propre base et ses créations révolutionnaires. Cela reflétait certainement les positions sociales et les idées de tous ceux qui se voulaient anarchistes pour transformer la société espagnole d'alors. Tout comme le léninisme était la vision (à travers une idéologie marxiste) de la transformation de la Russie pré-capitaliste en un état Russe industriel (ce que Lénine résumait fort bien en disant que la révolution c'est les Soviets c'est-à-dire le parti bolchevik plus l'électrification).

présentant de la petite bourgeoisie (artisans et paysans). C'est lui qui les a appelés et il leur déclare : « Vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne... Tout est entre votre pouvoir... Si vous ne voulez pas de moi comme président dites le maintenant... Si au contraire vous me croyez quand je dis que je n'abandonnerai ce

(2) Voir la brochure d'I.C.O. « Fondements de l'économie communiste ».

poste que mort aux fascistes victorieux, alors peut-être qu'avec mes camarades du parti, mon nom, et mon prestige, je puis vous servir... » (3).

A ce moment, socialistes et communistes proposent eux, à Companys, de créer des « Milices de la Généralité », une police d'état qui éliminera par la force les organes de pouvoir ouvrier. Companys, plus rusé, propose « la collaboration de classe ». C'est ce qu'acceptent les leaders anarchistes. Santillan, dirigeant de la F.A.I. déclare : « ...la Généralité resterait à son poste avec le président Companys à sa tête. et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi naquit le Comité Central des milices anti-fascistes de Catalogne où nous vîmes entrer tous les secteurs politiques libéraux ouvriers » (4). C'est le même qui déclare après 1940 : « nous avons sacrifié la révolution elle-même sans comprendre que ce sacrifice impliquait aussi le sacrifice des objectifs de la guerre » (5).

Ce Comité central des milices anti-fascistes créé le 21 juillet comprenait 3 délégués de la C.N.T., 2 de la F.A.I., 3 de l'U.G.T. (social-démocrate), 1 du P.S.U.C. (stalinien), 1 du P.O.U.M. (pay-sans) et 1 de l'action catalane (libéraux). Le 27 septembre un nouveau gouvernement catalan est formé avec 3 « conseillers » ministres appartenant à la C.N.T.

Nous n'avons pas l'intention de poursuivre ; ce que furent les vicissitudes de cette collaboration gouvernementale, associant leaders anarchistes et léninistes (les staliniens d'un côté, les trotskistes du P.O.U.M. de l'autre), aux représentants de la bourgeoisie. Le camarade espagnol demande : « où avez-vous vu que l'anarchisme espagnol fut l'allié du léninisme en 1936 ? ». Nous ne citerons que deux faits précis en dehors de cette collaboration gouvernementale dont nous venons de souligner l'importance fondamentale : le 11 août 1936 était constitué un comité de liaison regroupant le C.N.T., la F.A.I., l'U.G.T. et le P.S.U.C. ; le 22 octobre 1936 était signé entre ces mêmes organisations un pacte d'unité d'action en Catalogne pour « reconvertir les milices en armées populaires soumises à une discipline

(3) Garcia Olivier « Dans la tourmente » p. 251. Garcia Olivier, leader de la C.N.T. fut secrétaire général de la guerre en Catalogne en octobre 1936, ministre de la justice dans le gouvernement central Caballero du 4 novembre 1936 au 15 mai 1937, et il fut désigné (sans que cela devienne effectif) le 28 juin 1937 pour siéger comme ministre des services publics à la Généralité de Catalogne.

(4) Santillan « Por que perdimos la guerra » p. 169.

(5) Même ouvrage, p. 116.

formelle et à un commandement unique, liquider les groupes incontrôlés... pour la collectivisation des moyens de production sous la direction et le contrôle de la Généralité » (6).

Il est bien évident que les léninistes étaient les plus mortels adversaires non pas de l'anarchisme espagnol (7), mais simplement de la révolution. Les staliniens, forts de l'appui de la Russie capitaliste d'Etat, se trouvèrent ainsi investis d'une mission bien précise, d'éliminer d'Espagne toute trace révolutionnaire. Les réalisations spontanées : milices ouvrières, collectivités agricoles ou industrielles et les rares militants qui défendaient ces réalisations en comprenant leur sens profond, étaient autrement plus dangereuses pour le parti communiste que les chefs anarchistes et les appareils de la F.A.I. et de la C.N.T. ; ces derniers étaient d'autant mieux préservés qu'ils pouvaient servir de paravent au rétablissement de l'ordre bourgeois et à la mise en place d'une sanglante répression.

Les militants anarchistes prirent au sérieux leur rôle de délégués, se transformant en dirigeants semblables à ceux des partis autoritaires et centralistes. Ils tranchaient au nom des masses, c'est-à-dire à leur place. Deux erreurs fondamentales sont alors érigées en dogmes par les organisations anarchistes :

— la lutte armée contre le fascisme est plus facile au sein de l'organisation d'état et par conséquent tout doit être subordonné à celle-ci.

— il est essentiel et possible de collaborer avec les partis politiques.

C'est donc les organisations anarchistes qui remettent en selle les partis politiques à un moment où ils n'ont plus aucun pouvoir réel. Quand ces partis se sentiront assez forts, ils briseront la révolution sociale (8). Le problème n'est donc pas de dire que ce sont les staliniens qui détruisirent les collectivités, mais de chercher comment ils purent le faire. Ils ne s'étaient jamais caché de leurs intentions ; en juillet 1936, ils ne pouvaient rien faire contre la vague de créations spontanées d'organismes de gestion révolutionnaires, mais six mois plus tard ils pouvaient le réaliser.

(6) Lorenzo « Les anarchistes espagnols et le pouvoir » p. 131-132.

(7) Ils l'étaient tout autant sinon plus des trotskistes du P.O.U.M. qui auraient pu jouer en Espagne révolutionnaire le rôle du parti bolchevik en Russie. D'ailleurs la répression stalinienne savait choisir avec discernement entre les « bons » anarchistes (Montseny par exemple) et les « mauvais » (Berneri par exemple).

(8) Nous pourrions aussi insister sur l'évolution de la C.N.T. et de la F.A.I. qui, sous la pression des événements, devinrent des organisations centralisées, hiérarchisées, à discipline stricte, et avec obéissance de tous les instants, c'est-à-dire à une conception bien léniniste du parti.

UNE REVOLUTION SOCIALE : LES COLLECTIVITES

Le point culminant de la révolution (puisqu'il le camarade pose cette question) ce fut cette période de juillet 1936 à mai 1937 alors que tous les producteurs (paysans et ouvriers) réalisaient concrètement la révolution sociale en créant les collectivités agricoles et industrielles. Cette révolution sociale qui s'accomplit alors ne provient pas d'une « décision des organismes de direction de la C.N.T., ou des mots d'ordre lancés par des militants ou agitateurs qui tenaient publiquement les premiers rôles et furent presque toujours inférieurs à leur tâche historique. Elle se produisit spontanément, naturellement... » (9).

Inséparable de cette collectivisation était la constitution, tout aussi spontanée, des milices ouvrières et paysannes. Leur rôle capital était de préserver les organismes révolutionnaires contre toutes les tentatives de destruction, tout d'abord celles venant de l'intérieur, de l'ordre bourgeois, qui continuait d'exister, avec le soutien, essentiel à ce moment, des organisations anarchistes officielles.

La question de savoir si les collectivités furent, notamment en Aragon, imposées par des colons de la C.N.T. rejoint ce problème des milices ouvrières et paysannes. Il est évident que dans certaines régions l'élan des paysans pauvres et des ouvriers agricoles pouvait être freiné, voir stoppé par la présence de forces légales, soit armées, soit psychologiques, imposant le maintien de l'ordre social ancien. Le camarade espagnol le dit lui-même : les milices ont servi à empêcher, pendant un temps, la police, l'administration de l'état et les partis s'appuyant sur l'autorité gouvernementale, de faire obstacle au développement des collectivités. L'intervention de milices extérieures pouvait ainsi libérer les forces latentes de la révolution sociale et celles-ci pouvaient alors aller aussi loin et même plus loin qu'ailleurs.

L'intervention extérieure n'est donc pas du tout contradictoire avec le fait que c'est en Aragon que les collectivités ont pris leur forme la plus poussée et la plus originale (10). Le camarade dit : « le cerveau et le muscle allaient de pair ». Mais les muscles sont parfois insuffisants, et il faut de l'aide. On peut considérer précisément que c'est l'intégration de ces mêmes milices dans des organismes d'état (police, armée) qui sonnait le glas des collectivités en tant qu'organisations révolutionnaires et marquerait le début de leur disparition en les vidant de tout contenu réel.

Une fois encore force est donc de constater que la base suivit une voie révolutionnaire et que

les organisations F.A.I. et C.N.T. faisaient tout pour la briser en l'intégrant dans l'Etat. Ceux-là mêmes qui auraient dû suivre la parole de Kropotkine « sans désordre la révolution est impossible » qui parlaient sans cesse, et à juste titre, de destruction de l'Etat, ceux qui comme leaders parlaient d'éduquer les masses, ceux qui renieront dans leurs actes ce que les masses inéduquées assumeront dans les leurs. Ainsi en est-il de tous les mouvements : la pratique des luttes des exploités va toujours beaucoup plus loin que celle des dirigeants qui eux jouent alors le rôle de freins, sinon un rôle contre-révolutionnaire.

Ainsi que nous l'avons souligné, ce n'est pas une ironie du sort que ce rôle fut dévolu en Espagne aux organisations anarchistes C.N.T. et F.A.I., comme il l'avait été au parti bolchevik en 1917 en Russie.

Le problème de la disparition de l'Etat n'est pas un problème théorique, mais un problème pratique trop souvent escamoté. Dès que l'Etat affaibli entre en décomposition, ici entre autres sous l'action du coup d'état, deux problèmes se trouvent posés du même coup.

D'un côté un prolétariat très combatif, prêt à mettre en question tout le système capitaliste, de l'autre une masse de paysans très arriérés. Quelle est alors la position de la C.N.T. et des autres syndicats et partis ? Face au problème de la transformation économique de l'Espagne, ils sont déchirés. Bien sûr, la C.N.T. est très décentralisée mais pas suffisamment encore, pas assez proche de l'organisation pendant la période révolutionnaire (c'est-à-dire des conseils) pour éviter le débordement par le mouvement spontané des masses catalanes. C'est une vieille organisation ouvrière, elle a par conséquent une tendance au réformisme, bien sûr beaucoup moins que les organisations social-démocrates par exemple, mais par nature, elle est incapable de dépasser ce point, elle jouera en tant qu'organisation le rôle de frein.

(9) Leval « Espagne Libertaire » p. 77.

(10) C'est ce que souligne Lorenzo, ouvrage cité, dans une note p. 144 : « Selon les anarchistes, les bouleversements politiques et économiques survenus en Aragon, furent le fait de la paysannerie elle-même, œuvre partagée par des miliciens catalans ». Cet auteur insiste sur trois facteurs : grandes et moyennes propriétés (sauf dans la vallée de l'Ebre) influence de l'anarchisme et tradition villageoise communautaire (cette précision contredit en partie ce qu'écrit le camarade espagnol sur la condition des paysans d'Aragon, mais c'est un point secondaire).

D'un autre côté, le reste de l'Espagne semble nécessiter une transformation proche de celle que réalise le capitalisme d'Etat, mais là la C.N.T. est *insuffisamment* centralisée et bureaucratique, elle ne pourra pas jouer longtemps un rôle directeur.

Dès que la révolution atteint son point culminant, la C.N.T. et la F.A.I. ne peuvent que se retourner contre les ouvriers qui leur échappent. On « légalise » les collectivisations, on accepte le désarmement des masses, etc... Le résultat final en sera les journées de mai à Barcelone, l'action lamentable des dirigeants, la capitulation devant les exigences gouvernementales, l'intervention des troupes, la défaite des ouvriers.

Mais en face de tout cela, combien est stimulante l'action des masses ! Dans des conditions d'une difficulté insurmontable elles se lancent dans la construction de la nouvelle société. Elles réorganisent la production, luttent à la fois contre Franco et la bureaucratie républicaine.

Leur dynamisme est si grand que même les paysans s'organisent et nous donnent un aperçu prometteur de la solution à la difficile question agraire.

Ce n'est pas la faute du prolétariat espagnol si les conditions n'étaient pas mûres pour la révolution mondiale, seule condition de succès.

Pour nous, les ouvriers en lutte pour le nouvel ordre social secrètent d'eux-mêmes leurs organisations de lutte et de gestion qui se trouvent à la base même de la société au niveau de la production.

Un conseil ouvrier n'a de sens qu'à l'intérieur de l'usine qu'il gère. Les ouvriers lors de la période révolutionnaire, et après la victoire, n'utilisent plus les anciens organismes du système capitaliste. Pour le camarade, comme pour beaucoup d'anarchistes, au contraire, une organisation comme le C.N.T. suffisamment décentralisée et

démocratisée, peut jouer le rôle des conseils : l'organisation politique de la période capitaliste peut en quelque sorte survivre à l'écroulement de celle-ci.

Pour nous, tout au contraire, dans la mesure où ils existent, des groupes ne peuvent avoir qu'un rôle d'information, de confrontations d'idées. Ce rôle est loin d'être négligeable ; il est profondément révolutionnaire dans son esprit.

Il trouve sa justification dans le fait que les camarades qui s'y formeront aideront par leur connaissance théorique à la naissance pratique de la société communiste-libertaire, résultat à la fois de la situation économique et de l'effort des hommes. Le camarade espagnol insiste bien sur ces derniers points, mais une divergence apparaît alors sur le rôle d'une organisation préexistante à la révolution, dans et après la révolution.

Ce qui vient d'être dit contient la réponse aux différentes questions posées par le camarade espagnol sur le rôle des syndicats dans la révolution espagnole, et plus particulièrement de la C.N.T.

On peut combattre un organisme révolutionnaire plus sérieusement que par les armes en le vidant de l'intérieur. Les collectivités, les milices n'avaient de sens qu'autant que, préservant la totalité de leur autonomie, elles reconstruisaient la société de bas en haut, et affirmaient ainsi qu'elles étaient et restaient le pouvoir. Peu importe qu'alors le regroupement des industries se soit fait sous une base « syndicale » pourvu que la totalité du pouvoir reste entre les mains de cette base ; mais dans la réalité ce regroupement dans le cadre des syndicats, intervient non pour faire remonter les décisions de la base des producteurs mais pour faire redescendre sur ces mêmes producteurs les impératifs capitalistes de l'ordre bourgeois. Dans cette situation, ce furent les ouvriers de Barcelone qui eurent conscience de ce qui se jouait et qui tentèrent de défendre par les armes cet acquis : la révolution.

LES JOURNEES DE MAI 1937 A BARCELONE

Les ouvriers ne furent pas désarmés facilement. Ils avaient en face d'eux toutes les forces bourgeoises, socialistes et stalinienne comprises. L'éviction du pouvoir des milices et des collectivités entraînait aussi l'éviction de la C.N.T. et de la F.A.I. du gouvernement. Les dirigeants anarchistes se trouvèrent ainsi, bon gré mal gré, aux côtés de ceux qu'ils avaient précisément contribué à amener dans cette situation sans issue. Mais là encore ils continuèrent de jouer ce rôle ambigu qui avait été le leur lorsqu'ils participaient au

gouvernement ; même exclus du pouvoir politique, ils contribuèrent donc à faire le jeu de ce pouvoir et à affaiblir les positions révolutionnaires. Après maintes provocations, la bataille de rues commença le 3 mai 1937 et dura trois jours. Elle aurait pu être décisive et signifier la défaite de la contre-révolution, mais une fois de plus les leaders anarchistes offrirent leur conciliation, c'est-à-dire volèrent au secours du gouvernement. En même temps, ils exhortent les ouvriers à déposer les armes, au nom des combattants du front, de la lutte contre Franco, etc... Ceux qui ne veu-

lent pas suivre sont dénoncés par eux comme agents provocateurs. Vasquez, Olivier, Frederica Montseny tentent d'obtenir sans succès que les ouvriers cessent de combattre. La troupe est envoyée par le gouvernement central (et il est prouvé que Montseny était au courant). De tergiversations en tergiversations, de palabres en palabres, et avec l'aide des troupes « nationales », on finit par arrêter les combats le 7 mai. La révolution espagnole, « la seule » est terminée : elle est vaincue.

On pourrait ajouter bien d'autres faits du même genre, moins brutaux quant à l'affrontement des classes, plus importants dans leur conséquence militaire, la victoire des franquistes dans tel ou tel secteur protégeant les zones révolutionnaires les plus avancées étant acquise d'avance par l'affaiblissement volontaire de ces fronts.

Ce ne sont pas tant ces faits en eux-mêmes qui nous intéressent, mais les problèmes qui se sont posés aux producteurs dans leurs efforts pour reconstruire un monde nouveau fondamentalement différent du monde du capital. Certains de ces problèmes ont été abordés ici : le rôle des organisations politiques, la disparition de l'Etat. Nous n'avons pratiquement pas parlé de la gestion économique agricole et industrielle, au milieu d'incroyable difficultés : pourtant, dans la période moderne, les collectivités espagnoles furent l'expérience la plus longue de cette gestion par les producteurs. C'est un débat beaucoup plus vaste dont nous commençons à discuter à I.C.O., dont nous reparlerons.



OUVRAGES ET ARTICLES ACCESSIBLES EN FRANÇAIS SUR LES FAITS ET PROBLÈMES EVOQUÉS CI-DESSUS

— *La Révolution et la guerre d'Espagne* (Editions de Minuit) Broué et Témine. (Broué trotskiste est un des dirigeants de l'O.C.I.-A.J.S. et historien bourgeois patenté).

— *Les anarchistes espagnols et le Pouvoir* - Lorenzo - Seuil.

— *L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire* Mintz - Bélibaste.

— *Espagne Libertaire* - Leval - Archives révolutionnaires.

— *La Catalogne Libre* - Orwelle - N.R.F. sur les journées de mai 1937 à Barcelone).

— *Guerre de classe* - recueil d'articles de Berneri - Terre libre - avril-mai 1938 - réédition.

— *L'anarchisme et la révolution espagnole* - Correspondance des conseils n° 31 - avril 1937 reproduit dans *Révolution Internationale* n° 4.

— *Leçons de la révolution espagnole* - Cahiers du Communisme de conseils n° 9 - septembre 1971.

CONTRE LA REPONSE DU CAMARADE

(d'un autre camarade de Paris)

Suivant I.C.O. depuis une dizaine d'années, je peux me permettre de m'opposer totalement à la définition du groupe donnée par le camarade, dont je définirai le « nous » par la même occasion.

I.C.O. est un groupe sans statuts ni position théoriques, car c'est aux travailleurs eux-mêmes de définir ces positions dans et par leurs actions. Toute organisation des minorités agissantes risque de se transformer en nouveau parti bolchévique. C'est au mouvement des travailleurs dans leur ensemble, et non à un état-major de militants révolutionnaires professionnels, donc *anciens* travailleurs et par conséquent coupés de leur classe d'origine pour reprendre Bakounine (*Estatismo y Anarquia*, p. 288), de faire la révolution.

Ceci étant dit et partagé par un groupe de camarades d'I.C.O. (la plupart des « manuels » en-

gagés dans la production), il est aisé de constater — depuis dix ans sans interruption — que toutes les positions prises sont fortement marxistes, et énoncées par des travailleurs type cadre ou universitaire.

Je ne prendrai que deux exemples, une discussion sur l'Amérique Latine et la réponse en question. Premier exemple d'abord : « la révolution est impossible en Amérique Latine tant que le capitalisme n'est pas développé, là-bas on ne peut qu'agir qu'en marxiste-léniniste, pour s'en sortir l'Amérique Latine doit suivre le modèle russe et il est indéniable qu'aujourd'hui le travailleur vit mieux que le moujik ». Cette position apparaît également dans la « réponse » : « Dans la Russie de 1917, dans l'Espagne de 1936, la « révolution » — limitée à un seul pays, puisqu'elle ne s'étendait pas sur le plan mondial — ne pouvait qu'aboutir

à faire passer le pays du stade d'une économie pré-capitaliste (basée sur la propriété foncière) au stade capitaliste (basé sur le développement industriel). Pouvait-il se faire que les ouvriers de Barcelone et les collectivités ne soient pas finalement réduits à l'impuissance ? C'est la même question que celle de savoir si les conseils en Russie auraient pu se développer. Ce n'est pas la faute du prolétariat espagnol si les conditions n'étaient pas mûres pour la révolution mondiale, seule condition du succès ».

Merci camarade de tes conneries : pourquoi le stalinisme ? Le pays était mûr pour le stalinisme. Pourquoi mai 68 ? Le pays était mûr. Pourquoi mai 68 n'est pas allé plus loin ? Le pays n'était pas mûr.

En fait « Sur une méthode d'analyse des faits relatifs à la lutte de classe » n'est qu'un assemblage d'hypocrisies. Qui peut nier qu'I.C.O. est anti-syndical ? (voir l'article d'un responsable d'I.C.O. « Travailleurs, Syndicats et Militants », Noir et Rouge n° 19, 1961). C'est sans doute le seul intérêt d'I.C.O., encore que l'analyse du rôle syndical soit superficielle que d'isoler le rôle de flic des syndicats dans le monde entier, à tous les niveaux. Quant au caractère anti-anarchiste et marxiste (dans le fond plus léniniste que conseiller) de certains membres d'ICO les citations précédentes et la suite le démontrent amplement.

L'analyse de ces fameux camarades d'I.C.O. consiste d'abord à généraliser. En bons marxistes, ils ne choisissent que les, des erreurs des anarchistes pour les attribuer à la théorie anarchiste, et en conclure son inadéquation à toute réalité.

Aussi, leur est-il indispensable d'écarter tout témoignage précis et nuancé. C'est pourquoi ils écrivent : « Avoir vécu des événements, ne confère pas forcément une vision plus nette, plus précise et plus lucide des faits, et elle n'autorise en aucune façon à refuser un droit de critique à celui qui n'a rien fait ». L'interprétation n'est interdite par personne, que je sache, mais les discours creux, donc démagogiques, destinés à des travailleurs, sont une preuve palpable de léninisme.

Quant aux conditions mûres, là aussi il faut comprendre ce qu'en font ces camarades et les marxistes de tout type. Il s'agit uniquement de tout ce qui peut accélérer et renforcer le capitalisme, qui doit amener le socialisme. Mais cette interprétation pour être logique devrait être tout autre. Au lieu de faire une brochure sur mai 68, les marxistes d'I.C.O. auraient dû courir empêcher les travailleurs de faire grève, car c'est

retarder le développement conjectural du capitalisme et du Marché Commun européen pour acquérir le même niveau que les Etats-Unis. De même, le syndicalisme moderne français devrait être beaucoup plus étatisé, comme en Allemagne, aux Etats-Unis et dans les pays totalitaires. Prêcher des positions anti-syndicales, n'est-ce pas aller contre le mûrissement des conditions objectives. Et à quoi bon, puisque de toutes façons, c'est aux travailleurs de créer leurs propres organes.

Pour moi, seule l'analyse non généralisée et limitée à une valeur, car elle permet de rejeter le triomphalisme et de voir le plus possible la réalité. Et quant aux conditions qui ne seraient pas mûres, comment permettent-elles l'apparition de mouvements si conscients que l'Espagne de 36, la France de mai 68, la Pologne de 70 où, dans chaque cas, l'autogestion est revendiquée ?

Ces exemples sont des échecs, répondront justement les marxistes d'I.C.O. et d'ailleurs. Et les vôtres ? « Pourtant, dans la période moderne, les collectivités espagnoles furent l'expérience la plus longue de cette gestion par les producteurs ». Voilà le problème de la « réponse ». Deux lignes, c'est peu. Comme Pannekoek (qui a deux qualités, être né dans un pays industrialisé, être plus libéral que Lénine, qualités pour des marxistes, bien entendu), le camarade est incapable de poser le problème : si en Espagne l'autogestion a été menée le plus à fond, n'est-ce pas parce qu'il y avait plus d'anarchistes que dans les autres expériences historiques ? L'autogestion espagnole est-elle explicable sans la C.N.T.-F.A.I. ?

Tout autre attitude n'est que confusionnisme intellectuel. Aussitôt, une première conséquence apparaît : un même niveau de rapports de production n'entraîne absolument pas une identité d'actions parmi les organisations révolutionnaires (p. 2, de la réponse).

Comment comprendre l'attitude, les attitudes des anarchistes espagnols ?

Je tiens à souligner « les attitudes » et le lecteur remarquera que je précise les « marxistes d'I.C.O. et, s'il y a lieu, les autres. Je ne tiens pas, en effet, à tomber dans le style polémique grossier de la « réponse » qui n'emploie qu'anarchisme, sans approfondir jamais, ce qui est presque toujours l'attitude marxiste à l'égard de l'anarchisme, de Marx à Rosa Luxembourg, et Mattik, et Pannekoek.

Cette question pose le sens de la révolution espagnole : ce fut la lutte entre les travailleurs.

— paysans et ouvriers (1) — contre le capitalisme de droite, le franquisme, et le capitalisme de gauche, la république. Que des anarchistes aient participé au gouvernement prouve simplement qu'ils ne l'étaient pas. Berneri, Voline, la Columna de Hierro, et de nombreux camarades n'ont jamais écrit et dit autre chose. Les marxistes d'I.C.O. oublieraient-ils que Kérénski était marxiste, Staline aussi, Mao aussi ? Cela n'empêche pas nos camarades de dormir, et bien moi non plus, pour ce qui est des ministres anarchistes. Qu'il y ait eu des anarchistes pour aider la liquidation des travailleurs en mai 37 à Barcelone, oui, ils se le disaient. Grand bien leur fasse. Les gardes des camps de concentration en Russie, les assassins de Hongrie, de Tchécoslovaquie sont marxistes. Pauvre Marx.

Là encore, la déformation de la réalité, au nom de la fidélité de Marx, est évidente : le paysannat appuya profondément et spontanément l'autogestion comme cela ressort de tous les témoignages, même du P.C. espagnol (voir Mint « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire », p. 108, ou Bollo-tent « La revolución española », p. 202, 203). A propos de déformation, une citation tronquée pour attaquer l'anarchisme dans le compte rendu du livre de Mintz, I.C.O. n° 103, p. 46 : « La collectivisation fut imposée par la force de la part des milices recrutées parmi les anarchistes extérieurs à la région ». J'ajoute ce qui manque, le plus important comme d'habitude, dans ces cas : « Au contraire, les anarchistes aragonnais connaissant la situation, profitèrent du moment sans en abuser et arrivèrent à mettre leurs idées en pratique avec l'approbation de la majorité des paysans » (p. 69).

Autre erreur : « les rares militants qui défendaient ces réalisations en comprenant leur sens profond ». Tout l'édifice administratif pour dominer les collectivités depuis le comité national de la C.N.T. fut vain (refus de communiquer des statistiques, voir Mintz o.c.), après le départ de Lister d'Aragon, un bon nombre de collectivités, à déterminer et à étudier sans tomber dans

le triomphalisme, se reformèrent d'elles-mêmes.

Je passe sur d'autres erreurs (le glas, « le reste de l'Espagne ») pour insister sur le style professoral consistant à asséner une tartine explicative sur des faits connus — participation au gouvernement — mai 37. Et comment accepter ces tartines (los rollos) quand d'une part il s'agit du style de Marx d'abrutir l'adversaire sous l'érudition synonyme de la science et que d'autre part, il ne s'agit que de résumés mal faits. Aucune mention du congrès ou assemblées du 21 ou 22 juillet 36 à Barcelone, pourtant connus et signalés ; répétition de l'entrevue avec Companys, comme si l'histoire n'était qu'une suite d'images d'Epinal. Quant à Mai, quelle prétention de mettre un titre à une demi-page, pour tomber dans la bourbe « de troupes nationales », terme employé pour désigner les franquistes ; le livre de Cruells et la position du P.C. semblent totalement ignorés.

Bref, I.C.O. apparaît tout entier dans cette « réponse » : démagogie et fausseté dans l'interprétation historique. Le rôle d'I.C.O. est plus de discuter honnêtement que de vouloir défendre telle ou telle idéologie. C'est le combat des travailleurs qui importe. Si on est incapable de parler d'un fait, il vaut mieux se documenter ou être prudent dans la description de la conclusion. Aucune revue véritablement liée aux travailleurs n'en est morte. Quelle que soit la gravité des problèmes et des accusations soulevées, ils existent. Qu'un débat puisse les faire disparaître, c'est certainement impossible. Seules des analyses honnêtes peuvent montrer un changement.

Un anarchiste (6-2-1972).

(1) A propos des « ouvriers », je constate curieusement que la « réponse » emploie le terme de « masses » qui était un moment banni d'I.C.O., comme une évocation bureaucratique, d'état-major des forces des travailleurs. Quant aux travailleurs — concept plus vaste qu'ouvriers, et exempt du sens mystique que lui donne les intellectuels d'origine marxiste, du moins un peu moins mystique — ils se réduisent aux « ouvriers. Ouvriers qui auraient entraîné « même les paysans ».

CUBA EST-IL SOCIALISTE OU STALINIEN ?

(A propos des mésaventures d'un poète, les aventures politiques de quelques prosateurs)

Les protestations indignées que l'intelligentzia européenne a lancées suite au sort réservé au poète cubain PADILLA sont révélatrices à un niveau frappant du rôle des intellectuels progressistes européens et, en outre, permettent de poser

le problème important des rapports entre les intellectuels et la révolution sociale (-ste).

Rappelons brièvement les faits tels qu'ils sont rapportés dans le Monde du 22-5-71 :

APRÈS L'AUTOCRITIQUE DE M. HEBERTO PADILLA

Des intellectuels français et étrangers rompent avec le régime cubain

L'autocritique du poète cubain Heberto Padilla, s'accusant « d'avoir diffamé chacune des initiatives de la révolution », et accusant MM. K. S. Karol et René Dumont d'être des « agents de la CIA », a déjà suscité un certain nombre de réactions (« le Monde » du 29 avril). Des amis de la première heure du poète, comme M. Juan Arcoha, ont voulu expliquer cette autocritique par la « torture ». Depuis, M. Heberto Padilla a publiquement nié à La Havane avoir été « soumis à une contrainte » et il a renouvelé ses accusations ainsi que son autocritique devant l'Union des écrivains cubains.

Il est clair aujourd'hui que ce qu'il faut bien appeler l'« affaire Padilla » provoque une rupture de fait entre le régime cubain et des intellectuels, européens ou américains, qui s'étaient rangés aux côtés de M. Fidel Castro dans les années 60. C'est ainsi que l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a décidé de donner sa démission du comité de la revue de la « Casa de las Americas » à La Havane. D'autre part, une soixantaine d'intellectuels français et étrangers ont adressé à M. Fidel Castro une lettre dans laquelle ils lui font part « de leur honte et de leur colère » à la suite de la « confession de Padilla ». Parmi les signataires français, on relève le nom de M. Jean-

Paul Sartre, longtemps défenseur de la révolution castriste. La signature cubaine la plus significative est sans doute celle de M. Carlos Franqui, l'un des plus proches collaborateurs de M. Fidel Castro, et l'ancien directeur du journal « Revolución ». C'est en fait une notable partie de l'aile « fidéliste » du mouvement révolutionnaire cubain qui rompt aujourd'hui avec un régime castriste, où l'influence des communistes pro-soviétiques paraît maintenant déterminante. Personne sans doute ne dénierait à M. Fidel Castro le droit de choisir ses options et ses alliances, alors que le régime et le peuple cubains sont engagés dans une bataille difficile dont dépend la survie de l'expérience révolutionnaire. Et l'on comprendra que le premier ministre cubain, qui affronte, lui, ces difficultés sur le terrain, puisse tenir pour négligeables les réactions d'intellectuels qu'il avait reçus avec chaleur dans les années romantiques. Mais personne non plus, neuf ans après la première et virulente dénonciation du « sectarisme » par M. Fidel Castro, ne se régouira de voir les dirigeants cubains adoucir ce qu'il y a de moins plaisant dans le camp du socialisme.

MARCEL NIEDERGANG

La lettre des intellectuels à M. Fidel Castro

Au commandant Fidel Castro, premier ministre du gouvernement révolutionnaire de Cuba :

« Nous croyons qu'il est de notre devoir de vous faire part de notre honte et de notre colère.

« Le lamentable texte de la confession qu'a signée Heberto Padilla n'a pu être obtenu que par des moyens qui sont la négation de la légalité et de la justice révolutionnaire.

« Le contenu de cette confession, avec ses accusations absurdes et ses affirmations délirantes, ainsi que la pénible parodie d'autocritique à laquelle se sont soumis Heberto Padilla et les

camarades Belkis Cuza, Diaz Martínez, Cesar Lopez et Pablo Armando Fernandez, au siège de l'Union nationale des écrivains et artistes cubains, rappellent les moments les plus sordides de l'époque du stalinisme, avec ses jugements préfabriqués et ses chasses aux sorcières.

« Avec la même véhémence que celle qui fut la nôtre pour défendre, dès le premier jour, la révolution cubaine qui nous paraissait exemplaire dans son respect de l'être humain et dans sa lutte pour sa libération, nous vous exhortons à épargner à Cuba l'obscurantisme dogmatique, la xénophobie culturelle et le système répressif qu'imposa le stalinisme dans les pays socialistes et dont des événements similaires à ceux qui sont en train de se passer à Cuba ont été les manifestations flagrantes.

« Le mépris de la dignité humaine qu'implique le fait de forcer un homme à s'accuser d'une façon ridicule des pires trahisons et vilénies ne nous alarme pas parce qu'il s'agit d'un écrivain, mais parce que n'importe quel camarade cubain — paysan, ouvrier, technicien ou intellectuel — peut

être également la victime de semblables violences et humiliations.

« Nous voudrions que la révolution cubaine revienne à ce qui, à un moment, nous la fit considérer comme un modèle au sein du socialisme.

Ce texte est signé par Mmes et MM. Claribel Alegria, Simone de Beauvoir, Fernando Benítez, Jacques-Laurent Bost, Italo Calvino, José-María Castellet, Fernando Claudin, Tamara Deutsch, Roger Dossa, Marguerite Duras, Giulio Einaudi, Hans-Magnus Enzensberger, Francisco-Fernandez Santos, Darwin Flakoll, Jean-Michel Fossey, Carlos Franqui, Carlos Fuentes, Angel Gonzalez, Adriano Gonzalez Leon, André Gorz, José-Agustín Goytisolo, Juan Goytisolo, Luis Goytisolo, Rodolfo Hinzpeter, Mervin Jones, Monti Johnstone, Monique Lange, Michel Leiris, Lucio Magri, Joyce Mansour, Dacia Maraini, Juan Marsé, Dionys Mascolo, Flúrio Mendoza, István Meszaris, Ray Millan, Carlos Montevias, Marco-Antonio Montes de Oca, Alberto Moravia, Maurice Nadeau, José-Emilio Pacheco, Pier-Paolo Pasolini, Ricardo Porro, Jean Pontreau, Paul Robeyrolles, Alain Resnais, José Revueltas, Rossana Rossanda, Vicente Rojo, Claude Roy, Juan Rulfo, Nathalie Sarraute, Jean-Paul Sartre, Jorge Semprun, Jean Schuster, Susan Sontag, Lorenzo Tornabuoni, José-Miguel Ullan, José-Angel Valente, Mario Vargas Llosa.

On sait le rôle joué par le triste sire J.-P. Sartre, par les surréels J. Schuster et Dionys Mascolo, et par l'explorateur M. Leiris, et ceci depuis le début de la carrière cubaine, dans la course à l'apologie du régime cubain qui aurait fait fleurir la démocratie socialiste, si chère aux post-staliniens repentis.

On peut donc s'étonner d'un revirement d'attitude si prompt et si profond ; et le P.C.F. ne s'en est d'ailleurs pas privé dans un communiqué paru dans « L'Humanité », le 6-71.

Cuba, parce qu'on y a torturé un poète et qu'on lui a fait faire des aveux et repentirs *effectivement* dignes de la plus belle tradition « guépéousienne », par ce seul fait, devient, d'un seul coup, sous la plume et par la *conscience morale* de trois pelés et tondus de gauche, une ressucée de l'U.R.S.S. de la grande période stalinienne !

D'un coup de baguette magique, de « modèle du socialisme », Cuba passe aux Enfers ! Et attention, ces gens-là n'ont pas mâché leur mots : on tombe du Bien absolu au Mal absolu, en l'espace d'une torture et de quelques « aveux ». Il y a de quoi se demander si c'est bien le même Cuba dont il s'agit, et si ces intellectuels sont des imbéciles ou cherchent à nous embobiner une fois de plus.

Car, qui a battu du tambour pour Cuba, « socialisme à visage humain », lorsque Castro fit exécuter Hubert MATOS par un beau procès en règles (« révolutionnaires », bien entendu) ?

Lorsque Castro fit disparaître Camillo CIENFUEGOS, militant libertaire du Mouvement du 26 juillet et qui posait des problèmes autres que la liberté « littéraire » ? Lorsque furent liquidés ou emprisonnés d'autres militants révolutionnaires opposés « politiquement » et « socialement » (non-léninistes et *travailleurs*), comme Luis Miguel LISUAIN, José ACENA et Julio TORRES.

Qui ? sinon ces chères bonnes âmes de gauche. Et bien sûr, ça, ce n'était pas le stalinisme ! Non, ça devait être de la « politique intérieure », on ne sait jamais, ou bien « la défense de la révolution contre les menées impérialistes », ou bien un tas de bonnes choses bien pratiques, et de la même eau. Alors là, non, en vertu de la soumission humble des intellectuels de gauche « au service du peuple » cubain et du régime castriste, il ne s'agissait pas de pousser sa petite chansonnette rituelle sous forme de pétition protestataire ! Tous ces gars-là c'étaient pas des poètes, c'est pas comme Padilla !

Il est remarquable qu'au cours de leurs nom-

breux voyages à Cuba, les Sartre, les Duras, les Mascolo, Leiris et Cie, n'aient pas remarqué que le « peuple » cubain, c'était en fait la bureaucratie castriste.

Dans leur rôle d'Agence Havas du Régime Castriste, ces messieurs-dames se sont révélés une fois de plus pour ce qu'ils sont en réalité : *des larbins apologétiques* (le seul rôle qu'ils arrivent encore à remplir plus ou moins). Car faire l'éloge de Cuba c'était vraiment *mentir, falsifier la réalité*, faire passer une ressucée de pouvoir bureaucratique pour un flot socialiste. Cuba, dont *l'accumulation primitive du capital* par des voies concentrées, a été liée à la consolidation du pouvoir personnel de Castro et de sa clique de flics, de cons, d'opportunistes et de sous-technocrates, est un régime basé sur la sur-exploitation de la paysannerie soumise à une dictature de fer employant les mêmes méthodes que le stalinisme ou le nazisme (avec, ce qui n'arrange rien, les infrastructures héritées du pré-capitalisme ou du capitalisme « comprador ») :

— mise au pas du mouvement ouvrier par *l'étatisation* des syndicats (en plaçant à leur tête les vieilles salopes staliniennes désirant se refaire une vertu, après leur collaboration avec le régime de Batista : Alfredo DIAZ PUGA, Blas ROCA, etc...) et ceci, malgré la résistance ardente des ouvriers de l'électricité, des autobus, du téléphone, etc...

— envoi de troupes armées pour déloger militairement les paysans et ouvriers agricoles occupant les terres de façon collective et les exploitant à leur compte de façon autogérée (et ceci dès février 1959) pour restaurer les « fermes populaires » où l'Etat et les techniciens se disputent le pouvoir, en supprimant toute initiative aux paysans devenus les dindons de la farce.

— militarisation de la jeunesse ; institution de la délation « en gros » (C.D.R. : Comité de Défense de la Révolution !) ; liquidation physique des oppositions prolétariennes, anarcho-syndicalistes, « guévaristes », et même de militants du Mouvement du 26 juillet ; viol des foules organisé ; bourrage de crâne généralisé ; etc...

— et surtout appels à la productivité, comme devoir patriotique et révolutionnaire ; tyrannie exercée sur la vie de millions d'ouvriers et de paysans réduits à *bosses* (comme en France ou en Chine) comme des dingues pour une survie misérable ; et puis bien sûr l'ignoble « *loi contre la paresse* » (digne du « Arbeit macht frei ») couronnant le tout et couronnant surtout la surexploitation du prolétariat par une bureaucratie incapable même d'en tirer la plus-value maximum, vue la situation économique internationale qui réserve à Cuba une place condamnée d'avance.

Voilà ce que ces voyageurs un peu spéciaux ont pu ne pas voir ; et même ils auraient vu le contraire : *un paradis ouvrier, ouvert aux artistes et « créateurs » d'avant garde ! ! !* les poètes rythmant de leurs odes le travail socialiste des camarades prolétariens... bref, leur rêve, quoi ! Ah, Sartre, tu vois les paysans récoltant la canne à sucre sur le rythme de rumba de « l'Etre et le Néant » !

Ce n'est pas CUBA qui a changé ; c'est toujours la même chose : le même monde de sueur et de mensonge.

Ce n'est pas « l'intelligentzia » qui a changé : toujours les mêmes guignols ou les mêmes reîtres (comme on voudra) ou les mêmes aveugles.

Car il fallait être drôlement aveugle pour ne pas voir tout ça, pour ne pas comprendre que, comme le dit KHAYATI (I.S. n° 11) : « le fanonisme et le castro-guévarisme sont la fausse conscience à travers laquelle la paysannerie accomplit l'immense tâche de débarrasser la société pré-capitaliste de ses séquelles féodales et coloniales, et d'accéder à la dignité nationale foulée aux pieds des colons et des classes dominantes rétrogrades » (c'est-à-dire à la création d'une industrie nationale). « Partout où la paysannerie a lutté victorieusement et a mené au pouvoir les couches qui ont encadré et dirigé sa lutte, elle a été la première à subir leurs violences, et à payer les frais de leur domination. La bureaucratie moderne, comme la plus antique (en Chine par exemple) édifie son pouvoir et sa prospérité sur la surexploitation des paysans : l'idéologie ne change rien à l'affaire » ... « Ce que la bourgeoisie a fait pendant des siècles « à travers le sang et la boue », la bureaucratie veut le réaliser consciemment et « rationnellement » en l'espace de quelques décennies... ». « Seulement la bureaucratie ne peut accumuler le capital sans accumuler les mensonges : ce qui constituait le péché originel de la bourgeoisie est sinistrement appelé « accumulation primitive socialiste ». Tout ce que les bureaucraties sous-développées disent, se représentent et s'imaginent être le socialisme, n'est rien d'autre que le néomercantilisme achevé. Ce que peut faire, ou est obligée de faire la bureaucratie, n'émancipera pas la masse des travailleurs, ni n'améliorera substantiellement sa condition sociale, car ceci dépend non seulement des forces productives, mais de leur appropriation par les producteurs ».

Là-dedans, tout est clair : ce qui a changé, ce n'est ni la nature sociale de Cuba, ni la nature sociale de l'intelligentzia, mais la place réservée par Cuba à cette intelligentzia.

Ce n'est pas ici le lieu de faire une analyse de l'évolution du système économique *capitaliste* de Cuba et de voir donc quels rapports entre les classes et couches dominantes ont été changés, mais il s'agit de voir que si le régime cubain balance comme de vieilles paires de chaussettes ces gens-là, c'est qu'il n'en a plus besoin. (En esquissant, vite fait : La nécessité de concentrer plus encore le capital à Cuba, suite au marasme économique de la politique sucrière, crée la nécessité d'une plus grande quantité de techniciens et de cadres russes, et donc une subordination plus poussée à l'impérialisme russe ; et par la même occasion, le rôle de l'intelligentzia cubaine est changé au sein du régime castriste : ou bien ces intellectuels se font les chantres du système soviético-cubain, ou bien ils en restent au rôle de diffuseurs de l'idéologie romantique hostile plus ou moins à l'U.R.S.S. et qui était nécessaire face à la pression des U.S.A. au début du régime, ce qui en fait des parasites inutiles, non productifs ; d'autre part, il n'y a plus besoin des écrivains et artistes européens, Cuba n'ayant plus besoin du même coup de chantres gauchistes pour faire sa publicité, mais de techniciens pour réaliser les investissements russes).

Si ces spécialistes des pétitions ont protesté, ce n'est qu'en tant que couche luttant pour la défense de ses privilèges. Quand les écrivains, artistes, universitaires protestent contre les « atteintes à la liberté », c'est toujours parce que la liberté de pensée, la liberté d'écrire, la liberté artistique, etc... sont menacées, c'est-à-dire lorsque leurs intérêts de classe sont menacés ; lorsque leur marge d'autonomie (relative et illusoire) vis-à-vis du pouvoir se réduit à une vérité — leur réelle et profonde soumission au pouvoir. Lorsque les intellectuels attaquent le stalinisme d'URSS ce n'était que pour dénoncer leur sort (on a vu Sartre à l'œuvre à ce moment-là) d'intellectuels méprisés par la classe dominante (cf. l'utilisation par la presse des misères faites aux écrivains russes). Bien sûr les temps sont mauvais : ce n'est plus de cette catégorie d'intellectuels dont le capitalisme a besoin (écrivains, artistes, etc...), à l'Ouest comme à l'Est, « ou alors il faut marcher droit », c'est-à-dire perdre son autonomie de classe et s'intégrer totalement aux directives de la classe dominante qui paie ; ce qui explique la crise de l'intelligentzia voyant des flics plus modernes la remplacer (cadres, administrateurs, technocrates, spécialistes, etc...).

Un exemple frappant : *l'intelligentzia en question n'a pas fait une ligne de pétition lors de l'insurrection polonaise de décembre 70, car c'était une révolte prolétarienne contre le système dominant dans sa totalité (ce qui explique que les étudiants et les intellectuels polonais soient restés*

passifs), c'est-à-dire une révolte avec un contenu OUVRIER, « anti-capitaliste », *alors que lors des événements de Tchécoslovaquie, il y en eu un paquet, de pétitions !*, car c'était une révolte prolétarienne et bourgeoise, dans le sens d'une *libéralisation* du système.

En Pologne le conflit était : ouvriers contre bourgeoisie ; en Tchécoslovaquie le conflit était : ouvriers contre bourgeoisie, mais surtout aussi : petite-bourgeoisie et fraction moderne et libérale de la bourgeoisie contre d'autres fractions de la bourgeoisie, spécialement la vieille bureaucratie stalinienne ; en Tchécoslovaquie il y avait à boire et à manger pour tous ces gens là qui ne se sont pas privés d'ailleurs : « le printemps de Prague », « la liberté de la presse », « la fin de la censure littéraire », etc... ; mais en Pologne : que dalle ! Car l'insurrection polonaise allait à l'encontre des bases mêmes de leurs privilèges sociaux.

Depuis que ces gens-là sévissent, ils ont fait le voyage politique le plus embarrassant possible (Front populaire de 36, U.R.S.S. de Staline, U.R.S.S. déstalinisée, époque des voyages en Chine, à Cuba, etc...), *mais toujours en se raccrochant à un modèle de pouvoir quelconque*. Leur itinéraire politique recouvre la carte exacte de leur lente désagrégation et surtout de leur constante soumission. N'ayant jamais rien compris au socialisme, car le socialisme c'est la fin de leur existence de classe de *larbins apologétiques des classes dominantes*, ils ont toujours adoré ce qui était le contraire du socialisme, et passé sous silence ce qui était les manifestations du mouvement de classe du prolétariat. Tout cela expliquant leur alliance avec les étudiants gauchistes (cf. Secours Rouge) qu'ils espèrent être un futur pouvoir (les pauvres, en arriver à un tel chômage, qu'on offre ses services aux gauchistes, **ceux-ci** se servent d'eux comme garantie sociale). Grandeur et misère de l'intelligentzia, il y a si peu de temps encore bien près des pouvoirs réels !

« Dans les vastes drugstores de l'idéologie, du spectacle, de la planification, et de la justification de la planification, les intellectuels spécialisés ont leur job, et leur rayon à tenir ».

Le réseau de la critique du présent est cohérent, exactement comme l'est le réseau de l'apologie, apparemment moins cohérente, en ce qu'elle doit mentir ou valoriser arbitrairement à propos de détails et de nuances du système dominant contre d'autres... « Celui qui admet qu'une bureaucratie hiérarchisée peut être un pouvoir révolutionnaire, et qui admet en plus comme un bien et comme un plaisir le tourisme de masse, celui-là pourra faire les voyages de Sartre en Chine, ou ailleurs... Les témoins intellectuels de la gauche, qui pas-

sent si promptement là où on les invite, témoignent principalement sur l'abandon d'une pensée' oscillant entre des *patrons* en conflit... Evidemment la société dont ils sont le miroir nous demande d'admirer ses admirateurs. Et même, en beaucoup d'endroits, il leur est loisible de choisir leur jeu de glaces (= « s'engager »), choisir avec ou sans repentir l'emballage et l'étiquette de la société établie qui les inspire ». (I.S. n° 8).

Rappelons également ces phrases d'un syndicaliste révolutionnaire cubain exilé :

« Pour l'immense majorité des intellectuels qui forment le milieu spontanément favorable au castrisme, le « bravo » lancé à la révolution cubaine correspond non à une prise de conscience génératrice de responsabilité, mais à un *désengagement* par rapport aux problèmes de leur propre pays. C'est un exemple de transfert. Leur impuissance ou leur manque de courage... se trouvent masqués par cette « prise de position » sans danger.

Même là où existent quelques organisations ou courants favorables à la transplantation des méthodes cubaines (maquis, pression populaire, actions violentes) dans leur propre pays, il s'agit de mimétisme de type intellectuel et non de tactique surgissant les réalités mêmes et s'imposant de par la nature des problèmes à résoudre. C'est le côté prise de pouvoir et manipulation des choses et des gens qui attire ces courants à vocabulaire révolutionnaire, et non l'intervention des organisations ou des institutions populaires...

...Révolutionnaires ? A la rigueur, dans le sens de candidats à la succession. Mais pour la grande majorité, il ne s'agit que de conformisme qui correspond à un type de société jugé inévitable et dont les caractéristiques sont une exploitation planifiée de la main-d'œuvre paysanne, condition d'une industrialisation-panacée. Pour la plupart de ces intellectuels, c'est l'attente dans la confortable position mentale de celui qui mise sur le sens de l'histoire, la supériorité de la technique militaire russe et la probabilité de la victoire...

« L'auto-stop politique » pour employer l'heureuse formule qu'utilise Ignazio SILONE à propos de J.-P. Sartre, pratiqué par une large fraction de l'intelligentzia latino-américaine, ne conduit-il pas à l'action ? Si l'on appelle action les meetings et les manifestes, sans doute. »

(L'Itinérant, octobre 1961)

Toutes ces lignes pourraient d'ailleurs actuellement s'appliquer au même individu nommé

Sartre, mais rapport papa Mao, au lieu de papa Castro, cette fois-ci.

Nous savons et nous devons le répéter tout le temps :

— Le socialisme n'a aucun rapport avec aucune des idéologies faisandées qui se partagent notre putain de planète. Il est le *mouvement pratique* du prolétariat pour s'appropriier le monde en le transformant et en supprimant la racine de toute la merde : le salariat. Le socialisme, ce n'est pas un choix politique. C'est une nécessité vécue dans la lutte quotidienne du prolétariat, et dans les contradictions du système.

— La dénonciation théorique du stalinisme et de ses caricatures n'a rien à voir avec la dénonciation « littéraire » des crimes d'une bureaucratie mal éclairée ; son existence même est un crime !! La dénonciation théorique du stalinisme n'a un sens qu'à deux conditions, d'une part qu'elle s'inscrive dans une critique de toutes les formes d'exploitation, qu'elle soit située à Pékin, à Cuba, à Washington, à Moscou, à Paris, à Tel-Aviv ou à Stockholm ; et d'autre part, qu'elle soit aussi et *surtout* une dénonciation pratique, ce qui pose le problème du rôle des intellectuels dans le processus révolutionnaire et de leur situation de classe, problème que je ne veux pas aborder ici, faute de temps et d'envie, mais qui mérite un ou deux mots à ce sujet :

1) la couche des intellectuels moyens, c'est-à-dire la petite-bourgeoisie intellectuelle, cette couche se prolétarise, entrant peu à peu dans le prolétariat, et c'est seulement cette nouvelle situation qui est la racine de leur possible pratique révolutionnaire : leur existence en tant que « prolétaires », mais qui doit signifier la mort de l'idéologie héritée de leur ancienne situation privilégiée, car on sait bien que les idéologies ne sont pas que des reflets et subsistent souvent longtemps encore après que leurs bases matérielles n'existent plus ou sont en train de disparaître.

2) L'intelligentzia (artistes, écrivains, penseurs, savants, etc...), de par sa situation sociale, n'a aucune base pour une pratique révolutionnaire, et si exceptionnellement quelques individus s'en détachent sur des positions révolutionnaires réelles, ce n'est qu'en excluant toute lutte, à partir de leur situation de penseur, de chercheur, d'artiste, etc..., c'est-à-dire en excluant toutes revendications du type liberté de la presse, liberté littéraire, liberté de la justice, ou autres saloperies « démocratiques », mais uniquement en se regroupant sur des positions *prolétariennes*, au sein

de groupes prolétariens. Ce qui est très rare et n'est qu'exception à la règle, l'intelligentzia étant le miroir des pouvoirs.

Le mouvement révolutionnaire, ce n'est pas Sisyphe qui roule sa pierre et recrée toujours la même situation. C'est au contraire le refus de rouler la pierre en question. Cette pierre, c'est l'idéologie. Le refus lui-même ne pouvant être que pratique, et non idéologique.

Note 1

Mais qu'on ne nous fasse pas dire ce qu'on ne pense pas : nous sommes contre *toute* atteinte à la liberté, soit-elle même littéraire, et c'est évident. Pour nous, toute atteinte à la liberté de création, soit-elle même idéologie, soit-elle si pauvrement créatrice que la littérature ou l'art, est une atteinte à la puissance de l'homme, et ne fait que prouver un peu plus la nécessité de bousiller radicalement le système social et économique actuel qui en est la base, et non pas de pleurer pour que la « liberté » en question soit rétablie.

Note 2

Le « socialisme » de Castro, on peut en avoir une idée précise dans ses déclarations lors de ses pérégrinations au Chili du social-démocrate Allende :

— *aux mineurs de cuivre* :

« ...Le premier ministre cubain s'est adressé aux mineurs pour leur demander de modérer leurs revendications salariales. Il leur a expliqué que la mine — nationalisée en juillet dernier — n'appartenait pas seulement aux ouvriers, mais aussi à tout le pays. »

(Le Monde - 16-11-71)

— *aux travailleurs* :

« Pour être l'avant-garde de la révolution et sa conscience, les ouvriers ne doivent rejeter personne. Ils doivent découvrir les valeurs humaines des gens disposés à apporter leur part au travail et à la production ». « Ne commettez pas l'erreur que nous avons commise de vous couper des techniciens, même quand ils n'ont pas les mêmes idées que vous. Conduisez-les à comprendre le sens de la révolution, afin qu'ils ne quittent pas le pays ».

Nouvelles de l'étranger

DU CANADA

« Nous sommes d'accord je crois, pour penser qu'ici une attitude anti-syndicale est inopportune. Les syndicats ne sont pas encore acceptés comme interlocuteurs valables par le patronat et l'élite et sont amenés à prendre des positions radicales.

Leur langage en ce moment s'apparente quelque peu au syndicalisme révolutionnaire d'autrefois ; ils parlent de « camér le régime », et même de grève générale (d'une heure).

La « gauche », en ce moment, s'articule essentiellement autour des syndicats, du P.Q. et du F.L.Q. L'évolution récente à cet égard est la suivante : le P.Q. semble évoluer à droite, se faire une façade de respectabilité en fonction des prochaines élections. Cette tendance est contestée de l'intérieur et de l'extérieur, mais est solide.

Les syndicats évoluent vers des positions plus

radicales. Le F.L.Q. s'est signalé par quelques bombes, mais semble en crise. Un de ses leaders spirituels René Vallières (l'auteur des « Nègres blancs d'Amérique ») a rompu avec lui, et a déclaré se rallier au P.Q. Un autre, Charles Grayoum est d'accord avec la rupture avec le F.L.Q. mais préfère la formation d'un parti ouvrier. On en est là. A moins qu'une secousse se produise aux U.S.A. ou ailleurs au Canada, le Québec semble destiné à refaire pendant quelque temps, l'une ou l'autre variante de social-démocratie.

Pour le moment, et malgré une opposition hargneuse, cette tendance vers la social-démocratie semble progresser, surtout à cause des difficultés économiques et aussi parce qu'elle est associée à l'idée nationaliste au Québec » (12-71).

INFORMATIONS SUR L'URUGUAY

POSITIONS IDEOLOGIQUES DES DIFFERENTS GROUPES ARMES DE L'URUGUAY

APRES L'ECHEC DU FRONT ELARGI

En URUGUAY, où la guérilla urbaine avait développé une claire position antiparlementariste et révolutionnaire, l'exemple du CHILI mena à l'aventure réformiste du Front Elargi. Cette acceptation de la démocratie parlementaire, chère à la tradition uruguayenne, a servi pour prêter une issue « politique » étatique aux partis de l'opposition, traditionnellement réformistes ou soi-disant révolutionnaires, aussi bien qu'au gouvernement qui se croyait traqué (acorralado) par l'extension et la force de la lutte frontale.

Une fois que la réaction conservatrice gagna les élections, d'après ce que l'acceptation du jeu électoral faisait prévoir, la répression du mouvement révolutionnaire fut augmentée.

Le Front Elargi attira la classe moyenne désorientée et économiquement affaiblie par le fort processus inflationnaire. Ce n'est qu'un néo-batllisme (gouvernement de type libéral-populiste), rajeuni et timidement socialisant.

Cependant, dans tout cela se présenta un phénomène nouveau qu'on ne peut encore mesurer. Le Front Elargi apparut vers la fin de l'idée de « gestion des bases ». Cette idée qui avait trouvé un écho dans tous les secteurs, trouva une nouvelle opportunité d'expression quand se formèrent plus de 1.000 « comités de base » (par quartiers) qui furent intégrés par des gens indépendants. Une fois passées les élections, ils ont l'air d'assumer un rôle énergique de critique et de résistance aux structures de partis. Il y a plusieurs anarchistes agissant dans ces groupes et qui ont un poids relatif dans certains quartiers.

Dans ce panorama l'action des groupes armés est doublée par un renforcement de la discussion idéologique. Ces groupes là sont différents :

a) *Le Front de Libération Nationale - les tupamaros* strictement puisqu'il faut remarquer la tendance à appeler tupas tous les membres d'un groupe guerrilleros - sont les plus organisés en ce qui concerne le nombre et la capacité opérative. Ils ont appuyé le Front Elargi en conservant une attitude critique et sa définition idéologique est plus ou moins marxiste maoïste avec une certaine influence libertaire (il y a même plusieurs camarades dans des postes de responsabilité).

b) *Le OPR-33*, parallèle à la FAU (Fédération Anarchiste d'Uruguay) et en conséquence d'origine anarchiste, mais avec de fortes influences marxistes-léninistes (pro-castristes). Il cherche la création d'un parti révolutionnaire et ils ont incorporé plusieurs non anarchistes.

c) Du noyau initial des tupamaros, deux groupes se séparèrent :

1) le FRT, qui sont des marxistes révolutionnaires pas encore très définis mais influencés par Rosa Luxembourg, les Conseils Ouvriers, Mao ; parfois ils citent Bakounine et d'autres fois Proudhon.

2) le « 22 décembre » qui a une ligne plus clairement anarchiste, et qui est formé de groupes autonomes, fédérés, sans hiérarchie militaire. Ces deux groupes s'opposèrent à la position Tupa de participation aux élections.

A propos d'ICO

REMARQUES SUR L'ANONYMAT

(d'un camarade de Paris)

Je comprends bien que les membres d'I.C.O. ont horreur du vedettariat et que certains ont intérêt à ne pas trop se montrer. Mais, cela aboutit à quelques défauts :

— On croit qu'I.C.O. est fait par un « groupe », alors que les articles et les réponses aux lettres sont fait par *une* personne (pour ce dire, je n'ai pas d'espion, je lis ce qui est écrit dans la réponse n° 110-111, p. 32). Il ne s'agit pas de souligner une « tromperie » d'un point de vue moral, mais une difficulté de compréhension. Les articles signés d'une personne (même par pseudonyme) sont plus faciles à comprendre car ils s'expli-

quent les uns par les autres, ils forment un tout qui enrichit la lecture de chaque fragment.

— Le lecteur qui aurait envie d'écrire à quel-qu'un hésite à écrire à une « société anonyme » car le combat n'est pas égal entre *un* individu (le lecteur-qui-écrit-au-journal) et le GROUPE qui répond. Même si le membre du groupe qui répond — sentant peut-être la justesse de ce que je viens d'écrire — souligne honnêtement qu'il répond en tant qu'individu, comme il ne dit pas son nom (un nom) il reste « auréolé » du mystère du groupe.

REPONSE A DES REMARQUES

(d'un camarade de Paris)

L'affirmation figurant dans la réponse à une lettre (p. 30 et suivantes d'I.C.O. n° 110-111) est en partie inexacte. S'il en était bien ainsi il y a environ un an, c'est de moins en moins vrai, et on espère bien qu'il n'y aura plus d'articles ou lettres passés dans I.C.O. sans discussion préalable.

D'une part le nombre de camarades qui participent à la rédaction des articles d'I.C.O. qui répondent aux lettres, s'est sensiblement accru.

D'autre part, bon nombre d'articles ou lettres, même rédigés par un seul camarade (c'est inévitable) sont souvent discutés préalablement ou postérieurement à cette rédaction. L'élaboration de l'article ou sa rédaction définitive tient compte de cette discussion. Dans le cas d'articles de camarades de province, ou de rédaction d'articles parus dans des publications étrangères, se sont les notes préliminaires ou les appendices qui sont ensuite élaborés collectivement.

Ce n'est que dans le cas où il y a des divergences importantes qu'il peut être écrit deux articles sur le même sujet ou deux réponses à une lettre. Que signifierait l'abandon de l'anonymat des articles et des réponses ? Nous pourrions répondre par cette citation extraite d'Invariance Novembre 1971 (Sul filodel tempo mai 1953) :

« De même que c'est le propre du monde bourgeois que toute marchandise soit porteuse de son étiquette de fabrique, que des idées soient suivies de la signature de l'auteur, tout parti se définit par le nom des chefs, il est clair que nous sommes dans notre camp prolétarien quand le monde d'exposé s'intéresse aux rapports objectifs de la réalité pour ne jamais se cantonner aux idées personnelles des contradicteurs stupides, aux louanges et aux blâmes ou à de vains matches disproportionnés entre poids lourds et poids légers. Dans ce cas, le jugement ne porte plus sur le contenu, mais sur la bonne ou mauvais renommée de celui qui expose ».

LES FINANCES D'I.C.O.

RECETTES ET DEPENSES DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 1971

Mois	Abonnements	Brochures	Contributions	Impression	Poste	Local
Janvier	1962,44	197,50	460,00	—	55,28	200,00
Février	273,00	87,00	610,00	—	75,00	—
Mars	293,04	708,20	755,00	5170,00 (1)	111,00	200,00
Avril	42,00	403,00	690,00	2490,00	31,20	1200,00 (2)
Mai	109,00	248,00	730,00	—	115,72	—
Juin	244,00	454,15	668,00	2268,00	311,28	—
Juillet	130,00	209,60	450,00	2853,00	81,90	—
Août	131,00	221,40	100,00	—	—	—
Septembre	258,00	124,40	218,00	—	75,00	—
Octobre	274,00	566,50	830,00	1675,00	—	—
Novembre	284,50	566,00	204,00	264,00	133,76	—
Décembre	400,00	436,55	455,00	3580,00 (3)	20,00	—
	<u>4400,98</u>	<u>4222,30</u>	<u>6170,00</u>	<u>18300,00</u>	<u>1010,14</u>	<u>1600,00</u>
		14793,28			20910,14	

BALANCE :

en caisse au 1-1-71	10.358,71
report ci-dessus	14.793,28
	<u>25.152,99</u>
dépenses	20.910,14
	<u>4.242,85</u>

OBSERVATIONS :

En 12 mois, le déficit d'I.C.O. a été de 6116,86 (différence entre l'avoir de janvier et celui de décembre) qui se réduit à 3436,86 si l'on ne tient pas compte des frais d'impression de la brochure « Fondements... » (2.680,00). C'est-à-dire que pour sortir I.C.O. au rythme actuel, il manque 300 F environ par mois. De plus, à défaut d'un fonds de réserve, nous sommes contraints d'envisager le tirage de brochures, soit par l'intermédiaire d'un éditeur, soit en les ronéotant nous-mêmes. Et tout ceci malgré des numéros doubles et la réduction du tirage à 1.200 exemplaires.

PAS DE FRIC, PAS DE CANARD

Lors de l'assemblée d'I.C.O. du 22 janvier (Paris), on a retourné les comptes sous toutes les coutures. Comment en sortir en 1972 ?

En 1971, il est rentré en moyenne 1250 F par mois : abonnements (250 environ), ventes au N° (200 environ), le reste en contributions diverses. En gros, on diffuse gratuitement (échanges, envois à l'étranger ou à des copains qui ne paient pas) la moitié des 1200 exemplaires.

Faut-il continuer ainsi ?

Chaque mois, on a des frais fixes : local (100 F), poste (100 F), au bas mot : 200 F. Et ça aurait tendance à augmenter sérieusement (pour tordre le cou aux canards de ce genre, le gouvernement va doubler le tarif postal). Ça veut dire que pour équilibrer on ne doit dépenser que 1000 F par mois pour l'impression (ce qui fait entre 12 et 15 pages par mois, pas plus). On cherche. Et sans doute, il y aura des changements.

(1) Numéro d'I.C.O. et brochure *Fondements Economiques du Communisme*.
 (2) Loyer du local payé d'avance jusqu'en avril 72.
 (3) I.C.O. et tirages séparés.

Notes de lecture

Les enfants du prophète - Histoire du mouvement trotskyste en France

Jacques Roussel - Editions Spartacus

Il fallait du courage pour s'attaquer à l'histoire du trotskysme en France. Une bien pauvre histoire en vérité. Et assurément très mouvementée, si c'est ce qu'a voulu dire l'auteur en parlant de « mouvement » trotskyste, car Jacques Roussel qui se défend d'ironiser dans son introduction, ne manque pas de le faire maintes fois au cours de son livre et notamment en utilisant abondamment les points d'exclamation entre parenthèses.

Mais ironise-t-il lorsqu'il nous déclare, page 7, que « les trotskystes ont tenté désespérément d'assurer la « continuité révolutionnaire » ? » Ou encore lorsque, page 12, il conclut son premier chapitre en affirmant que « la continuité communiste était désormais assurée pratiquement par le seul Trotsky » ?

Il ne semble pas, puisqu'il termine sa conclusion, page 92, sur le même thème : « Quel que soit l'avenir, l'histoire retiendra que, pendant près de 40 ans, les trotskystes, malgré toutes leurs erreurs, ont sauvé l'honneur du communisme et réussi, au prix de quelle peine, à tisser un fil mince, mais inestimable, entre octobre 17 et les luttes à venir ».

Continuité, certes, les trotskystes en ont assuré une, et ils se donnent toujours beaucoup de mal pour continuer à l'assurer. Mais de quelle continuité s'agit-il ? Continuité révolutionnaire, continuité communiste, nous dit Jacques Roussel. Soyons plus précis et tenons-nous en à ce qu'écrit Jacques Roussel lui-même peu avant l'inestimable fil mince tissé pendant 40 ans :

« Les trotskystes ont-ils appris quelque chose de Mai (68) ? (on pourrait ajouter de toute l'évolution du monde et du mouvement ouvrier depuis 1917). « Ou bien restent-ils figés dans leurs vieux schémas ? »

« Parmi ces vérités éternelles, outre la défense de l'Etat « ouvrier » russe... se trouve l'inévitable référence au « que faire ? » de Lénine qui inspire les efforts des uns et des autres pour « construire » ou « reconstruire » le parti révolutionnaire de type bolchevick, attendu comme le messie dont la classe ouvrière a besoin...

« Seuls, les intellectuels, armés de la Science socialiste, détenteurs du savoir marxiste, peuvent apporter « de l'extérieur » au prolétariat, l'accès

à la conscience révolutionnaire. Tel est le rôle qui revient au Parti, bâti autour des militants « professionnels ».

« On reconnaît là le rabâchage des conceptions, non pas de Marx, mais de celui qui fut le maître à penser de Lénine, avant de devenir le « renégat » Kautsky ; conceptions reprises et russifiées par Lénine... (pages 91 et 92).

« Vérités éternelles », « rabâchage », des conceptions léninistes, tel est bien cet « inestimable fil mince » de la continuité assurée par les trotskystes, qui ont effectivement de la suite dans les idées.

Mais quelle est la signification profonde de ce conservatisme quasi religieux ? Munis de « Que faire ? », qui « reste la Bible organisationnelle des trotskystes », ceux-ci « aspirent à poser un jour leur candidature à la succession des organisations social-démocrates et stalinienne, comme direction de la classe ouvrière, comme l'écrit fort justement Jacques Roussel.

Car telle est bien l'essence du léninisme, doctrine mère de toutes les variantes d'élitisme techno-bureaucratique, reposant sur l'axiome que « la classe ouvrière, par elle-même, ne saurait atteindre qu'une conscience au maximum syndicaliste ». Cette vérité première des léninistes de tous poils, Jacques Roussel la met heureusement en doute en ces termes :

« Le problème de fond demeure celui-ci : l'émancipation des travailleurs sera-t-elle l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou bien s'en remettront-ils à des spécialistes éclairés ? Jusqu'à présent, ceux-ci les ont menés à tout, sauf à l'émancipation » (page 92).

Une direction de rechange, un parti discipliné et hiérarchisé à l'image du parti russe, le capitalisme d'Etat avec sa techno-bureaucratie toute puissante, c'est cela la continuité trotskyste. Il faut être le pince-sans-rire Jacques Roussel pour appeler ça une continuité révolutionnaire ou communiste.

Autre continuité trotskyste : le bluff. Bien avant que Trotsky écrive « qu'il suffit d'être 300 pour paraître 5.000 » (1938), les trotskystes étaient passés maîtres en la matière. Prudemment Jacques

Roussel parle de quelques dizaines pour chiffrer les effectifs des organisations du « mouvement » trotskyste. Ils ne furent jamais beaucoup plus, en effet, jusqu'à ces dernières années. Et pourtant, ils bénéficiaient de la réclame que leur faisaient les staliniens, en plus du prestige que conservait Trotsky. De ce fait, ils recueillaient généralement les transfuges du Parti Communiste. Purgatoire de courte durée, car le trotskysme fut une passoire éjectant, chaque année au moins, individualités et groupuscules. De cette caractéristique du trotskysme, Jacques Roussel nous fait part, non sans omissions nombreuses.

Je ne peux rien dire de certain concernant la période d'après 1939, car déjà depuis 34, la gymnastique entriste (SFIO puis PSOP) et les luttes intestines des trotskystes ne nous intéressaient plus guère. Mais j'ai bien connu la période que J. Roussel appelle « *Naissance du trotskysme* », et qu'il traite cavalièrement.

De fin 1929 à fin 1932, la Ligue communiste avait déjà éjecté le groupe Rosmer (une vingtaine de membres), le groupe de Bagnolet (une dizaine), le groupe dit « des étudiants » et qui ne comprenait pas que des étudiants (une dizaine encore), un groupe dans le Nord, pour ne parler que des groupes. Rien qu'au cours de l'année 1933, furent exclus, à l'occasion de la Conférence d'unification (avril-juin), Rimbart et quelques camarades du groupe juif de la Ligue, puis en octobre les 35 camarades qui créèrent l'Union Communiste, avec « *L'Internationale* » comme journal. Au début de décembre 1933, ces 35 exclus de la Ligue devaient fusionner avec la « Fraction de la fusion des groupes Rosmer, de Bagnolet, la Gauche communiste », organisation provenant et de la Banlieue-Ouest, ce dernier groupe n'ayant jamais été trotskyste. C'est tout ce remue-ménage, qui fut tout de même un reclassement, que J. Roussel appelle « *Congrès d'unification d'avril à octobre* », le dit « congrès » ayant droit à deux points d'exclamation.

Cette conférence (quelques dimanches d'avril, mai, et début juin, car les participants n'étaient pas des « révolutionnaires professionnels ») eut au moins le mérite, outre le reclassement mentionné, de poser la question du capitalisme d'Etat russe (groupe « des étudiants » Treint, Simone Weil, et quelques membres des autres groupes), et celle du rôle du parti (animateur et non dirigeant de luttes ouvrières). L'Union communiste (1933-1939) devait par la suite, à partir de 1935, reprendre ces thèmes et les développer dans son organe « *L'Internationale* » (journal, puis revue).

Nous voulons espérer que Jacques Roussel n'a pas « simplifié » aussi allègrement en ce qui con-

cerne son Histoire du trotskysme des années suivantes, qu'il semble mieux connaître.

Si nous avons signalé cette « simplification » opérée par Jacques Roussel, ce n'est pas tellement pour la postérité, mais parce que son souci manifeste de s'en tenir à la stricte histoire du trotskysme lui fait commettre l'erreur de ne pas placer cette histoire dans son véritable contexte : la décomposition du mouvement communiste. Décomposition dans laquelle les trotskystes, qui ne furent qu'une tendance parmi d'autres, ont eu une grande part de responsabilité, si tant est que la responsabilité de quelques hommes peut être invoquée lorsque les événements les dépassent.

Jacques Roussel l'écrit dans sa conclusion, les trotskystes n'ont toujours fait que rabâcher. Ce n'est certes pas cela qui pouvait aider à voir clair, à comprendre ce qui se créait en Russie et se déroulait ailleurs où d'autres P.C. opéraient. Ce n'est pas non plus l'entrisme dans la SFIO, puis dans le PSOP, plus tard dans le P.C., qui pouvait faciliter une prise de conscience des quelques centaines de militants (1) qu'ont brasé en 40 ans les organisations trotskystes.

Si au cours de cette longue période de décomposition du mouvement communiste dominé par l'influence du bolchevisme, des éléments de compréhension et de clarification sont apparus, ce n'est certainement pas chez les trotskystes. Il faut les chercher ailleurs, chez des non-trotskystes ou d'anciens trotskystes laborieusement déclassés. Quand on pense qu'il a fallu plus de dix ans au groupe Socialisme ou Barbarie pour qu'une partie seulement de ses membres se débarrasse du léninisme, on imagine aisément combien fut ingrate et difficile la tâche de ceux qui durent accomplir cet effort dès les années 30.

L'Histoire du trotskysme, malgré tout le mérite de Jacques Roussel, n'apporte donc pas grand'chose de positif. Ce n'est pas la faute de l'auteur, qui heureusement a eu la bonne idée de donner en annexe de son petit livre quelques textes peu connus de l'Espagnol Munis et de Natalia Trotsky, laquelle en 1951 conjura vainement la « IV^e Internationale » d'en finir avec son conservatisme. Son geste et l'accueil qu'il reçut devraient faire réfléchir ceux qui espéraient « redresser » les organisations trotskystes. Comme au P.S., au P.C., et dans les syndicats, les jeunes et vieux hiérarques du trotskysme savent fabriquer les anti-corps nécessaires pour éjecter les indésira-

(1) A la lecture de ce texte, des camarades de Paris pensent qu'on peut parler de milliers en comptant l'après-guerre et l'après 68.

bles, et actuellement plus que jamais, car ils ont le vent en poupe et se voient déjà des « directeurs de rechange » bien placés.

Le léninisme n'est pas mort, comme ont pu l'espérer quelques camarades ayant vécu Mai 68 parmi les étudiants. Cette idéologie du capitalisme d'Etat, qui sait si bien coller aux aspirations des néo-bourgeoisies du Tiers Monde comme à celles de la techno-bureaucratie des pays industriels, s'avère un obstacle coriace à l'auto-émancipation des travailleurs, sans laquelle on ne peut parler de révolution.

Pour terminer ce papier, il nous faut tout de même signaler la profonde admiration de l'auteur pour les écrits de Trotsky, dont « *les analyses et les mots d'ordre étaient lucides et justes* » (p. 18 et 19). Il a vraiment l'admiration facile.

Pour Trotsky, en 36, la révolution avait commencé. Mais « *ces grosses formations qui d'après la Vérité de juillet 34, commençaient à s'aligner en ordre concerté de combat* », on les vit s'aligner,

certes, en une procession monstre, dans l'ordre et la dignité, le 14 juillet 36, de la République à la Nation, drapeaux rouges et tricolores déployés, en chantant la Marseillaise et l'Internationale, et en applaudissant le trio Thorez, Blum, Daladier.

En 1934, Trotsky exigeait l'entrée des trotskystes dans les partis socialistes qui, affirmait-il « *cessent d'être le principal appui de la bourgeoisie* » et « *marchent vers une lutte à mort contre le fascisme* ». Mêmes illusions en 32, lorsque Trotsky misait sur l'instinct de conservation des partis socialiste et communiste d'Allemagne.

Si c'est toute cette prose, oh certes brillante, car Trotsky était un écrivain remarquable, que Jacques Roussel admire tant, on ne peut s'étonner des faiblesses de son livre.

Il faut cependant lire celui-ci, car il contient de ci, de là, quelques réflexions dignes d'intérêt. Je pense même que cette Histoire, malgré ses omissions, reste convaincante pour tous ceux qui gardent un bien d'esprit critique.

Communiqué pour I.C.O.

A PROPOS DE « MAX »

Jean Bernard, dit « MAX », né en 1947, ex-carreleur, ex chômeur, ex légionnaire, ex Loulou, utilisé en Mai 68 comme « gros bras » par l'A.J.S., dénonce en A.G., en février 70, les saloperies faites notamment en Mai 68 par ce groupuscule.

En prison à St-Joseph (Grenoble) pour sa désertion et sur plainte de l'A.J.S., puis pour l'enlèvement d'un étudiant Sud-Vietnamien à Grenoble, Max a été jugé :

— *une première fois*, par le tribunal militaire de Marseille, pour sa désertion et condamné à 5 mois de prison ferme et à terminer ses 4 ans de légion ;

— *une deuxième fois*, le 22 février 1972 par le tribunal civil de Grenoble et condamné sur suite de la plainte de l'A.J.S., à 8 mois de prison dont 5 avec sursis, et pour l'enlèvement du Sud-Vietnamien à 9 mois de prison, dont 3 avec sursis, avec 3 ans de mise à l'épreuve.

La confusion des peines a été prononcée.

Une brochure de solidarité expliquant « L'affaire Max » a été rédigée par le groupe « Ad. augusta, per augusta ».

Pour ceux que ça intéresse, la brochure est en vente dans les librairies suivantes :

— Gloire au XVII - Boulevard Port Royal ;

— Chez Peers - 82, Boulevard Saint-Michel.

— Au jargon libre - 6, rue de la Reine Blanche.

Vous pouvez aussi vous la procurer contre 3 F, et un timbre pour l'envoi, en écrivant à :
LAURENS - B.P. 12-19 - PARIS.

Publications reçues

On peut communiquer les textes cités aux camarades qui le désirent, mais le mieux est qu'ils écrivent pour les avoir aux adresses indiquées, cela nous évite du travail, et ils sont plus vite servis.

Informations recueillies à Lyon en vue de leur rediffusion (Bres - B.P. 610 - 69 Lyon R.P.)

Le numéro de décembre 1971 contient : des informations sur des luttes (routiers, diverses boîtes) - 2 papiers sur Max de Grenoble - sur le quotidien dans les boîtes dans la région de Lyon - sur la répression dans les institutions qui ont à voir avec « l'hygiène mentale » (certains de ces articles parus dans I.C.O. n° 108-109) - des précisions sur la manière dont ceux qui l'animent veulent poursuivre sa réalisation. « Il n'y aura pas de comité de rédaction. Ce journal sera une structure vide pour permettre l'expression écrite des copains lyonnais... Il n'y aura pas de commission de censure ... ».

Au moment où les luttes de base sont systématiquement auto-censurées dans la presse bourgeoise (sauf pour avertir les patrons d'un danger), où la presse groupusculaire ne livre que ce qui sert sa propagande, il est nécessaire que des noyaux de camarades poursuivent un tel travail. Quant aux moyens, l'expérience tentée dira s'il est possible de reprendre à un niveau régional ce qu'ICO avait essayé d'être en 69 au niveau national et qui a échoué pour des raisons tant matérielles que théoriques.

A.G.A.L.S. (1, rue de Veaux - 67 Starsbourg)

C'est un bulletin identique au précédent, mais suivant une formule différente et auquel nous avons fait des emprunts. Le n° 11 contient le texte d'un tract sur la mutinerie de Toul et le début d'une étude sur la grande presse. Le n° 14 des textes sur la sous-scolarisation en Alsace. Ce bulletin est un supplément à « GROS SEL », publication dont nous avons déjà parlé dans les années 1969-1970.

Coopérative d'information

C'est encore une expérience du même genre dérivée d'une publication dont nous avons déjà parlé dans I.C.O. en 69-70 (LE SEMEUR - 11, rue Jean de Beauvais - Paris). Alors que GROS SEL

a eu pour point de départ des scissions dans les milieux catholiques ; cette fois il s'agit de milieux issus de l'ALLIANCE DES EQUIPES UNIONISTES DE FRANCE (protestant). Le travail d'information est envisagé sous la forme d'une coopérative d'informations associant des groupes de Paris et de province.

Les expériences ci-dessus sont également à rapprocher d'autres expériences semblables comme « AGIT-PROP » en Angleterre, « LIBERATION NEWS SERVICE » aux Etats-Unis, ou à l'agence de presse « LIBERATION » (A.P.L.) (d'inspiration maoïste) en France. Nous pensons que ce type d'expérience correspond à un déblocage certain du monopole de l'information aux mains du capital, des partis, et des groupes politiques, mais qu'en même temps, ils sont trop souvent marqués par des arrières pensées politiques.

Du groupe « MATERIAUX POUR L'INTERVENTION » (Martin Andler - B.P. 4206 - Paris), une étude sur : les années 60 : que signifie le mot d'ordre « augmentation de salaire égal », texte influencé par les positions du groupe italien « POTTERE OPERAIO ». Ce groupe peut envoyer les textes suivants : rapport sur l'Espagne août 1970) - le communisme et la classe ouvrière - l'impérialisme, premières hypothèses - classes et capital en France du Front Populaire à Vichy - l'usage capitaliste de l'école - Keynes et l'état capitaliste à partir de la crise de 1929.

Lutte de classe (Jean Collin - 75, rue St-Antoine - Paris 4^e)

Février 1972. Les luttes ouvrières en Catalogne. Brève discussion sur « action de masse et capitalisme » sur une observation de D. Guerin.

Courrier militant (72, rue du Chateau-d'eau - Paris 1^{er}) N° 6

Compte rendu de la réunion de l'Association des CAHIERS DE MAI - Les luttes nouvelles des employés de commerce - Textes sur le B.H.V., les Nouvelles Galeries, Omnia, Mammouth.

J'étais, je suis, je serai
N° 2 - Janvier-Février 1972

Bulletin lycéen de Toulouse — sans adresse — visiblement inspiré de REVOLUTION INTERNATIONALE. Avec une présentation tendancieuse d'I.C.O. qui ne parvient pas à définir « une certaine ligne de conduite dans les luttes » et qui n'aboutit pas à « une certaine activité réelle commune ». On souhaiterait, avant de répondre, plus d'explications sur la « ligne » et sur « l'activité » telles que la voient ces camarades.

Lycées - Grève au JAS
(par le groupe Intervention Communiste
R. Simon - B.P. 287 - 13 Aix-en-Provence)

Plate-Forme de l'organisation conseilliste
de Clermont-Ferrand

1) Evolution du capitalisme. Nature du processus révolutionnaire — 2) Organisation de la classe — 3) Organisation des révolutionnaires — 4) La question nationale. Le contenu du socialisme (juillet 1971) — 5) N° 1 tâches politiques actuelles (pour contact et correspondance : Guy Sabatier - B.P. 209 - Clermont-Ferrand).

Cahiers du Communisme de conseils

(Camoin - B.P. 326 - 13 Marseille 01).

Le n° 10 est paru, sommaire dans le prochain ICO

Publications

NUMEROS D'I.C.O. DISPONIBLES

1968 : 75, 76 - 1969 : 77, 78, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 87, 88 - 1970 : 89, 90, 91-92, 93, 94, 95-96 (ce dernier numéro, ronéoté, de 6 pages n'a pas été mis en vente en librairie), 97-98, supplément au 97-98 (textes de discussions), 99, 100 - 1971 : 101-102, 103-104, 105, 106-107, 108-109, 110-111, 112-113 - 1972 : 114.
I.C.O.-LIAISONS : n° 5 et 6.

BROCHURES D'I.C.O.

- LA GREVE GENERALISEE EN FRANCE, MAI-JUIN 1968 (2,50 F).
- RENCONTRE INTERNATIONALE 1969 (2 F).
- BILAN D'UNE ADHESION AU P.C.F. (2 F).
- L'ORGANISATION DE LUTTE DE CLASSE DANS LA GREVE DES MINEURS DE LIMBOURG (2 F).
- FONDEMENTS DE L'ECONOMIE COMMUNISTE (2,50 F - commande directe à I.C.O.).
- AUJOURD'HUI LES COMITES D'ENTREPRISE (2 F).

Textes de base disponibles

(diffusion par I.C.O.)

- **REPOSE A LENINE**
(A. Gorter) (4 F).
- **LENINE PHILOSOPHE**
(collection des Cahiers Spartacus)
(A. Pannekoek) (5 F).
- **PANNEKOEK ET LES CONSEILS OUVRIERS**
(S. Bricianer) (Editions E.D.I.) (13 F).
- **THE BOLSHEVIKS AND WORKERS CONTROL**
(en anglais - brochure de Solidarity) (4 F).

- **CONSEILS OUVRIERS ET UTOPIE SOCIALISTE**
(Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseils) (4 F).

- **LES ORIGINES DU GAUCHISME**
(R. Gombin) (Prix réduit si commande à ICO)

AUTRES PUBLICATIONS EN DEPOT

- ARCHINOIR n° 3 (2,50 F).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS (n° 5, 6, 7, 8, 9, 10). Les thèses sur la révolution chinoise (n° 4) sont épuisées.
- DE LA POLLUTION CONSIDEREE SOUS TOUTES SES ASPECTS (2 F).
- LA PEAU DES PROFS (3 F).
- Nous pouvons nous procurer, à prix intéressant pour les camarades d'I.C.O., *tous les ouvrages parus aux Editions Champ Libre* (liste dans le n° 114). S'adresser à I.C.O. - Aucune expédition ne sera faite sans versement du prix indiqué.

Publications récentes

- INVARIANCE : novembre 71 (année IV, série II, n° 1) - Le KAPD et le mouvement prolétarien - A propos du capital (Camatte Jacques - B.P. 113 - 83 Brignoles).
- CAHIERS DU COMMUNISME DE CONSEILS : (n° 10) (sommaire dans le prochain numéro).
- I.C.O.-LIAISONS : (n° 6) Textes de discussion - Ni oiseau dans l'air, ni poisson dans l'eau - Pourquoi des gauchistes - Publications.

Abonnements et Expéditions

La révision systématique du fichier nous amène à supprimer des envois.

L'état des finances ne permet guère d'envois gratuits. Réabonnements et contributions sont souhaités. Mais diffusion et participation aux informations et discussions sont encore mieux.

Réunions et Permanences du groupe des camarades de Paris

Les camarades de Paris tiennent plusieurs sortes de réunions :

- chaque semaine, les lundi et jeudi de 18 à 20 h.
- les 2e et 4e samedi de chaque mois à 14 h. 30 (réunions générales de discussion).

Des commissions de travail fonctionnent distinctement :

- courrier (chaque lundi)
 - contenu des différentes publications (mardi).
- Ceux qui désirent y participer se renseignent aux permanences. Il est donné un compte rendu des activités de ces commissions lors de chaque réunion générale.

D'autres commissions de travail peuvent être constituées. Des réunions exceptionnelles de dis-

cussion sur un sujet précis sont également prévues. Tout ce qui concerne ces activités sera annoncé au cours des réunions plénières et affiché dans le local où se tiennent les permanences.

Les camarades qui désirent participer à ces réunions ainsi qu'aux réunions spéciales pouvant se tenir exceptionnellement, doivent écrire à l'adresse d'I.C.O. (adresse postale exclusivement).

Les camarades de passage à Paris qui désirent prendre contact, doivent écrire au moins 8 jours à l'avance pour éviter tout retard dans la transmission des lettres, et permettre une réponse éventuelle. Aucun contact ne peut être pris au téléphone. Dans la mesure du possible, ces camarades peuvent prévoir ces contacts les lundis, jeudis et samedis ou se tiennent des réunions (sauf jours ou veilles de fêtes).

informations correspondance ouvrières

Correspondance : I.C.O. - 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS 19^e.

Pour tous contacts ou participation aux réunions,
écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) - 50 F (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.

Tous les textes publiés dans les numéros passés, présents et à venir d'I.C.O. peuvent être librement reproduits, traduits, ou adaptés, même sans indication d'origine.